61e Anniversaire de l'indépendance nationale

HORIZONS

Magazine mensuel

Edité par l' Agence Mauritanienne d'Information

N° 017 / special /61e Anniversaire de l'indépendance nationale

prix: 100 MRU



Authenticité Résilience et Convergence

Le Président de la République à Horizons:

La dignité, la fierté et la souveraineté des Mauritaniens, au cœur de Mes Engagements



AU SOMMAIRE

Le Président de la République à Horizons :
« La dignité, la fierté et la souveraineté des Mauritaniens est au cœur de Mes Engagements »
4

7 — 1960 – 2021 :
Un pari gagnant pour une Mauritanie audacieuse et visionnaire

9 — **La Mauritanie renforce sa position dans le dialogue mondial sur les enjeux environnementaux et climatiques**

14 — Journées de concertation sur la réforme de l'enseignement
Consensus national sur l'école de Demain

16 — 61 ANS D'INDEPENDANCE :
La Mauritanie poursuit sa longue marche vers le développement

22 — **DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE**

25 — Ahmed Ould Sidi Baba :
«Avec des cadre exceptionnellement compétents, nous avons créé l'Office mauritanien de Radio diffusion...»

27 — Témoins extérieurs sur la Mauritanie :
Ils ont dit ...

37 — **1960 – 2021, soixante-un ans de football en Mauritanie**

43 — **Ma contribution à la formation de différentes générations fait partie de mes meilleurs acquis (SE M. Sid 'Ahmed Ould Dey)**

HORIZONS

Magazine mensuel

Revue Mensuelle Editée par l'Agence Mauritanienne d'Information (AMI)

Directeur de Publication
Mohamed Fall Oumeir Beye,
Directeur Général de l'AMI

Directeur de la Rédaction
Maarouf Ould Oudaa

Rédacteur en Chef
Diagana Khalilou

Secrétaire de Rédaction
Abderrahmane Ould Cheikh

Maquette
Elhadrami Ould Ahmedou
Tel : +(222) 47 00 00 55
had.mac@gmail.com

Cheikh Mamoudou Sy

AMI
Tél. 45 25 29 70 / 45 25 29 40
Fax : 45 25 55 20
Email : chaabrim@gmail.com
amiakhbar@gmail.com
B.P : 371 / 467

Direction Commerciale :
Tél. 45 25 27 77
Email : dgsami@yahoo.fr

Tirage: Imprimerie AL MAZAYA





Editorial

Authenticité, Résilience et Convergence

La Mauritanie est un pays qui a été construit sur la base de plusieurs vocations. Vocation première de terre de convergences. Vocation historique de berceau de métissages multiples. Vocation d'interface de plusieurs mondes qui ont fini par s'imbriquer, se mélanger voire se fondre l'un dans l'autre jusqu'à l'osmose parfaite.

Ce qui a nécessité une culture d'abnégation, de tolérance et d'ouverture. Le sens de la mesure et le souci de prendre en compte l'altérité ont été la sève nourricière de la Nation qui est la nôtre.

Certes, le modernisme débridé et le populisme rampant ont perturbé l'atmosphère générale faite de quiétude et d'empathie. Les concepts saugrenus, les appréhensions sectaires et les raisonnements pauvres ont commencé à nourrir une expression bruyante de clivages : le reflux de la raison dans l'espace public a ouvert la voie aux cacophonies qui font de l'agitation des peurs une arme redoutable en vue de cultiver les inquiétudes, de provoquer et d'attiser les clivages.

Puis est revenu le temps de l'authenticité. Celui de la décrispation. Celui de la solidarité. Celui de l'équité.

Grâce à ce temps heureux, nous avons pu faire face à la plus dangereuse et la plus imprévisible des crises sanitaires. Nous avons su en tirer profit. D'abord en réhabilitant l'Etat «bienveillant», celui qui se déploie, non pas pour brimer ou réprimer, mais pour assister et protéger. Ensuite en provoquant l'élan de solidarité qui a restauré la valeur «Partage». Enfin, en accélérant la prise de conscience générale de la nécessité pour nous de nous mettre au travail.

La solidarité, la communion, l'enracinement ont commencé à produire leur effet. L'apaisement dans les rapports entre acteurs sociaux et politiques est un prélude à l'avènement d'un ordre nouveau où tout un chacun est appelé à participer à l'effort de construction nationale.

Les rencontres ont débuté entre les partis et les mouvements politiques donnant le la d'une convergence qui ne laisse personne au bord de la route. Ni tabou, ni exclusion. Des concertations inclusives et globales.

Authenticité, Résilience et Convergence pour redémarrer l'ascenseur social en apurant les passifs hérités parfois d'une Histoire faite de hauts et de bas, souvent d'une gestion et d'une gouvernance maladroite voire inefficiente. En réhabilitant l'enseignement afin de faire de l'école ce moule de fabrique de la personnalité mauritanienne : fière de ses racines nourricières multiples, profondément ancrée dans cette tradition faite de mesure et de dignité, résolument tournée vers la modernité.

Il y a 61 ans, le projet Mauritanie prenait forme. Sur la base d'un socle solide d'histoire et de valeurs millénaires. Contestée au début et peu pourvue pour assurer les attributs d'un Etat moderne, la Mauritanie a su – et pu – se frayer le chemin qui l'a menée à la scène internationale.

Aujourd'hui, la Mauritanie compte des milliers de hauts cadres, d'intellectuels, de créateurs, de compétences qui servent pour résister aux agressions venues de toutes parts : dérèglements climatiques, mondialisation violente et écrasante pour les modes de vie humains autres que celui des plus forts, instabilité et déstructuration économique et sociale nées des exodes multiples…

La Mauritanie est un pôle de stabilité dans une région traversée par de multiples convulsions aussi dangereuses les unes que les autres. La prise de conscience d'une telle réalité nous pousse à prendre le chemin le meilleur pour nous : mettre à profit cette atmosphère faite de sérénité, de respect réciproque entre les acteurs, de concertations permanentes et ouvertes, qui fondent une gouvernance dont la sève nourricière est l'enracinement dans l'authenticité et l'aspiration profonde à une modernité, pour permettre à notre pays de jouer le rôle de régulateur dans un monde désarticulé voire déréglé.

La perspective inclusive de saine émulation, d'échanges, de convergence et d'équité, émancipera le génie mauritanien. Notre peuple a acquis, à travers l'Histoire, une force de résilience qui lui permet de toujours avancer en s'armant de valeurs dont, au premier plan, le souci d'équité, de tolérance, de partage, de droiture, mais aussi la conscience aigüe de la communauté de destin, la capacité d'écoute et l'exigence d'exemplarité.

HORIZONS

Le Président de la République à Horizons :

« La dignité, la fierté et la souveraineté des Mauritaniens, au cœur de Mes Engagements »

En droite ligne de l'obligation qu'il s'est faite de rendre compte dans la transparence au peuple mauritanien, de l'informer régulièrement de la conduite des affaires publiques, le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, s'est prêté aux questions du quotidien Horizons. Dans cette interview exclusive, il a tenu tout d'abord à féliciter chaleureusement le peuple mauritanien à l'occasion du 61e anniversaire de l'indépendance en ayant une pensée pour les héros de la résistance nationale.
Le président de la République a ensuite réitéré ses priorités en mettant l'accent sur la paix sociale, la concorde nationale et l'apaisement politique comme préalable à tout développement. Il a mis l'accent également sur les grands chantiers structurants mis en œuvre, notamment au niveau social, éducatif et des secteurs productifs.
Voici le texte de cette interview :

Horizons : Les Mauritaniens commémorent le 61e anniversaire de l'indépendance nationale alors que le pays a franchi d'importantes étapes de la mise en œuvre de votre programme électoral (Mes Engagements) ; Comment voyez-vous le renforcement du principe d'indépendance à la lumière de ce programme inclusif ?

Le Président de la République : Permettez-moi de saisir l'occasion du 61e anniversaire de l'indépendance de notre chère patrie pour féliciter chaleureusement le peuple mauritanien. C'est le lieu de rendre un vibrant hommage aux héros de notre vaillante résistance pour les valeureux actes de bravoure et de sacrifice accomplis afin de préserver notre identité et de sauvegarder notre patrimoine civilisationnel.

Mes remerciements et mon hommage s'adressent également aux forces armées et de sécurité ainsi qu'aux pères bâtisseurs de l'Etat mauritanien moderne et à ceux et celles qui ont contribué à l'édifice de construction nationale pour en fortifier les bases, dans des conditions pas toujours favorables.

L'accès à l'indépendance est un évènement majeur pour les peuples dans la mesure où il leur permet de recouvrer leur dignité, leur fierté et leur souveraineté. Etant conscients que ces acquis constituent le fondement essentiel de la dignité humaine, nous avons tenu à ce que notre programme auquel a adhéré le peuple mauritanien vienne les préserver et les consolider. C'est pourquoi il s'était articulé autour des principaux axes suivants :

- Un État fort moderne au service du citoyen ;
- Un climat politique apaisé et des institutions solides ;
- L'intégrité territoriale préservée et un citoyen protégé ;
- Une administration efficace au service du citoyen;
- Une lutte renforcée contre la corruption et la gabegie ;
- Une économie résiliente et engagée sur le chemin



de l'émergence.
Pour en venir à votre question, c'est au peuple, en premier lieu, d'évaluer ce qui a été réalisé. J'estime que depuis ma prise de fonction, des étapes importantes ont été franchies sur la voie de la mise en œuvre de ce programme malgré des défis imprévus comme la COVID-19.

Horizons : Dès votre prise de fonction, vous avez opté pour un processus de refonte de l'Etat. A quel point cette refonte a été conduite de manière équitable?

Le Président de la République : Nous avons d'abord voulu rehausser la qualité des institutions afin qu'elles garantissent la stabilité et la justice.

L'apaisement des relations entre acteurs politiques et sociétaux demeure une priorité

Nos priorités restent la défense de l'intégrité territoriale du pays et la protection de nos citoyens.
Dans un monde où les menaces sont multiformes, notre stabilité devient l'un des facteurs de notre rayonnement à l'international. Elle assure aussi la mise en œuvre des programmes économiques de développement. Mais elle ne peut se réaliser que dans le respect des droits et le renforcement des libertés. Aussi, avons-nous travaillé pour l'épanouissement de la société civile et pour l'apaisement des relations entre les acteurs politiques et sociétaux.
Nous sommes sûrs de pouvoir réaliser une équation juste et gagnante entre des institutions fortes et solides et un climat serein. Nous avons travaillé pour consolider le respect du principe de la séparation des pouvoirs.

Les mauritaniens ont donné la preuve de leur capacité de résilience

Horizons : Ce processus a-t-il permis de corriger les disfonctionnements de manière à asseoir les fondements d'une solide résilience face aux différents défis sécuritaires, sanitaires, économiques, sociaux et environnementaux ?

Le Président de la République : Le processus de normalisation de la vie publique a permis d'instaurer un climat de confiance. Cela permet d'envisager l'avenir avec beaucoup plus de sérénité. Notre peuple a donné la preuve de sa capacité à faire face à des défis réels pour lesquels des réponses immédiates et globales ont toujours été données.

Horizons : Justement dans votre programme, vous avez souvent évoqué la situation sociale qui doit être améliorée positivement. Etes-vous satisfait du niveau de progression atteint dans ce domaine ?

Le Président de la République : Je n'ai pas seulement «évoqué» la situation sociale, mais j'en ai fait une priorité. Ce qui a permis de parer au plus urgent quand la pandémie de la Covid19 a frappé ajoutant des complications à la situation déjà alarmante. Ailleurs, nous avons vu comment des systèmes sanitaires beaucoup plus performants que le nôtre ont plié.

La dimension sociale du développement reste une préoccupation majeure

Nous avons pu rapidement réagir pour alléger les souffrances occasionnées par la pandémie. Sur le plan sanitaire, notre système de santé a bénéficié d'une grande attention pour lui permettre de prendre en charge les malades et d'organiser la riposte par la sensibilisation et l'anticipation sur l'évolution de la situation.
Les réponses économiques et sociales ont été apportées pour venir en aide aux populations : un fonds de solidarité nationale a permis de mobiliser les moyens financiers pour ce faire ; des aides ont été distribuées aux nécessiteux… En plus d'un package de mesures destinées à accompagner l'ensemble des citoyens. C'est dans ce cadre qu'il y a eu la prise en charge en partie ou en totalité des charges de l'eau et de l'électricité, la distribution de produits alimentaires et d'aides en nature.

Une importante étape franchie sur la voie de l'assurance maladie universelle

Il faut noter aussi la prise en charge de l'assurance maladie de plus de 620 000 citoyens en situation de vulnerabilité. Une grande étape dans l'accès universel aux services de la Caisse nationale de l'assurance-maladie.
Nous sommes convaincus que la situation sociale demande des efforts sérieux et continus. C'est pourquoi elle est et demeurera au centre de nos préoccupations.

Horizons : L'école est aussi au centre des préoccupations de votre programme. Vous avez promis de fonder l'école de la République. Où en est-on ?

Le Président de la République : Vous savez bien que pour accéder à la modernité, il nous faut une école capable d'éradiquer l'ignorance et l'analphabétisme qui accompagnent inéluctablement la pauvreté, une école à même d'assurer la préparation de générations pour servir et assurer le progrès social et le développement durable dans le pays.

Notre engagement est résolu pour fonder l'école de la République

L'école à laquelle nous croyons doit être rénovée pour lui permettre d'être ce moule par lequel nous pourrons perpétuer une personnalité mauritanienne authentique et ouverte sur le monde. Notre système éducatif a besoin d'être profondément réformé. Ce que nous avons commencé par de larges concertations qui ont impliqué l'ensemble des acteurs de l'éducation. Il en est sorti un package de recommandations qui seront prises en compte dans la stratégie à mettre en œuvre.
Les nouvelles fondations favoriseront l'éclosion d'un système éducatif qui renforce le sentiment de citoyenneté sur la base des valeurs d'une République juste et équitable.

Horizons : Alors que le consensus national a constitué le slogan de cette étape, vous avez annoncé le lancement de concertations inclusives dont la première étape a été engagée. A quel point ce processus de concertations permettra-t-il au pays de se prémunir contre les guéguerres politiques stériles et fatales pour tout processus de développement ?

Le Président de la République : La politique n'est assurément pas un jeu de société mais bien un exercice qui permet aux acteurs qui la pratiquent de se mettre au service de l'intérêt général. Nous supposons que tous les acteurs travaillent justement pour le bien-être général. Il y a donc un minimum de choix sur lesquels on peut s'entendre et pour lesquels on peut établir, d'un commun accord, une hiérarchie de priorités.

Horizons : Presque deux ans et demi d'un mandat de cinq ans. Un temps consacré à apaiser, à soigner les blessures et à refonder. Quelles sont les priorités dans l'immédiat ?

Le Président de la République : Justement, c'est d'abord consolider le socle sur lequel nous avons commencé à construire. Sans renier les héritages positifs, nous entendons renforcer la transparence dans la gestion publique en rendant plus efficaces les mécanismes de contrôle et en imposant la reddition de comptes.

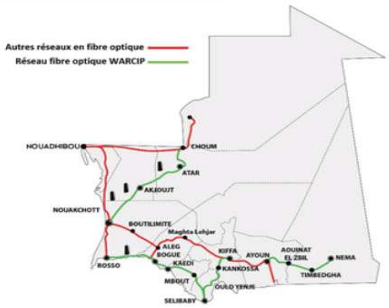
Une transparence dans la gestion publique sans compromis

Il va falloir rattraper le temps perdu en matière de maillage du pays en termes de routes, de réseaux électriques, d'approvisionnement en eau et d'infrastructures scolaires et sanitaires. Nous avons aussi à cultiver le travail comme valeur et comme voie d'émancipation pour l'individu et pour la communauté. C'est ici le lieu de rappeler combien le concept de sécurité alimentaire entre dans le champ de la stabilisation et de l'essor du pays.
Il y a urgence de soutenir les franges les plus fragiles de notre société pour les aider à se prendre en charge et à recouvrer leur droit de vivre dignement. Quand j'y pense, je me rends compte que c'est tout un programme et je me console du fait que nous avons pris le bon chemin pour le réaliser.

Finalisation des travaux de construction des sections du réseau national en fibre optique financées par la Banque mondiale dans le cadre du Projet WARCIP-Mauritanie

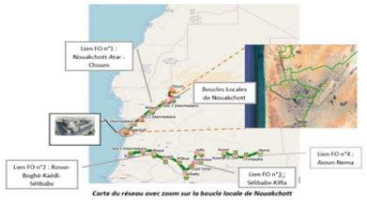
Le Gouvernement Mauritanien, conscient du rôle que jouent les technologies numériques comme moteur transversal pour la croissance économique et l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD), avait sollicité et obtenu l'appui de la Banque Mondiale pour développer ses infrastructures large bande.

Ainsi, le Projet WARCIP-Mauritanie a été mis en place avec comme l'une de ses principales composantes, la construction des compléments du réseau national en fibre optique pour assurer la dissémination de la connectivité internet haut débit provenant du câble sous-marin au niveau de Nouakchott et le transport de données collectées par les opérateurs de télécommunication, à des coûts abordables permettant ainsi la réduction des tarifs des services internet offerts aux usagers tout en améliorant leur qualité et leur étendue.

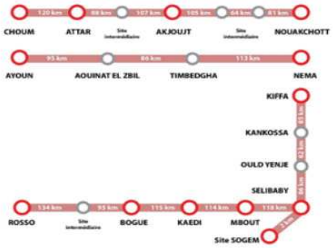


La construction du réseau backbone, qui a nécessité 2 ans de travaux depuis son lancement officiel et 4 mois d'audit technique et de levée de réserves par la suite, a permis de rajouter 5 nouveaux tronçons, d'une longueur totale de 1.700 Km, au réseau national en fibre optique. Ainsi, la longueur de ce réseau est passée de 2.300 Km en 2019 à 4.000 Km aujourd'hui. Le projet a été financé par la Banque Mondiale. La société ZTE Corporation avait gagné l'appel d'offres pour sa construction tandis que le suivi / contrôle a été assuré par le groupement Studi/ST2I et l'Audit Technique par le bureau TACTIS .

Les tronçons construits dans le cadre de ce Projet sont : « Nouakchott-Atar-Choum ; Rosso-Boghé-Kaédi-Sélibabi-Kiffa ; Aioun-Nema en plus d'une boucle locale à Nouakchott ». Le choix de ces sections a été motivé par des considérations socioéconomiques et techniques : disséminer la couverture par les services télécoms dans des zones sous desservies et sécuriser certaines liaisons existantes du backbone national en permettant la création de boucles fermées.



Carte du réseau avec zoom sur la boucle locale de Nouakchott



Afin de vérifier la qualité de la construction du réseau, un audit technique a été commandité dans le cadre du financement Banque Mondiale pour vérifier les installations. Il a été réalisé dans sa première phase, durant le dernier trimestre de l'année 2020 et de mai à juillet 2021 pour sa seconde phase. Cet audit a été achevé et a permis de valider la conformité des travaux avant leur réception. Alors que deux des cinq tronçons ont été réceptionnés en novembre 2020 et ont été inaugurés dans le cadre des festivités commémoratives du 60ème anniversaire de la fête de l'indépendance nationale, les trois derniers tronçons ont été réceptionnés le 18 août 2021 et ont fait l'objet d'un transfert des actifs vers la Société de Développement des Infrastructures Numériques le 30 août 2021.

Grâce aux grandes capacités que ce réseau permet de transporter, la couverture par la technologie LTE/4G a pu être déployée dans les principales villes le long de ces tronçons. Aujourd'hui, plus d'un Gbps de débit est desservi dans chacune de ces villes via cette technologie. Sans de telles capacités, toutes ces villes seraient restées limitées à l'usage de la 3G uniquement sans accès à la connectivité à haut débit LTE-4G

L'impact du projet porte sur les points suivants :

- Baisse des coûts de l'accès à l'internet ;
- Amélioration de la couverture numérique du territoire en permettant aux opérateurs autorisés de développer une offre de service internet haut débit fixe (FTTx) et mobile (LTE-4G) en déployant des réseaux d'accès dans les villes et localités desservies par ce réseau.

Rappelons que l'objectif principal du Projet WARCIP-Mauritanie était d'accroître la portée géographique des réseaux à large bande, stimuler leurs usages et réduire les coûts des services de communication. Cet objectif est sensiblement atteint maintenant avec une augmentation de la pénétration de l'internet de 62 % en 2019 à 70 % aujourd'hui.

En plus de la construction de tronçons du backbone national, le Projet a appuyé la mise en œuvre d'un programme de réformes réglementaires visant à favoriser l'émergence d'un marché télécom concurrentiel, propice à l'investissement et à renforcer la régulation des services télécoms. Ceci a contribué à l'amélioration significative des services télécoms ces deux dernières années « Réduction des coûts des services Data (internet) de 50% pour ce qui est du fixe et de 25% pour ce qui est du mobile, entrée sur le marché de nouveaux acteurs renforçant ainsi la concurrence ainsi que l'augmentation des capacités disponibles aux usagers qui sont passée de 54 Gbps en 2019 à plus de 80 Gbps maintenant ».

Conformément aux dispositions de l'accord de financement signé avec la Banque Mondiale, l'exploitation et la commercialisation de tous les tronçons ont été confiées à l'IMT (International Mauritania Telecom – GIE) dans le cadre d'une convention de partenariat public/privé d'une durée de 15 ans durant laquelle l'IMT se charge de l'exploitation et de la maintenance du réseau sur le marché de gros.

Le projet WARCIP-Mauritanie contribue également dans d'autres activités stratégiques du secteur numérique comme la mise en place d'une plateforme d'hébergement des applications d'e-Gouvernance, la réalisation de la feuille de route pour la digitalisation des services publics et la contribution au financement de cette digitalisation .



1960 – 2021 :

Un pari gagnant pour une Mauritanie audacieuse et visionnaire

Par Abdel Aziz Dahi*



Dans « Mes engagements pour la Patrie », le Président de la République, Son Excellence Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, a proposé à la Nation mauritanienne un contrat social fondé sur une vision dans laquelle le savoir, le numérique et l'innovation sont appelés à jouer un rôle moteur pour changer le destin de nos concitoyens. Cette vision traduit l'expression d'une prise de conscience que la transition numérique, en cours à l'échelle mondiale, offre à notre pays une opportunité pour accélérer son développement économique et social. Et, en décidant de la création d'un nouveau département en charge de la Transition numérique, de l'Innovation et de la Modernisation de l'Administration, le Président de la République engage le Gouvernement à la mise en œuvre d'une stratégie multisectorielle visant à développer les technologies numériques et à améliorer l'accès et la qualité des services publics. La pertinence de ce choix est confirmée par le rôle que le numérique a joué dans la crise sanitaire majeure qui frappe le monde depuis deux ans, évitant une faillite économique presque totale avec des conséquences sociales particulièrement douloureuses.

Le message est donc on ne peut plus clair

De profondes mutations sont en train d'impacter notre société : la fin de l'Etat-providence ; une situation économique encore peu porteuse de croissance inclusive ; une forte défiance vis-à-vis des administrations et une exigence accrue des citoyens et des partenaires, sans oublier les menaces liées au terrorisme et trafics de tous ordres, au changement climatique et aux risques sanitaires comme la pandémie du Coronavirus. Pour faire face à ces mutations, nous nous devons de disposer des moyens humains, organisationnels et techniques qui nous permettront de : anticiper les besoins, améliorer la qualité de services, accroître leur agilité et savoir gérer les risques.

Le temps est plus que jamais à la mise en œuvre de l'Agenda de transition numérique en vue de franchir une nouvelle étape. Il s'agit désormais de prendre en main, nous-mêmes, notre destin et de nous donner les moyens d'agir. Le Numérique, à l'heure actuelle, offre une opportunité sans précédent pour franchir une nouvelle étape dans la construction de notre pays. Les dimensions qui ressortent de la dénomination du nouveau Département sont évocatrices des enjeux et des défis qu'il faut relever dans ce cadre.

La transition numérique, un accélérateur de la croissance

La Technologie a toujours joué – et continue à jouer - un rôle très important dans la différenciation des trajectoires de croissance entre les pays pays développés et ceux dits en développement. Ces derniers n'ont traditionnellement adopté que des technologies déjà banalisées en occident, suivant en cela une stratégie d'imitation et d'appropriation tardive de technologies déjà largement répandues. Si ce schéma reste encore dominant, les Technologies de l'Information et de la Communication sont en train de le modifier en profondeur. On voit en effet aujourd'hui les technologies de l'information les plus récentes utilisées par les pays en développement.

En Mauritanie, l'engouement pour la technologie mobile et l'Internet en général - le taux de pénétration du mobile est de plus de 118%, celui de l'Internet mobile est de plus de 70% - s'explique sans doute par le besoin de la population d'accéder à des ressources qui amplifient sa marge de manœuvre à l'endroit d'un environnement économique caractérisé par la pénurie : pénuries d'infrastructures, faiblesses des prestations, emplois, santé, éducation… Car, malgré les investissements importants réalisés ou en cours, la couverture des besoins du pays en matière d'infrastructures restera, et pour longtemps encore, impossible à satisfaire, compte tenu des moyens financiers immenses à mobiliser, de la faible densité de la population - 4,2 habitants au kilomètre carré - et des caractéristiques géographiques spécifiques à notre pays - 1,2 millions de kilomètres carrés, à majorité désertique-. Le retard déjà pris par notre pays en ce domaine, en comparaison avec les pays d'aspiration, est tellement important qu'il sera quasiment utopique d'espérer leur rattrapage dans un délai raisonnable.

La bonne nouvelle, c'est ce que le retard technologique peut, a contrario, se transformer en opportunité de développement et être considéré – et c'est bien la première fois - comme un avantage. Si les pays développés sont partis plus tôt et plus vite, cela les a paradoxalement enfermés dans des choix technologiques en voie d'être aujourd'hui dépassés et difficilement gérables dans les temps présents. En effet, la vétusté et la rigidité des systèmes technologiques et d'information sur lesquels sont bâties les organisations dans ces pays les obligent à gérer une transition complexe et couteuse (il faut bien amortir les investissements). Dans notre contexte, il n'est pas nécessaire de gérer cette transition technologique à cause du retard que nous avons déjà accusé et du peu d'investissement déjà réalisé. C'est l'avantage de pays neufs comme le nôtre ; et c'est un avantage unique.

Des exemples de pays ayant réussi cette transition existent et peuvent être une source d'inspiration : les pays asiatiques comme la Malaisie ou l'Indonésie, européens comme l'Estonie, arabes comme l'Arabie Saoudite ou les Emirats Arabes Unies ou africains comme le Rwanda, le Kenya ou le Ghana peuvent être considérés, au moins en partie, comme des modèles.

L'innovation impulse l'entreprenariat et favorise l'inclusion des jeunes et des femmes

Il y'a moins de 15 ans, Facebook commençait tout juste son activité, Google employait une dizaine de milliers d'agents et l'on commençait juste à parler d'Amazon au niveau de la grande distribution. Quant à Uber, Instagram, Airbnb, Baidu, Alibaba, etc., ils n'étaient pas nés et ou étaient, dans le meilleur des cas, au stade de plan d'affaires.

A eux seuls, à fin 2019, les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) ont réalisé une valorisation cumulée qui a fait de cet ensemble la troisième puissance économique mondiale après les Etats-Unis et la Chine et devant le Japon, l'Allemagne et l'Inde. Elles ont réalisé, rien qu'au cours du 2e trimestre 2021, 75 milliards USD de profits pour 331 milliards USD de chiffre d'affaires. Si la croissance de leur activité est énorme (+36%), elle représente peu en comparaison de celle des bénéfices (+88%). Ces start-ups parfois créées dans un garage sont ainsi devenues les plus grandes capitalisations boursières mondiales, et leurs patrons, des icônes de l'entreprenariat moderne.

Tous ces exemples vont dans la même direction : l'accélération de l'innovation technologique de ces dernières années est tout simplement vertigineuse. Et ces innovations n'ont pas souvent vu le jour dans des laboratoires de recherche réputés, comprenant des scientifiques de renommée internationale, ni dans des industries technologiques de pointe financées à hauteur de milliards de dollars. Elles sont, au contraire, souvent le fait de jeunes innovateurs, encore étudiants pour beaucoup d'entre eux, et n'ayant pas bénéficié d'appuis financiers conséquents. Des possibilités largement à notre portée…

Aujourd'hui, l'Afrique, et la Mauritanie, constituent un terrain favorable pour l'émergence de start-ups. Notre population jeune – 65 % des mauritaniens sont âgés de moins de 30 ans - représente un fort potentiel pour l'émergence de services et produits numériques. Ces start-up viendront répondre à plusieurs besoins, peu ou mal servis à ce jour par les secteurs traditionnels : paiement mobile et transfert d'argent, services divers, logistique et transport, information, etc. Elles contribueront en particulier à favoriser une meilleure inclusion économique.

L'inclusion financière des micros, petites et moyennes entreprises est également un enjeu important pour la bonne marche de l'économie nationale. Il est urgent de leur proposer des services adaptés, dont la mise en place nécessite de partir d'une situation de référence par rapport à différentes dimensions de l'inclusion financière telles que : l'accès aux services financiers, aux crédits, aux services financiers numériques, d'assurance etc. C'est précisément pour cela que la Banque centrale a initié une enquête nationale pour évaluer la situation.

Restera à relever les multiples défis auxquels sont confrontées aujourd'hui les start-ups et PME en Mauritanie, notamment l'insuffisance d'infrastructures nationales ou régionales, l'inexistence de cadre réglementaire spécifique, la difficulté de mobiliser des financements ou encore la faible éducation financière de la population.

La modernisation de l'Administration, un levier pour améliorer la qualité du service public et son accès, de manière équitable et juste, par les citoyens et les entreprises

Au cours des dernières années, le rôle de l'Etat a beaucoup évolué. L'environnement dans lequel les orientations de l'Etat et ses décisions sont prises est devenu beaucoup plus complexe, et les moyens d'action dont il dispose de nos jours diffèrent beaucoup de ce qu'ils étaient par le passé.

De fait, les attentes des populations et des entreprises se sont accrues, avec de fortes exigences en matière de qualité du service public, de sa couverture et de sa transparence, et ce dans tous les domaines : services sociaux (éducation, santé, protection sociale), économiques (développement, gouvernance, équité, etc.) et sécuritaires. Les citoyens sont en effet aujourd'hui à la recherche d'une amélioration permanente de leurs conditions de vie et attendent de l'Administration des prestations de qualité : réduction des délais, qualité de l'accueil, simplification administrative, accessibilité des services publics, équité et transparence, etc.

Cette situation met l'Administration sous pression, car elle est tenue de répondre aux attentes citoyennes et de rendre compte des actions entreprises. Cela lui impose de s'adapter à ces défis nouveaux, ce qui se traduit nécessairement par une vision différente de l'Action publique.

L'Administration doit agir et vite. La qualité de la réponse qu'elle apportera à la demande citoyenne exige de disposer de capacités d'expertise renforcées, d'organisation des processus de prise de décision fiables, transparents et fondés sur des analyses pertinentes. Ce qui lui impose de se transformer et, pour cela, disposer de compétences nouvelles, notamment au niveau de l'encadrement supérieur, ainsi que de cadres et outils d'organisation, de planification, de suivi et d'évaluation.

En définitive, une organisation efficace, des compétences à la hauteur des enjeux et des outils modernes de gestion constituent le fil conducteur du programme que le Gouvernement compte lancer pour relever les défis de la mutation de notre société et de notre économie. Ces leviers constituent des impératifs de la modernisation souhaitée par Son Excellence le Président de la République et sur laquelle il s'est engagé dans son programme électoral.

Conclusion : Défis, enjeux, un agenda

Si le diagnostic est établi, les enjeux identifiés, il reste à élaborer et mettre en œuvre une stratégie pertinente et une feuille de route pragmatique. Il s'agit de mettre en place les conditions nécessaires à l'accélération du développement de notre pays autour des orientations stratégiques suivantes :

1. Gouvernance et environnement institutionnel et réglementaire ;
2. Infrastructures Numériques ;
3. e-Gouvernement ;
4. Innovation & e-Business ;
5. Appui Technologique Sectoriel ;
6. Capital humain & Compétences Numériques.

Les facteurs de succès de cette stratégie se fondent sur une approche intégrée de la transformation digitale, afin d'éviter les réponses partielles ou en silo aux besoins des citoyens et des entreprises.

La mise en œuvre de la stratégie susmentionnée, sur le plan opérationnel, devra s'appuyer sur une série de programmes et projets dont les activités sont consolidées dans le cadre d'un plan d'action pluriannuel à horizon glissant. Le nombre de programmes et de projets que vont gérer le Ministère et les structures sous sa tutelle impose une gouvernance adaptée pour la planification, la gestion, le suivi et l'évaluation des plans d'action en relation afin de garantir une meilleure cohérence, une bonne articulation et une efficacité renforcée ce qui permettra de concrétiser les orientations et d'atteindre les objectifs stratégiques fixés.

Et le temps presse ! L'inauguration à l'occasion de la célébration de la journée de l'Indépendance nationale du 28 novembre 2021 des projets ci-après constitue déjà le premier jalon de l'agenda du numérique. Il s'agit de :

- Le complément du backbone national en fibre optique ;
- Le démarrage de la construction du Datacenter ;
- Le lancement de la digitalisation de 110 services publics ;
- La mise en place d'un système de vidéo conférence pour l'administration et la digitalisation des travaux du Conseil des Ministres.

***Ministre de la Transition numérique, de l'Innovation et de la Modernisation de l'Administration**

La Mauritanie renforce sa position dans le dialogue mondial sur les enjeux environnementaux et climatiques

Par. Mariem Bekaye*



L'accentuation des problématiques environnementales dans le monde, telles que la désertification et la dégradation des terres, la déforestation, la perte de la biodiversité, l'érosion des zones littorales, la pollution et le réchauffement climatique, nous ramène toujours à la question fondamentale de la durabilité de nos modes de production et de consommation et du renforcement de notre capacité de résilience face aux chocs externes. Il est désormais clair que le modèle actuel de développement, qui donne la priorité au court terme aux dépens d'une gestion équilibrée du patrimoine naturel qui tient compte des capacités de régulation des écosystèmes et des besoins des générations futures, a montré ses limites. La productivité des terres est en déclin, les ressources non renouvelables diminuent, les inégalités augmentent, les pollutions se multiplient et les risques de catastrophes naturelles et de nouvelles pandémies deviennent plus importants.

Cette situation a placé les questions écologiques et climatiques au rang des priorités mondiales car elles sont désormais considérées comme les principales menaces à long terme, compte tenu de leurs impacts sur les sociétés humaines et notamment sur les communautés les plus vulnérables. Le Forum économique mondial classe les stress environnementaux et la perte de biodiversité parmi les principaux risques auxquels l'humanité est confrontée.

Cette nouvelle prise de conscience se reflète dans la conception des Plans de relance post Covid, adoptés par la majorité des pays. Ces plans considèrent à juste titre la prise en compte des défis environnementaux comme une opportunité pour construire des systèmes économiques plus équitables et plus durables.

Conscient de ces défis, la Mauritanie a initié depuis 2019 une démarche d'intégration des préoccupations environnementales dans ses politiques et dans ses décisions d'investissements. Cette démarche, impulsée par SE Mr le Président de la République, Mohamed ould Cheikh Ghazouani, vise à réduire les pressions sur l'environnement afin d'améliorer le cadre et le niveau de vie des populations. C'est ainsi que les évaluations environnementales et sociales stratégiques et les études d'impact sur l'environnement ont été systématisées. Un corps spécial de la Police environnementale a été créé.

La restauration des terres dégradées et des espaces forestiers, la réduction des pollutions et la gestion durable des déchets solides qui figurent parmi les principaux objectifs de la politique environnementale du Gouvernement ont été traduits, compte tenu de leur importance, en axes d'intervention du programme prioritaire élargi du Président de la République (ProPEP).

Une accélération de la mise en œuvre de la Grande muraille verte

Les réalisations de la grande muraille verte (GMV) ont connu des progrès majeurs ces deux dernières années avec près de 2450 ha de terres restaurées dans les wilayas du Trarza, du Brakna, de l'Assaba et du Hodh Chargui et la mise en place de 19 fermes agricoles communautaires intégrées au profit de 2650 femmes (5 wilayas).

En 2021, les activités de restauration (toutes techniques confondues) ont permis la création de 6771 emplois occasionnels et 54 emplois fixes.

Dans le cadre de sa présidence en exercice de l'initiative panafricaine de la grande muraille verte, la Mauritanie a renforcé le plaidoyer au niveau international pour une mobilisation plus conséquente des ressources financières externes afin d'accompagner les efforts des Etats Membres. Cette action s'est matérialisée notamment par l'intervention du Président de la République lors du Forum d'investissement sur la grande muraille verte et de la table ronde sur l'agroécologie, organisés dans le cadre du One Planet Summit pour la biodiversité, initié par la France, le 11 janvier 2021. Dans ce cadre, le Président de la République a souligné que « la Grande muraille verte s'inscrit en droite ligne des objectifs de la décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes (2021-2030) et doit bénéficier d'un soutien international plus conséquent ».

Lors du One Planet Summit, des promesses importantes de financement, qui s'élèvent à près de 20 milliards de dollars ont été faites, par les partenaires techniques et financiers, dans le cadre de « l'initiative de l'accélérateur de la grande muraille verte ».

La réunion du Conseil des Ministres de l'Agence panafricaine de la GMV en juillet 2021 et la tenue en octobre 2021 du Dialogue de haut niveau entre les Etats membres et les Partenaires techniques et financiers ont été l'occasion de rappeler le rôle clé de la GMV dans le développement intégré et durable des territoires ruraux où vivent une grande partie des populations vulnérables.

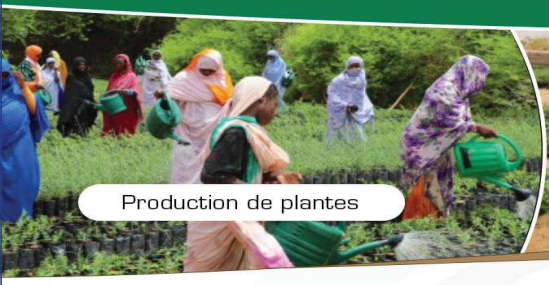
Le Président de la République a saisi l'opportunité de sa présence à la COP 26 sur le climat pour demander aux Nations Unies de faire du programme pan africain de la Grande Muraille Verte une priorité internationale. Il a ainsi souligné les liens entre les problématiques du climat, de la désertification et de la biodiversité qui doivent être traitées dans le cadre de programmes intégrés qui prennent en compte une approche écosystémique d'envergure, particulièrement dans les pays du Sahel. Le Président a ainsi rappelé que la grande muraille verte offre une telle opportunité de synergies.



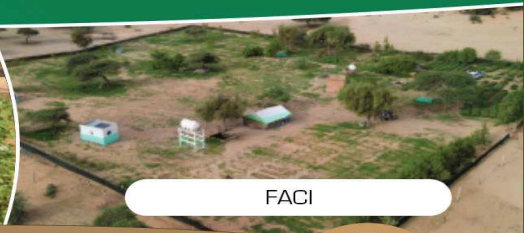
La prochaine Conférence des Chefs d'Etats et de Gouvernements de l'Agence pan africaine de la GMV, qui se tiendra en mode virtuel le 02 décembre 2021 sous la Présidence du Président de la République, sera l'occasion de réaffirmer l'engagement des Etats à accélérer et intensifier les interventions de la grande muraille verte en vue de contribuer à la relance économique et à l'amélioration de la résilience des populations rurales, dans un contexte d'accélération de la crise climatique et de persistance de la pandémie Covid 19.

Les objectifs de la GMV visent la restauration de 100 millions ha de terres dégradées, le stockage de 250 millions de tonnes de carbone et la création de 10 millions d'emplois à l'horizon 2030.

Agence Nationale de la Grande Muraille Verte







Les résultats en 2021 :

- Nombre total d'emplois verts occasionnels générés par la fixation des dunes et mises en défens: 512
- Nombre total d'emplois verts fixes générés par la fixation des dunes et mises en défens:42
- Nombre total d'emplois verts occasionnels générés pendant la campagne de reboisement et d'ensemencement direct: 6259

- Fixation biologique des dunes(2021)
- Trarza: 281 ha
- Nombre de plants plantés: 112 400
- Brakna: 250 ha
- Nombre de plants plantés: 100 000
- Assaba: 30 ha
- Nombre de plants plantés : 13410
- Surface totale de terres fixées biologiquement : 561 ha







Une ambition nationale renforcée en matière de politique climatique

Le pacte de Glasgow issu de la COP 26 sur le climat ne reflète pas l'urgence de la situation puisque la trajectoire actuelle, qui tient compte de l'ensemble des engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre des pays, nous amènerait à une augmentation de la température mondiale de 2,7°C en 2100. Rappelons que l'Accord de Paris prévoit de maintenir l'augmentation de la température à moins de 2°C voire 1,5°C.

Dans ce contexte, la Mauritanie, dont les émissions de gaz à effet de serre sont marginales, a décidé d'augmenter sa contribution à l'effort global d'atténuation à travers la valorisation de son important potentiel de développement des énergies renouvelables.

Notre objectif vise une réduction nette de nos émissions de 11% en 2030 par rapport à l'année 2018, date du dernier inventaire national des émissions. Avec un appui financier extérieur plus conséquent, notre pays pourrait assurer sa neutralité carbone en 2030.

Nous avons ainsi prévu de porter la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique à 50% en 2030 contre 34% en 2018. Cet effort sera complété par la construction de deux centrales à gaz de 200 et 300 MW et le lancement du nouveau programme de développement de l'Hydrogène vert. « Grâce à cette nouvelle filière, la Mauritanie offre au monde une source alternative et durable d'énergie propre ». C'est l'annonce faite par le Président de la République lors de son discours à la COP 26, tout en invitant les institutions financières et les entreprises à accompagner notre pays dans le développement de cet important projet.

L'adaptation demeure toutefois notre priorité compte tenu de la forte vulnérabilité de notre pays face aux risques d'augmentation des températures, des sècheresses, des inondations, d'élévation du niveau de la mer et d'érosion côtière. Cette vulnérabilité touche principalement les secteurs productifs comme l'agriculture, l'élevage et les Pêches mais aussi les écosystèmes terrestres, côtiers et les zones humides continentales qui sont déjà largement érodés ainsi que les secteurs de l'eau et des infrastructures. Le changement climatique pourrait aussi entrainer une augmentation des risques de maladies infectieuses et exacerber les conflits liés à l'accès aux ressources.

L'ensemble de ces éléments constitue le socle de la contribution déterminée nationale révisée que la Mauritanie a soumis, au Secrétariat de la Convention des Nations Unies pour la lutte contre le changement climatique, au titre de l'Accord de Paris sur le climat ratifié par notre pays en février 2017. Cet effort a été officiellement salué par la Secrétaire Exécutive de la Convention, Mme Patricia Espinosa Cantellano. Le Ministère de l'environnement et du développement durable, à travers sa Direction « climat et économie verte », coordonnera la mise en œuvre de la contribution nationale et soumettra une communication spécifique sur l'adaptation d'ici à la COP27 qui devrait se tenir en Egypte fin 2022.



Le Ministère de l'environnement et du développement durable mène un dialogue régulier avec les partenaires techniques et financiers regroupés au sein de l'initiative « groupe des amis du climat » co-présidée par l'Ambassadeur du Royaume Uni et le Coordonnateur Résident du système des Nations Unies en Mauritanie. Ces partenaires ont émis leur souhait de nous accompagner dans la mise en œuvre de la contribution déterminée nationale.

Nos efforts ont également conduit à l'adhésion de notre pays à l'initiative globale « Partenariat pour les CDN » qui fournit aux pays une assistance technique pour la préparation de projets éligibles à la finance climat.

La Mauritanie adhère aux alliances mondiales pour agir en faveur de la biodiversité et se prépare à formuler sa stratégie nationale pour la biodiversité (2022-2030)

Alors que la biodiversité constitue l'essence même de la vie sur Terre, l'appauvrissement des ressources naturelles et le déclin des fonctions des écosystèmes ne reçoivent pas globalement l'attention politique nécessaire. Tel est le constat de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité. Les changements importants requis pour inverser la tendance nécessiteront un renforcement de la collaboration à tous les niveaux et la participation effective de toute la société.

La Mauritanie a ratifié la Convention des Nations Unies sur la biodiversité en aout 1996 et dispose d'une stratégie nationale pour la biodiversité (2011-2020). Cette stratégie sera révisée courant 2022 pour intégrer les défis émergents et s'aligner avec les nouveaux objectifs du Cadre mondial de la biodiversité (2022-2030) qui sera adopté l'année prochaine à l'issue de la COP 15 sur la biodiversité.

Notre pays a participé activement au Congrès mondial de la nature de l'UICN qui s'est tenu à Marseille (France) du 03 au 11 septembre 2021. Cet évènement a souligné la nécessité de renforcer la coopération à tous les niveaux et améliorer l'action régionale et internationale pour mettre un terme aux pertes de biodiversité d'ici 2030 et parvenir à la restauration des écosystèmes d'ici 2050.

En vue de participer aux efforts mondiaux visant à faire avancer l'action internationale de préservation des écosystèmes et de la biodiversité, la Mauritanie a adhéré à plusieurs initiatives telles que la coalition de la Haute Ambition pour la Nature et les Peuples, coprésidée par le Costa Rica, la France et le Royaume-Uni. Cette initiative rassemble aujourd'hui 79 pays et vise à protéger, au niveau mondial, 30 % des terres et des mers d'importance particulière pour la biodiversité, d'ici 2030.

Notre pays est également partie à la Déclaration des dirigeants de Glasgow sur les forêts et l'utilisation durable des terres qui regroupe déjà 141 pays.

*** Ministre de l'Environnement et du Développement durable**

Hydrogène vert et énergies du futur :

la course des nations vers de nouvelles ressources



Par: Ahmed Vall Ould Mohameden*

La découverte des combustibles fossiles, en particulier le pétrole et le gaz, au début du siècle dernier s'est accompagnée de l'aube d'une période de croissance économique et de prospérité technologique sans précédent dans l'histoire de l'humanité.

Le pétrole a permis le développement des industries militaires, des transports aériens, maritimes et terrestres et a offert l'occasion du développement de multiples industries et du commerce international. Or, ce combustible fossile a eu des effets dévastateurs sur l'environnement et le climat et a constitué une source des émissions du dioxyde de carbone (CO2), le gaz responsable en grande partie du changement climatique.

Alors que les statistiques indiquent que 70 % des émissions de dioxyde de carbone sont liées à la production de l'énergie, la prise de conscience sur les dangers de ces changements climatiques et l'augmentation observée de la fréquence des ouragans destructeurs et le déferlement de la désertification et de la sécheresse ont conduit sur de vastes zones du monde, dont la Mauritanie, en plus de la fonte des glaciers et de l'élévation du niveau des eaux océaniques qui menacent d'engloutir des villes entières, ont conduit à un consensus international qui a culminé lors du récent sommet sur le climat COP26 à Glasgow, au Royaume-Uni. Les participants au sommet COP26 ont insisté sur la nécessité de limiter l'augmentation de température à moins de 2°C par rapport au niveau préindustriel.

Cela a conduit à stimuler les stratégies nationales pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, comme stipulé dans les recommandations du sommet précité sur le climat, auquel Son Excellence Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, Président de la République a activement participé. Le Département du Pétrole, des Mines et de l'Energie y a également organisé un 'side event' sur les potentialités de notre pays, notamment en matière de l'hydrogène sur lequel nous reviendrons plus loin.

La production de l'énergie à partir de l'hydrogène constitue l'une des solutions possibles, car l'hydrogène vert est classé comme respectueux de l'environnement et sans émission de carbone. Ce type d'hydrogène est extrait de l'eau grâce à une électricité produite exclusivement à partir d'énergies renouvelables, notamment éolienne et solaire.

Cette technologie de production de l'énergie à partir de l'hydrogène est aujourd'hui classée comme l'un des principaux domaines d'énergie propre au monde puisqu'elle se développe notamment aux États-Unis, en Europe, en Australie et en Chine. Arthur D. Little, un cabinet de conseil international, a mis en évidence les principaux enjeux du secteur de l'hydrogène vert dans un nouveau rapport, soulignant qu'il attirera près de 700 milliards de dollars d'ici 2050. De plus, dans différentes parties du monde, il a été décidé de mettre en œuvre des projets de plus de 300 milliards de dollars, dont 80 milliards de dollars pour des projets arrivés à maturité.

La Mauritanie, avec ses énormes potentialités solaires, éoliennes et de vastes superficies, occupe le premier rang des pays du monde naturellement prédisposés à produire de l'énergie propre à grande échelle, à développer et à accueillir des projets connexes. Afin d'accompagner ces évolutions, la Mauritanie a lancé en 2020, le processus de l'élaboration d'une stratégie nationale ambitieuse de transformation énergétique, fondée sur l'exploitation optimale de l'énorme potentiel du pays en gaz et en énergies renouvelables à moyen et à long terme. Jusqu'à présent, la Mauritanie a réussi à augmenter le pourcentage du mix énergétique à plus de 40%, ce qui représente une performance significative par rapport aux pays du continent. La centrale éolienne à Boulenouar d'une capacité de 100 mégawatts permettra également d'augmenter davantage mix énergétique.

Cette installation entrera en production avec l'inauguration de la ligne de transport d'électricité à haute tension Nouakchott - Nouadhibou à l'occasion des célébrations de la fête nationale de l'indépendance.

Un important potentiel exploitable

Les rayons solaires qui brillent sur toutes les régions du pays, tout au long de l'année, et les vastes zones propices à l'implantation de centrales éoliennes et solaires, dans les zones côtières et désertiques, sont des facteurs déterminants pour attirer les investissements dans le domaine des énergies propres en Mauritanie.

Les chiffres ont confirmé que la capacité moyenne de production d'énergie solaire en Mauritanie varie entre 2000 et 2300 kilowattheures par mètre carré par an, sur le territoire national, et la moyenne de la vitesse du vent est estimée à 9 à 12 mètres par seconde, tout au long de l'année, surtout dans les zones côtières.

Ces taux comptent parmi les plus élevés au monde, et constituent de précieux trésors pour l'avenir des énergies vertes en Mauritanie, si l'on prend en compte la tendance mondiale à soutenir et à encourager l'exploitation des énergies renouvelables respectueuses de l'environnement.

Pour y parvenir, la Mauritanie a œuvré à créer de nouvelles opportunités d'investissement à travers le partenariat public - privé dans le domaine de l'exploitation du potentiel des énergies renouvelables. Le secteur de l'énergie a lancé de grands projets de production d'hydrogène vert suite aux partenariats récemment signés avec des entreprises leaders dans le domaine : CWP Global et CHARIOT

Avec le développement de la technologie d'exploitation de ces énergies et la baisse significative des coûts de production, la Mauritanie s'apprête, grâce à ses conditions favorables, à devenir un acteur de premier rang dans la course aux investissements dans les énergies du futur.

L'hydrogène vert... le portail de la Mauritanie pour devenir un leader dans le domaine des carburants du futur

Aspirant à occuper sa position de leader mondial dans cette course et contribuant à sauvegarder l'humanité contre les complications dévastatrices du changement climatique, la Mauritanie est entrée en toute confiance, depuis le début de 2021, dans la phase de préparation de son ambitieux plan de transformation énergétique et a signé un protocole d'accord avec CWP Global pour lancer les études du plus grand projet de production d'hydrogène vert au monde, à travers l'installation de centrales éoliennes et solaires géantes sur une superficie de plus de 85 kilomètres carrés, avec une capacité de production de 30 gigawatts (30.000 mégawatts), 1,7 million de tonnes par an d'hydrogène, 10 millions de tonnes par an d'ammoniac, en plus de 50 millions de mètres cubes d'eau potable par an.

L'enveloppe totale à mobiliser s'élève à 40 milliards de dollars américains, avec une durée d'exécution des travaux allant de 8 à 10 ans et une exploitation qui s'étend sur une période estimée de 40 ans.

Ce projet assurera le leadership de la Mauritanie dans l'approvisionnement du marché mondial en hydrogène vert, qui sera alors la source d'énergie la plus importante au monde. .

Le projet préparera également les conditions favorables à la création d'un dynamisme industriel sans précédent dans le secteur de la transformation et production de l'acier et offrira en plus de fortes incitations au transfert et à la localisation de la production et de l'assemblage des équipements nécessaires au projet lui-même (éoliennes, panneaux solaires, etc.).

La Mauritanie, représentée par le Ministère du Pétrole, des Mines et de l'Energie, a également signé un protocole d'entente avec la société CHARIOT, un groupe énergétique international de premier plan et pionnier dans le domaine de la transition énergétique, portant sur le Projet 'Noor', un projet de production de 10 Gigawatts d'énergie à partir de l'hydrogène vert.

Les résultats de certaines études spécialisées indiquent trois conditions nécessaires à la réussite des projets d'hydrogène vert : produire à un coût compétitif, fiabilité de la production et de l'approvisionnement et attirer les investisseurs. Réduire le coût de l'électrolyseur serait également le facteur décisif pour réduire le prix de l'hydrogène vert, mais cela demanderait du temps et des R&D.

En résumé, la Mauritanie se prépare à être l'un des pays d'avant-garde qui a entamé de manière inédite, mais réelle et étudiée, la voie de la production des futurs carburants, accompagnée par l'Australie, l'Allemagne, la Corée du Sud, l'Amérique et la Norvège, pour devenir ainsi un des pays les plus importants prêts à accueillir des investissements



majeurs dans ce domaine, compte tenu de l'environnement approprié, du climat d'investissement encourageant, des vastes zones inhabitées, des énormes capacités solaires et éoliennes dont elle jouit, en plus de sa proximité des marchés américains et européens.

***Conseiller chargé de la Coopération et de la Communication au Ministère du Pétrole, des Mines et de l'Energie / Mauritanie**

SONADER
SOCIETE NATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL

A l'occasion du 61ème anniversaire de la fête nationale de l'indépendance, **le Directeur Général de la SONADER** et l'ensemble de son personnel, présentent leurs meilleurs vœux à son excellence **Monsieur Mohamed ould Cheikh El GHAZOUANI**, Président de la République et à l'ensemble du peuple mauritanien.



A l'occasion de cette importante fête, la **SONADER** se félicite des importantes réalisations déjà accomplies dans le cadre du programme **TAAHOUDATY** de son excellence Monsieur le Président de la République **Mohamed ould Cheikh el GHAZOUANI**.

La **SONADER** saisit également cette occasion pour remercier le Président de la république, son excellence Monsieur **Mohamed ould Cheikh el GHAZOUANI**, pour l'avoir honoré par le choix de son périmètre Chechiya, pour le lancement du programme d'aménagement de 5000 ha par an, en Janvier 2020 et le lancement de la campagne agricole 2021-2022, en juillet 2021.



Journées de concertation sur la réforme de l'enseignement

Consensus national sur l'école de Demain

Compte rendu Saadbouh Ould Bouna

Les Journées de concertation sur la réforme de l'enseignement, qui se sont déroulées dans la période du 16 au 20 novembre courant, ont tracé les contours de l'école mauritanienne de l'avenir que nous voulons, l'école qui répond à nos aspirations et aux besoins économiques sociaux et culturels de notre pays.
Cette école doit reposer sur les fondements de l'Islam sunnite et jeter les bases des principes de la justice, de l'équité, de la cohésion nationale et de l'harmonie sociale ainsi que du respect des droits de l'Homme, de la démocratie, de la transparence et de la bonne gouvernance.
Elle doit, en outre, renforcer l'ouverture, le pluralisme et insuffler, de la meilleure manière, à l'enfant les principes de la citoyenneté, avec les moyens propres à favoriser, chez lui, une ouverture saine et équilibrée aux civilisations, une acceptation de l'autre et à en faire un gardien fidèle de l'unité du pays respectueux de sa diversité culturelle.



Pour réaliser sur le terrain cette école, le document, issu des journées de concertation,recommande de parachever la généralisation de l'enseignement fondamental ; d'améliorer son efficacité et sa rentabilité ; de prendre les mesures propres à rendre effectif son caractère obligatoire tel que prévu par la loi de 2001 et de créer un climat d'enseignement qui n'exclut aucun enfant handicapé ni un enfant qui souffre de difficultés dans l'apprentissage, ni ceux qui vivent des troubles psychologiques ou autres complications dans leurs études, ni les enfants surdoués.
Il convient, en outre, de soutenir la discrimination positive et de développer des mécanismes pour réduire les différences entre les deux genres, entre les milieux et entre les établissements d'enseignement… tout en donnant la priorité aux zones rurales et aux franges déshéritées.
Il y a lieu de revoir également le rôle et la place qu'occupe l'enseignement privé tout en prenant en ligne de compte les droits des enfants et de leurs familles ainsi que les objectifs de l'enseignement de manière à ce que le principe de la gratuité de l'enseignement fondamental ne soit pas mis en cause.
Dans le même contexte, il importe de réviser le système des écoles d'excellence pour en faire un modèle qui doit être généralisé afin d'améliorer la qualité de l'école et d'en relever la performance de manière juste et globale ;
De même il convient d'adopter une uniforme scolaire pour tous les enfants du préscolaire au fondamental et améliorer les conditions sécuritaires dans les écoles pour qu'elles deviennent un espace de paix et de tranquillité et s'opposer à toutes les formes de violence en particulier contre les filles et créer une structure ou un staff de conseillers pédagogiques et de psychologues au seindes écoles pour suivre les enfants et veiller à l'harmonie du milieu scolaire.
En outre, les élèves qui sont confrontés à des problèmes d'insertion ou exposés au danger de la déperdition scolaire doivent faire l'objet d'attention et être aidés. En un mot l'école que nous voulons doit assumer sa mission d'enseignement, d'éducation et de préparation des générations futures.
Le rapport final des journées de concertation souligne le fait que la nouvelle école doit être équitable et complémentaire, c'est pourquoi, ajoute le rapport, un certain nombre de mesures doivent être prises dont la restructuration de l'enseignement préscolaire et l'élargissement de sa couverture et le parachèvement de la généralisation de l'enseignement fondamental et l'amélioration de son efficacité, de sa rentabilité et éviter l'exclusion en plus de la promotion et de l'appui aux langues. Il s'agit ainsi de sortir l'enseignement de son dualisme qui impose de choisir entre l'arabe et le français dans un contexte de mépris pour nos autres langues nationales (Poular, Soninké, Ouolof).
Le rapport recommande de préparer l'enseignement fondamental avec une année de préscolaire et d'enseigner les matières scientifiques avec la langue arabe.
En ce qui concerne l'enseignement à caractère professionnel, le rapport préconise d'introduire l'enseignement des langues nationales (Poular, Soninké Ouolof) dans les écoles professionnelles (écoles de formation des fonctionnaires de l'Etat, écoles de formation professionnelle et technique) pour faciliter la communication avec les populations au cours de l'exercice de leur métier.
Le rapport fait état des mesures qui seront prises à cet effet dont l'élaboration d'une stratégie et d'un cadre de référence pour l'enseignement des langues nationales (Poular, soninké, Ouolof)dans les différentes phases de l'enseignement ;l'exploitation des expériences de l'ex Institut des Langues Nationales et du département actuel des langues nationales de l'Université de Nouakchott ; la création d'une nouvelle structure dotée de compétences institutionnelles et techniques et de moyens pratiques permettant d'accélérer la promotion et la dynamisation de l'enseignement de ces langues et d'œuvrer à promouvoir les techniques d'enseignement du français et des autres langues étrangères pour que chacune occupe la place qui lui sied dans notre école conformément aux objectifs qui lui sont assignés.



Concernant les livres, il importe de moderniser le livre scolaire et les instruments de l'enseignement d'une manière générale et de les adapter aux nouvelles finalités et objectifs pédagogiques et aux développements des programmes tout en stimulant la recherche fondamentale à tous les niveaux (local, régional et national) à travers la mise en place d'instruments appropriés jusqu'à ce que l'on s'assure de l'efficacité de l'action pédagogique et que l'on développe des mécanismes de promotion de l'esprit de citoyenneté.

Le rapport a aussi recommandé la nécessité de valoriser la profession d'enseignant et de la revêtir du cachet professionnel en améliorant les compétences des ressources humaines et en révisant la formation initiale des enseignants pour l'adapter aux exigences de la réforme et à celles del'augmentation des capacités des enseignants en prenant notamment des mesures d'encouragement pour stimuler, au plan matériel, les enseignants - quel que soit leur niveau – et les aligner avec leurs collègues de la sous- région et ce, en leur donnant des salaires intéressants qui dépassent ce qu'offre la fonction publique et leur décerner des prix dans le cadre de la journée nationale destinée à primer les meilleurs enseignants qui ont fait preuve d'excellence.

Autre initiative, il faut moderniser les programmes d'enseignement des mathématiques, des sciences et des technologies dans l'enseignement fondamental et instaurer une approche intégrée qui unifie l'enseignement des sciences dans le cadre d'une seule discipline.

Pour ce qui est de l'enseignement secondaire, le rapport recommande d'allouer à toutes les sciences une plus grande place dans la base commune de l'enseignement au collège et déterminer la langue des filières scientifiques pouvant faire l'objet de choix suivant les prédispositions de l'élève.

Au sujet de l'enseignement privé, le rapport a axé sur son importance en sa qualité de complément de l'enseignement public à tous les niveaux du système pédagogique. En effet, cet ordre d'enseignement a contribué de façon positive à la généralisation des écoles dans l'enseignement fondamental et à l'élargissement de l'accès à l'enseignement secondaire ainsi qu'à la diversification de l'offre d'enseignement technique et professionnel et celle de l'enseignement supérieur.

En dépit de sa contribution considérable dans la scolarisation pour tous, dans la phase fondamentale, l'existence de cet ordre d'enseignement est contraire au principe de la gratuité de l'enseignement de base (fondamental). Il pose, de surcroit, le problème du non- respect par les écoles privées des programmes officiels en vigueur.

Cette situation requiert, selon le rapport, la révision du cadre législatif et règlementaire qui régit l'enseignement privé.

S'agissant de l'alphabétisation, le rapport estime que ce secteur est confronté à bien des défis : le lien intime entre l'analphabétisme et la pauvreté ; le fait que l'analphabétisme est un obstacle sur la voie de l'émergence d'une société démocratique ; l'expansion du réservoir des analphabètes (environ un million d'individus) augmentant constamment en raison des vagues successives de jeunes issus de la déperdition scolaire et de ceux qui n'ont même pas fait l'école tout simplement en plus de la différenciation entre les âges, les milieux, et les conditions économiques et sociales.

Dès lors, une stratégie de lutte contre l'analphabétisme doit reposer sur une vision politique globale et intégrée qui prend en ligne de compte à la fois les sources qui alimentent ce phénomène et ses répercussions.

C'est pourquoi et pour faire face à l'augmentation des analphabètes, il est indispensable de développer des instruments pour lutter contre l'analphabétisme des adultes, des instruments qui offrent des connaissances et des compétences fonctionnelles garantissant le succès individuel et l'intégration dans le tissu social et économique local avec la participation consciente dans l'œuvre de développement durable du pays.

Les participants ont conclu leur rapport en disant que l'application de la nouvelle réforme requiert des pouvoirs publics de répondre à des besoins importants en matière de ressources humaines, financières et matérielles ; des besoins qui touchent les enseignants, dans leur préparation dans leur formation, dans leur stimulation matérielle et de pourvoir aux besoins en matière d'infrastructures et de matériels adaptés.

Le budget alloué au département pour les diverses directions sera dispatché suivant le degré de priorité accordé au secteur et à ses ramifications.

Ces journées étaient l'objet de consensus de la part des associations de parents d'élèves, des organisations de la société civile s'intéressant au domaine qui ont loué cette atmosphère d'échanges fructueux et qui se sont déclarées prêtes à accompagner cette réforme et à prendre part à son application effective sur le terrain.

C'est ainsi que le président du bureau national des associations de parents d'élèves et d'étudiants, M. Ahmed Ould Sghair a mis en exergue les résultats de ces journées de concertation au terme de cinq jours de débats sur l'école que le peuple désire et qui rassure les parents s'agissant d'un enseignement moderne et de qualité.

La porte- parole des centrales syndicales,secrétaire générale de l'Union des travailleurs de Mauritanie, Mme Khadijetou Mamadou Diallo, a souligné que cette rencontre a concrétisé la vision globale de l'opinion publique et que les représentants du peuple mauritanien (partis politiques, syndicats, élus, société civile) ont été unanimes pour souligner que les résultats des journées ont fait l'objet de consensus national sur la nature de l'école acceptée par tous et qui représente une garantie pour l'avenir de nos enfants.

Elle a demandé au gouvernement de mettre en œuvre les résultats de cette concertation se fondant sur la même approche dont le Président de la République, Son Excellence M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani a jeté les bases,en tenant compte des différents points de vue exposés sur la scène nationale.

Tr : SMS

61 ANS D'INDEPENDANCE :

La Mauritanie poursuit sa longue marche vers le développement

Par Amadou SY



Soixante et un an d'indépendance nationale, c'est ce que la nation s'apprête à célébrer ce 28 novembre 2021. La Mauritanie, comme la plupart des pays africains, a dû faire face à de nombreux défis, au lendemain des indépendances. Le jeune Etat a dû et su compter sur ses ressources naturelles, ces fils et filles, pour assurer sa pérennité et sa prospérité. Soixante et un an plus tard, malgré la persistance de certains défis coriaces, de progrès notables ont été accomplis. Tour d'horizon.

Pays doté d'innombrables richesses naturelles, la Mauritanie a tout pour figurer parmi les pays prospères. Pourtant, de milliers de mauritaniens peinent à trouver leur pitance. Cet état de fait a été accentué par l'avènement du Covid-19, qui, tel un ouragan, a tout balayé sur son passage. Seuls les arbres aux racines bien ancrées,ont pu tenir le choc tant bien que mal. La banque mondiale, dans son quatrième rapport de 66 pages sur la situation économique du pays, montre à quel point l'économie nationale a été impactée par la pandémie. Mais le document expliquait aussi, comment on peut accélérer la relance économique, notamment en soutenant les secteurs productifs et en gérant mieux la dette, entre autres.

« Quelques mois après l'avènement de la pandémie, l'on prévoyait une contre-performance de la croissance de 3,2%. A la fin de l'année, les premières estimations faisaient état d'une détérioration de 2,2%. Avec quelques mois de recul, le taux de croissance de l'économie nationale pour 2020 est plutôt de -1,76% », indique le ministre des Affaires économiques et de la Promotion des Secteurs productifs, M. Ousmane Mamoudou Kane.Toutefois, le pays a pu résister grâce aux secteurs minier et halieutique, mais aussi à travers le programme d'investissement d'urgence représentant 10% du PIB, à exécuter sur une durée de 30 mois.

SCAPP et ProPEP

Outre ses mesures conjoncturelles, la Mauritanie mise sur une stratégie à moyen-long terme : Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP). Elle ambitionne d'éliminer l'extrême pauvreté, renforcer la croissance et l'emploi et encore la transformation en profondeur de l'économie, à travers des réformes ambitieuses. Tout un programme. A cela, s'est ajouté le Programme prioritaire Elargi du Président de la République (ProPEP). Selon le ministre des Affaires économiques, « la SCAPP est mis en œuvre en parfaite harmonie avec les nouveaux axes de développement fixés par le ProPEP ».

De l'avis de nombreux observateurs et des autorités, l'atteinte des objectifs de la SCAPP et du ProPEP, passe par la «redynamisation des secteurs présentant un fort potentiel d'emploi », tel que l'agriculture, l'élevage et la pêche », entre autres.



Élevage

D'ailleurs s'agissant de l'élevage, les autorités, ont à la suite de la foire de Timbédra en mars dernier, amorcé une nouvelle politique de valorisation du secteur de l'élevage. Un fonds spécial pour la promotion du secteur ainsi que deux entreprises publiques sont créés, afin d'améliorer la contribution de l'élevage dans l'économie nationale. Il convient de noter que le secteur nécessite une meilleure gestion, de circuits de vente, de conservation et de transformation des produits.

Tout dernièrement, le ministre de l'élevage a annoncé un plan de soutien au cheptel, pour l'année 2022, et cela, par anticipation aux effets néfastes de la sécheresse qui s'annonce. En effet, la pluviométrie de cette année a été en déca des attentes. Ledit plan consistera à fournir des aliments de bétail de qualité, accroitre le nombre d'infrastructures destinées à l'abreuvement du bétail (forages, puits, etc.) et rapprocher au mieux, ces points d'eau des zones de pâturages où se retrouve le cheptel.

Le 17 novembre dernier, le conseil des ministres a adopté un projet de décret portant approbation d'une convention d'établissement entre la Mauritanie et la Société arabe des Viandes (SAV-SA). La SAV-SA va ainsi implanter une unité d'engraissement de bétail et un abattoir industriel à Ouad Naga, dans le Trarza. Selon le gouvernement, le projet d'un coût global de 625 millions d'ouguiyas, va contribuer à la satisfaction des besoins du marché national, en plus de création d'emplois et du renforcement de capacités des acteurs du domaine.
En Mauritanie, le cheptel est composé de près de 21,6 millions d'ovins, de 6 millions de caprins, de 3,3 millions de bovins et 192 000 camelin. Cette richesse permet de couvrir les besoins nationales en viande et d'exporter le surplus estimé à 40% de la production, vers les pays de sous-région. Toujours au chapitre des chiffres, notons que selon les statistiques, l'écrasante majorité de la population mauritanienne tire ses revenus de l'élevage (entre 60 et 70%). Lentement, la filière se professionnalise et s'industrialise.



Agriculture

« Tirant les leçons des crises nées de la pandémie du Covid-19, le Gouvernement a décidé de donner la priorité au développement du monde rural en vue d'accélérer l'atteinte de l'autosuffisance alimentaire », avait déclaré le Premier Ministre, M. Mohamed Ould Bilal, lors de la présentation du rapport d'activité du gouvernement, à l'Assemblée nationale, janvier dernier. Depuis, le sous-secteur vital qu'est l'agriculture, connait un regain d'intérêt.
La Mauritanie qui n'est pas encore autosuffisante, produit toutefois plus que 80% de ses besoins en riz, une denrée indétrônable dans les foyers. Les deux périmètres pilotes du Gorgol sont une belle illustration des efforts entrepris. Des milliards sont investis pour améliorer les infrastructures et aménagements hydro-agricoles dans les wilayas de la vallée du fleuve, à titre d'exemple. Les autorités encouragent tant bien que mal les agriculteurs, à travers la subvention d'intrants, la mise en œuvre de programmes d'acquisition de semences traditionnelles, la fourniture de matériels agricoles, entre autres.
Mais, il reste encore tant à faire. Selon des agriculteurs que nous avons rencontré à Kaédi, les difficultés principales auxquelles ils sont confrontés, peuvent serésumer à l'accès aux semences de qualité, le manque d'eau ainsi que le déficit de matériels agricoles, tels que les moissonneuses. De leurs côtés, les délégations régionales à l'agriculture assurent que toutes les pistes sont explorées, afin d'améliorer la production nationale de denrées alimentaires de base.

Maraichage

Toujours concernant au secteur agricole, le sous-secteur maraicher délaissé depuis de nombreuses années, est de nouveau au cœur des préoccupations. La pénurie de légumes qui a frappé le pays l'année dernière a été un électrochoc.
Un plan de développement du maraichage a été lancé, avec la mise en valeurs de périmètres maraichers sur plus de 3000 ha, souligne le PM. Il s'articule autour de cinq points : évaluer les besoins du marché national, définir les zones de cultures, vulgariser des modes de productions innovants, créer des infrastructures de conservation, de transformation et commercialisation des produits maraichers.
De son côté, le porte-parole du gouvernement, M. Moktar Ould Dahi a annoncé le 13 octobre dernier, que de nombreuses actions seront déployées, dont « la création de 12 pépinières collectives dans les principales zones de production et l'accompagnement des agriculteurs, à travers la fourniture d'équipements et la mise en place de périmètres pilotes dédiés au maraichage ».
A Rosso, le 7 novembre dernier, le ministre de l'Agriculture, M. Sidna Ould Ahmed Ely, a révélé qu'un lot de projets agricoles d'une valeur globale de cinq milliards d'ouguiyas, sera lancé, dans le cadre du ProPEP et à l'occasion des festivités commémoratives de l'indépendance nationale.
En attendant de voir les retombées des différents plans et programmes, la Mauritanie continue d'importer 85% de ses besoins en légumes. L'information est relevée par le porte-parole du gouvernement, commentant les résultats du conseil des ministres du 13 octobre 2021. Le ministre avait alors déclaré que les besoins du pays en légumes, sont estimés à 300 000 tonnes par an. Or, nous n'en produisons que 45 000 tonnes par an.

La campagne agricole pour la saison 2020/2021 avait ciblé la culture de 250 000 hectares, dont 180 000, dans le secteur sous pluie, et 70 mille dans le secteur irriguée pour une production estimée à 458 000 tonnes dont 108 000 de céréales traditionnelles et 350 000 de riz blanc. Le gouvernement s'attèle à accélérer le rythme d'exécution du programme Taahoudaty, par la levée des obstacles et la réalisation des aménagements et innovations nécessaires. Au sujet des résultats espérés, le MDR prévoie un taux de couverture des besoins nationaux en riz à 87,5%, à l'issue de cette campagne et l'autosuffisance, pour cette denrée, à l'horizon 2022. Cela se fera grâce à la poursuite et à l'extension de technologies nouvelles dans le système de production pluviale ; la sélection des semences, la préparation à la menace des criquets pèlerins, et l'adoption de mesures mieux adaptées à l'environnement (30 nouveaux barrages et 200 digues, pour une superficie totale de plus de 4 000 hectares). Pour ce qui est de la culture irriguée, le département cherche à rehausser la production moyenne, pour le faire passer de 5,4 tonnes à 5,5 tonnes à hectare, au cours de la campagne agricole 2021/2022. Les deux autres grands objectifs sont l'accroissement des superficies, pour atteindre 80.000 hectares, ainsi que l'effective de l'autosuffisance en riz à la fin de la même période. Le département compte également unifier toutes les catégories du riz blanc pour satisfaire les besoins et les préférences du consommateur. Le but d'ensemble est de produire un riz concurrentiel, et de se préparer à la mise en œuvre de la zone de libre échange des pays de l'Afrique de l'Ouest ».

Investissements privés

S'il y a un domaine dans lequel les autorités ont mis le paquet dernièrement, c'est certainement celui des investissements privés, notamment avec la création de l'Agence de Promotion de l'Investissement en Mauritanie (APIM). « Le secteur privé joue un rôle important comme moteur de croissance et un facteur de valorisation de notre potentiel de ressources naturelles », déclarait le ministre des Affaires économiques. Selon lui, « le développement des PME et le recours aux Partenariats Publics Privés constituent l'une des pièces essentielles de la nouvelle approche de développement de notre tissu économique ».

L'APIM que nous évoquions plus haut, a réussi en six mois, à signer de nombreuses conventions d'établissements avec des investisseurs privés, avec une enveloppe globale de 123 milliards d'anciennes ouguiyas, annonçait fièrement le ministre des Affaires économiques, le 17 novembre dernier. Poursuivant, il avait souligné que lesdits accords, vont permettre la création de près de 11 000 opportunités d'emplois, dont 3300 directs et 7600 autres, indirects. Les secteurs concernés sont essentiellement l'agro-industrie, la manufacture, entre autres.
Le ministre, tout en saluant ces résultats, estime que « l'APIM n'a pas encore atteint sa vitesse croisière ». Pour lui, les investisseurs privés viendront de plus en plus, car rassurés par le climat qui prévaut, et la célérité avec laquelle leurs dossiers sont traités.
En outre, notons que la Mauritanie a adopté le 14 juillet 2021, un dispositif national pour le développement de l'entreprenariat. Ce dispositif, selon le ministère des Affaires économiques, est une réponse aux nombreuses préoccupations des entrepreneurs en herbe dont l'absence de fonds propres, de garanties adaptées aux financements sollicités, etc.

Dette extérieure

Le 15 avril 2002, le journal français l'Echos, publiait un article titré « les raisons du sous-développement du contient noir ». Parmi les dix raisons évoquées par le canard, figure « le poids de la dette extérieure » avec cette affirmation : « l'Afrique est la région la plus tributaire de l'aide, mais aussi la plus endettée. Ce fardeau est évalué à environ 200 milliards de dollars pour l'Afrique subsaharienne. Son remboursement absorbe la majeure partie des richesses créées et des exportations ». Dix-neuf ans plus tard, les économies africaines restent plombées par la dette extérieure. La Mauritanie à travers son Président M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, a pris le leadership au niveau régional, pour plaider en faveur de l'annulation de la dette des pays africains, au regard des dégâts infligés par le Covid-19, aux économies fragiles des pays en développement.
La Mauritanie a donc, à l'instar d'autres pays, bénéficié de la suspension de la dette à travers l'Initiative de Suspension du Service de la Dette (ISS) pour mieux faire face à la crise sanitaire. De ce fait, le ratio de la dette publique sur le PIB est stable avec 73,5% peut-on lire dans le quatrième rapport de la Banque mondiale sur la situation économique du pays. Mais, le moratoire va bientôt arriver à échéance. « La situation budgétaire va se compliquer davantage durant la période 2022-2024 du fait de la tombée des échéances de la dette au titre du moratoire du G20 sur le service de la dette », déclarait le gouverneur de la Banque centrale de Mauritanie, M. Cheikh El Kebir Moulaye Taher. Il s'exprimait lors d'une réunion du Fonds monétaire International, le 19 octobre 2021.

Afin d'éviter un éventuel surendettement, la banque mondiale encourage « le maintien des politiques économiques prudentes », notamment via « une stratégie qui évite les emprunts non concessionnels en misant plus sur les dons ». La recommandation n'est pas tombée dans l'oreille d'un sourd, puisque le Président de la République, a lors d'un discours prononcé à Glasgow dans le cadre de la COP26, demandé « à ce que les financements en faveur de l'adaptation et de la transition écologique soient significativement augmentés et majoritairement versés sous forme de dons, afin de ne pas aggraver le fardeau de la dette des pays en développement ».
La recommandation de la BM, pousse à miser sur une politique fiscale réaliste qui permettra au gouvernement, de maintenir non seulement la dette sur une trajectoire stable, mais aussi de dégager des ressources pour soutenir la relance économique.

Mesures sociales

La Mauritanie, ainsi que nombreux pays africains ont pris de plein fouets, les foudres du coronavirus (Covid-19). Le virus qui a fait ses premières victimes en décembre 2019 à Wuhan, en Chine, continue de secouer les assises fragiles de nos systèmes de santé. La Mauritanie, bien qu'ayant affiché un certain contrôle de la situation aux premières heures de l'apparition des cas, a vu le nombre de contaminations (38 881 le 24 novembre 2021) et décès (882 le 24 novembre 2021) grimper en flèche. Et cela, malgré les mesures draconiennes prises par les autorités et qui ont permis, de juguler la progression du virus. Le couvre-feu et autres mesures de distanciation sociale, ont contribué à affaiblir le pouvoir d'achat de nombreux foyers.
Pour atténuer l'impact du Covid-19 sur les citoyens, ainsi que le renforcement du secteur sanitaire, les autorités ont mis en place un fonds spécial de solidarité sociale et de lutte contre le coronavirus. Aux premières heures, il a essentiellement servi, enclencher des mesures sociales devant permettre aux couches vulnérables de subvenir tant bien que mal, à leurs besoins. Le gouvernement a aussi décidé, de lancer « l'opération gratuité de l'eau en milieu rural, de l'électricité et de l'opération de transfert cash », rappelle Dr Hampâté Ba, conseillé au cabinet du Premier ministre.
D'après lui, ces opérations sont « une réussite gouvernementale et aubaine pour les ménages pauvres bénéficiaires ». Et pour être complet, poursuit-il, il faut prendre en compte « la compensation des dépenses fiscale, communales et la sécurité routière ».
Notons toutefois, que durant cette période, de nombreuses voix dissonantes ont argué que les dons et facilités ne sont pas parvenus à certains ayant droit. A cela, les responsables répondent que les mesures sociales concernent essentiellement des personnes recensées au niveau du registre social.

Wilayas	Sinopharm		Astrazenica		J&J	Sinopharm+Astrazenica		Total	
	1ère Dose	2ème Dose	1ère Dose	2ème Dose		1ère Dose	2ème Dose	1ère Dose	2ème Dose
HEC	8 550	7094	52 679	20442	41 700	61 229	27 536	102 929	69 236
HEG	3 443	1059	37 881	7697	26 161	41 324	8 756	67 485	34 917
ASS	5 003	5150	24 780	11632	27 607	29 783	16 782	57 390	44 389
GOR	13614	5873	36 637	9472	38 965	50 251	15 345	89 216	54 310
BRA	13 750	3894	26 378	11434	38 740	40 128	15 328	78 868	54 068
TRA	6 624	5 656	20 038	10202	32 081	26 662	15 858	58 743	47 939
ADR	1 438	925	4 105	2539	7 354	5 543	3 464	12 897	10 818
NDB	15 143	10 107	18 939	8 512	21 248	34 082	18 619	55 330	39 867
TAG	2 074	1340	13 164	2528	10 169	15 238	3 868	25 407	14 037
GUI	15026	6007	27 410	7677	40 144	42 436	13 684	82 580	53 828
TRZ	1 523	991	18 200	2000	6 290	19 723	2 991	26 013	9 281
INC	784	409	2 504	707	2 913	3 288	1 116	6 201	4 029
NKC Nord	42 718	26453	37 960	32146	26 707	80 678	58 599	107 385	85 306
NKC Ouest	8 728	6 429	61 754	5 432	27 779	70 482	11 861	98 261	39 640
NKC Sud	41 448	24 346	43 543	5 241	30 219	84 991	29 587	115 210	59 806
Mauritanie	179 866	105 733	425 972	137 661	378 077	605 838	243 394	983 915	621 471

Vu que la Mauritanie était peu outillée, le paquet a été mis sur l'acquisition de matériels, la formation du personnel sanitaire à une vitesse grand V, la disponibilité des tests de dépistages et enfin, l'accès à une quantité suffisante de vaccins. A travers l'initiative Covax et les partenariats bilatéraux, le pays a pu s'assurer de la disponibilité en temps voulus, des vaccins.

Au 31 octobre 2021, le nombre de personnes vaccinées se chiffre à 983 915. Parmi elles, 621 471 personnes ont reçu la deuxième dose, ou une du vaccin Johnson and Johnson. Le bilan est quelque peu encourageant, si l'on se rappelle de la vague de défiance vis-à-vis des vaccins qui avait déferlé sur le pays et ailleurs.

Aujourd'hui, le taux de vaccination par rapport à l'objectif est de 24%. Selon les éléments que nous avons glané auprès des autorités sanitaires, le gap en dose de vaccin pour atteindre la population cible (2 600 000 personnes) est de 3 500 000 doses. Selon le dernier (septembre-octobre) rapport bimensuel de la commission de suivi de l'exécution du fonds spécial de solidarité sociale et de lutte contre le coronavirus, le coût estimatif pour résorber le cap, en considérant le prix négocié à 8$ la dose, et 40% de charge pour l'opération de vaccination, serait de 1 450 000 000 MRU.

Pour finir par rapport au fonds, le montant total reçu est de 8,52 milliards MRU, dont 24% pour la part de l'Etat, 23% de participation des partenaires, 25M de contributions des établissements publics et privés ainsi que des particuliers et 28% pour les données en nature. Selon le rapport, jusqu'ici, les partenaires de développement ont accordé à la Mauritanie une enveloppe de 1,99 milliards MRU, dont 96% a été décaissé, soit 1,93 milliards MRU.

Couverture maladie universelle

Sur le registre social, un programme ambitieux d'intégration de 100 mille familles nécessiteuses au système d'assurance maladie universelle, a été mis en place au niveau de la Caisse nationale d'Assurance Maladie (CNAM). Il s'agit assurément de l'une des mesures sociales, qui ont eu le plus d'écho et d'impact auprès des populations, car elle permet à plus de 600 000 personnes d'accéder gratuitement aux services de santé.

Elle intervient au moment où le Covid-19 a torpillé les maigres économies des couches les plus pauvres. A cela s'ajoute la hausse scandaleuse des coûts des soins au mépris des souffrances des patients indigents. Le ministère de la Santé œuvre de son côté à administrer les prix des médicaments et à harmoniser les coûts des prestations. Le département de l'Action sociale quant lui, s'attèle à prendre en charge autant que possible, les personnes indigentes. Nous y reviendrons.

Donc, à travers Taazour qui supporte les frais de santé de nombreuses couches de la société, la Mauritanie accélère le processus pour une assurance maladie universelle. Celle-ci rappelle Taazour, figure en bonne place parmi les engagements du Président de la République.



En outre, 2000 personnes ayant des besoins spécifiques et leurs familles ont été intégrées au système d'assurance maladie. Les cotisations sont prises en charge par le ministère des affaires sociales. A noter également, que la CNAM permet désormais à différents groupes sociaux, une couverture sanitaire à l'assurée et sa famille « directe ». Les enfants inclus, jusqu'à leurs 21 ans révolus. Par ailleurs, lorsque la progéniture souffre d'une invalidité pérennante, la prise en charge est assurée à vie.

Au moment où ces lignes sont écrites, l'assurance maladie CNAM ne couvre que 20% de la population. C'est un bon en avant pour certains, et juste un petit vers la longue marche pour une assurance maladie universelle effective, pour d'autres.

De plus, certaines contraintes, notamment celles liées au remboursement des frais de santé (achats de médicaments ou consultations par exemple) ont été levées. Avant le 15 avril dernier, la CNAM prenait en charge 90 % des frais d'hospitalisation et 100% des frais d'évacuation. Pour une consultation ou des analyses en laboratoire, l'assuré devait payer dans un premier temps, puis se faire rembourser par la CNAM.

Désormais, au lieu de payer la totalité des frais et se faire rembourser par la CNAM, l'assuré paie uniquement la partie qui lui incombe et le reste est pris en charge directement par la CNAM. La décision a été prise par décret, en conseil des ministres, le 15 avril dernier. L'autre nouveauté, c'est le fait que ces procédures s'appliquent aussi bien aux prestataires de soins du public et du privé.

Pour rappel, le système mauritanien d'assurance maladie qui a vu le jour en 2005, s'ouvre de jour en jour à un public plus large. Si au départ il n'incluait les fonctionnaires et personnes affiliées, il a depuis ouvert ses portes au secteur privé formel, le semi-public et l'informel au passage.

Pour juguler les coûts d'évacuation à l'étranger, la Mauritanie renforce le plateau technique des structures de santé et décaisse des millions. En février de l'année en cours, le ministère a décidé de débloquer 20 millions d'ouguiyas, en guise de contribution à la prise en charge des patients démunis, dans les hôpitaux publics, notamment en ce qui concerne les évacuations médicales à l'étranger.

Cependant, de plus en plus de cas sont directement pris en charge sur place. C'est le cas notamment du Centre nationale d'Oncologie, qui dispose d'ailleurs d'une prise en charge destinées aux personnes indigentes. Même son de cloche au Centre national de Cardiologie, qui a signé un accord de partenariat avec le ministère de l'Action sociale. Le 25 février 2021, l'accord signé entre les deux parties mettait en place un fonds de 10 millions d'ouguiyas, pour l'année 2021. Il vise à améliorer la prise en charge des malades indigents.

S'agissant des bénéficiaires, le directeur de la protection sociale et de la solidarité nationale au MASEF, Dr Abdallahi El Vally a précisé qu'il y aura une antenne mixte au niveau du CNC, chargée d'accueillir les malades et faire une enquête sociale. Il a estimé que le ciblage est un facteur déterminant pour que les personnes démunis puissent réellement bénéficier d'interventions chirurgicales très onéreuses. Ce ciblage se fera non seulement à travers les registres sociaux qui existent à l'intérieur, mais aussi grâce au guichet disponible à Nouakchott.

Handicap

L'élan de solidarité s'est étendu, sous diverses formes, à d'autres couches de la société. Les personnes en situation de handicap, jadis clochardisés, bénéficient plus facilement de l'assurance maladie, notamment grâce à la signature de conventions entre la CNAM et le Bureau international du Travail. Elles couvrent ainsi 2300 personnes en situation de handicap et distribue 800 cartes de personnes en situation de handicap. A cela, s'ajoute la distribution de cash transfert à 110 enfants polyhandicapés, à hauteur de 24 mille MRU par enfant.



Apprendre à pêcher, au lieu de se contenter de distribuer du poisson, c'est que les organisations de défense des droits des personnes en situation de handicap et les autorités promeuvent depuis peu. Les chiffres de 2020 montrent que 27 millions MRU ont été mis à disposition, pour financer des activités génératrices de revenus au profit de 900 personnes en situation de handicap.

Plus globalement, un atelier de préparation de la stratégie nationale pour les personnes en situation de handicap pour la période 2022-2026, a été lancé, le 25 octobre dernier. La stratégie vise à promouvoir les droits des personnes en situation de handicap, à identifier les causes qui réduisent leur participation effective dans la marche de la société, à promouvoir et insérer cette frange de population dans le tissu économique et social du pays.

Education

« La seule vraie richesse d'alors, mais aussi d'aujourd'hui et de demain, ce sont les hommes et les femmes de Mauritanie, avec leurs énergies et compétences », déclarait, Feu Moktar Ould Daddah, dans son ouvrage autobiographique : « la Mauritanie contre vents et marées ». Ces hommes et femmes compétents et utiles à la nation, ne peuvent être façonnés que façon par un système éducatif qui promeut une école républicaine, au vrai sens du terme. Depuis plusieurs décennies, le secteur a vécu au rythme de nombreuses réformes, qui n'ont pas toujours eu l'adhésion, des différents acteurs de l'éducation.

S'il est vrai que depuis les années 2000, le taux de scolarisation a fortement évolué, au niveau fondamental surtout, le nombre de personnes qui accèdent à l'enseignement supérieur, demeure très bas. Les résultats à l'examen du baccalauréat de ces dix dernières années est éloquent. D'aucun ont estimé que pour prendre à bras le corps, la problématique de l'éducation nationale, il faut non seulement miser sur l'existence d'une réelle volonté politique, mais aussi sur une large concertation avec toutes les parties prenantes.

Ceci nous amène aux dernières assises nationales, sur la réforme du système éducatif. Elles ont été clôturées, mardi 23 novembre 2021. Elles font écho à l'appel du Président de la République, pour « l'institution d'une école républicaine ». Lors de la cérémonie de clôture des assises nationales, le ministre de l'Education nationale et de la Réforme du Système éducatif, M. Mohamed Melainine Ould Eyih, a souligné que les concertations ont pu se dérouler « en partant de la vision du président de la république, et en tenant compte des rapports journées régionales de concertations ainsi que des précédentes réformes. Poursuivant son intervention, le ministre a affirmé que « les participants ont pu tracer les contours et les caractéristiques de l'école dans laquelle se retrouve chaque mauritanien, et clarifier le chemin à suivre pour le concrétiser sur le terrain ».

Les avancées technologiques, le besoin de maitrise de bout en bout de certains secteurs de souveraineté et l'émergence d'une génération consciente, nécessitent l'existence d'une école, qui répond aux exigences démocratiques, en termes d'équité notamment. Une école publique, dans laquelle tous les fils du pays, peu importe situation socio-économique ou géographique, bénéficient d'un enseignement de qualité.

En attendant de voir ce que va donner les concertations qui viennent de s'achever, le ministère avait déjà jeté des pavés dans la marre. En effet, il a été procédé au lifting des programmes scolaires que délivre l'Institut national pédagogique, mais aussi le renforcement du personnel éducatif de premier plan.

Ils sont 6000 enseignants et professeurs à avoir été recrutés via pour les uns et à travers un statut de prestataire pour les autres, pour pallier le déficit d'enseignants, surtout dans certaines zones dites « reculées » du pays. Parallèlement à cela, un plan de formation continue de 3000 enseignants a été lancé, dans l'espoir de rehausser la qualité de l'enseignement.

Récemment, le 24 octobre dernier, le ministre annonçait que « la prime d'éloignement est passée de 800 millions d'anciennes ouguiyas en 2019, à 4 milliards en 2021 ». De quoi motiver les enseignants, qui souvent, se plaignent par l'intermédiaire des syndicats, de conditions de travail difficiles.

A travers la refonte du système de gestion des ressources humaines, plus de mille enseignants ont repris le chemin des classes, souligne M. Ahmed Ba, conseiller en charge de la coopération du ministère de l'Education nationale.

L'école mauritanienne a aussi besoin de plus d'infrastructures, notamment des salles de classes, mais également un nombre suffisant de tables-banc. En 2021, il existe encore dans certaines parties du territoire national, des classes où les écoliers sont assis à même le sol. Le gouvernement et ses partenaires s'attèlent rectifier le tir progressivement.



Dans le Programme prioritaire Elargi du Président de la République (ProPEP), il était prévu de construire 2000 salles de classes. Au moment où ces lignes sont écrites, D'ores et déjà, plus de 1000salles de classe ont été réceptionnées, et 42 écoles complètes étaient à inaugurer. Ceci, a été possible, grâce aux 40 milliards d'anciennes ouguiyas injectés dans le cadre du secteur éducatif, pendant que le Covid-19 asphyxiait les économies du monde.

Pour ce qui est des tables-bancs, le ministère en a acquis « plus de 80 000, ce qui comble la grave pénurie de tables qui existait », commente le ministre de l'Education nationale et de la Réforme du Système éducatif, M. Mohamed Melainine Ould Eyih.

Outre les infrastructures, l'absence de cantines scolaires, a été considéré par de nombreux enseignants et parents d'élèves, comme étant l'une des causes de la déperdition scolaire chez les écoliers. C'est le cas dans certaines zones du Gorgol, où les élèves doivent parcourir (8 à 12 km, aller/retour) à pied pour rallier l'école et faire le chemin inverse pour déjeuner à la maison et y retourner.

Des efforts sont fournis, pour maintenir les enfants à l'école grâce à un programme national de nutrition scolaire. Durant l'année scolaire écoulée, « plus de 170 000 élèves, issus de 1000 écoles et répartis dans 12 wilayas du pays ont bénéficié du programme, a souligné le ministre de l'Education nationale.

Cette année, un autre programme de nutrition scolaire, baptisé « l'avenir nous appartient » a été lancé par le ministère de l'Education nationale. Il est doté d'une enveloppe de 22 millions de dollars, financé par le ministère américain de l'agriculture. Le programme qui se déroule sur cinq ans, profitera à 69 000 élèves du Brakna et du Gorgol.

Le 13 novembre courant, ce fut autour du programme alimentaire mondial (PAM), de signer une convention renouvelant son partenariat avec le département de l'éducation nationale. Selon les deux parties, la convention a pour but d'améliorer le service des cantines scolaires et l'intégration des enfants dans les écoles. Il vise aussi à accélérer l'achèvement des cantines actuellement en cours de mise en place.

Pour rappel, le quatrième objectif du développement durable (ODD4) vise à garantir l'accès à tous et toutes à une éducation équitable, gratuite et de qualité. Il promeut l'élimination des disparités entre les sexes et les revenus.

Prendre des mesures courageuses et encourager l'excellence, est assurément une voie qui devrait booster le système éducatif nationale. Une école républicaine est possible, mais elle nécessité une vision claire, des moyens et une réelle volonté d'impliquer tous les acteurs, y compris les parents d'élèves.

Sécurité

Réaliser les aspirations de tout un peuple, passe nécessaire par la paix sociale et une sécurité optimale. La Mauritanie, est devenue depuis quelques années, un pivot dans la politique sécuritaire sahélienne. Bien que la zone soit tourmentée par de nombreux groupes terroristes, le pays connait une période d'accalmie depuis dix ans (date de la dernière attaque). Entre-temps, il a « investi dans la sécurité sous toutes ses formes, pour créer les conditions durables d'un développement harmonisé », a affirmé M. Hanana Ould Sidi, ministre de la Défense nationale.

Etant donné que la sécurité est intimement liée au développement, les autorités ont mis en place une approche multidimensionnelle. Il s'agit d'une part de renforcer les forces armées, à travers une restructuration « dont le point d'orgue est la création de groupements spéciaux d'intervention (GSI) mobiles », souligne le ministre de la défense. Ceux-ci, sont assez équipés et entrainés pour être autonomes dans leur lutte contre le terrorisme.

Par ailleurs, le pays, pilier du Groupe des Cinq pays du Sahel (G5 Sahel), dont le siège est à Nouakchott, a très tôt entamé une politique de dialogue et de « débat d'idées » avec les personnes soupçonnés de « radicalisation » sur la base des principes et préceptes de paix et de tolérance que dicte l'Islam. Il en ressort plusieurs repentis, et des mesures devant permettre la réintégration sociale de ces individus.

Dans le même temps, les dimensions socio-économiques sont mises en œuvre, afin de casser le levier de la précarité, qu'actionne certains groupes terroristes.

Crimes et infractions

Au niveau interne, c'est le ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation qui est à la manœuvre. Les délits et crimes en milieu urbain avaient alarmés les citoyens ces derniers mois. Des crimes odieux (meurtres et attaques à mains armés) avaient fait les choux gras dans les médias. Les autorités avaient réagi en annonçant de nouvelles mesures sécuritaires. Selon le ministre de l'Intérieur, elles ont « amélioré de manière significative la situation sécuritaire ».

Ainsi, l'ensemble des infractions et crimes recensés sur toute l'étendue du territoire, sont passés de 11 149 cas en 2017, à 3 748 cas en 2020. Soit une baisse de 66,4%. Si l'on observe les chiffres en détails, l'on se rend compte que le nombre d'homicide, est passé de 60 en 2017, à 28 en 2020. Idem pour les viols qui ont baissé de 83%, en passant de 341 en 2017, à 58 en 2020. Enfin, les vols, tous types confondus, sont passés de 10 748 cas en 2017, à 3 662 cas en 2020.

« Ces données montrent clairement que la situation est maitrisée et en constante amélioration, et que surtout, on est loin de vivre une crise sécuritaire comme certains tentent de le faire croire », tempère le ministre de l'Intérieur.

Contre vents et marrées, la Mauritanie est condamné à mettre toutes les chances de son côté, pour sa pérennité et la prospérité de sa population. Nos immenses richesses naturelles, et notre diversité culturelles, doivent être mises à profit de façon intelligente, pour que la paix règne et que le développement tant espéré soit.

Le nouveau plan sécuritaire s'articule autour d'un ensemble d'objectifs interdépendants :

- Instaurer un sentiment durable de sécurité et de quiétude chez le citoyen par des mesures d'urgence ayant un impact immédiat, mesurable et perceptible ;
- Créer un cadre institutionnel inclusif à tous les échelons territoriaux ;
- Assurer une coordination harmonieuse et tendre vers une mutualisation efficace des moyens ;
- Concevoir un système de collecte, de traitement et d'analyse des données comme outil d'aide à la décision et d'évaluation en constante régénération ;
- Déployer les forces nécessaires pour une meilleure opérationnalité ;
- Utiliser les nouvelles technologies de surveillance et de contrôle pour bénéficier au mieux des opportunités qu'elles offrent ;
- Donner tout son poids au renseignement ;
- Renforcer les effectifs par un recrutement pluriannuel pour améliorer les ratios en termes de Sécurité ;
- puis, élaborer une stratégie nationale inclusive et intégrée, à court et à moyen terme, à l'effet de lutter contre l'insécurité ;

DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

La modernisation de l'administration publique est une préoccupation constante des pouvoirs publics depuis les années 2000 La contribution y relative dans le cadre de la commémoration du 61e anniversaire de l'indépendance nationale en rappelle les principaux acquis, les défis majeurs et les pistes d'amélioration.



I. Principaux acquis

L'Administration publique constitue la manifestation concrète de l'Etat dans l'exercice au quotidien de ses décisions.Pour remplir ses missions d'intérêt général avec l'efficacité, la crédibilité et la légalité requises, elle se doit d'être professionnelle, intègre et respectueuse des standards techniques et moraux découlant de la mission de service public qui lui incombe.Traiter de sa modernisation suppose s'interroger sur la rationalisation de ses structures et la simplification de ses procédures, la performance de l'agent public et la qualité du service rendu aux usagers citoyens

En matière de rationalisation des structures, l'administration mauritanienne a lancé un vaste chantier d'inventaire des structures administratives et produit un référentiel d'organisation des administrations et de gestion des structures administratives, par le décret n°75 93 du 6 juin 1993 qui est le principal référentiel d'élaboration des organigrammes des ministères

Elle a entrepris la réforme du statut général de la fonction publique et ses modalités d'application , par l'adoption de statuts particuliers l'opérationnalisation d'un système intégré de gestion des personnels de l'Etat qui a fait l'objet d'un test de lancement, la finalisation des opérations de reversement des fonctionnaires et agents contractuel de l'Etat en 2016 et l'élargissement de la réglementation au niveau des EPAS (Décret n° 2019 – 050/PM du 21/03/2019 Fixant les conditions d'emploi et de rémunération des Agents Contractuels de l'Etat et de ses Etablissements publics à caractère administratif).

Plus récemment l'agent public a fait l'objet de publication de deux guides dont le premier traite des principales règles qui s'imposent à tous les agents du service public, en matière de divulgation des informations dont ils ont pris connaissance dans l'exercice de leur travail et le second, du service public relatif aux rapports des citoyens avec l'administration par l'instauration d'un service d'accueil professionnel et performant. Ce guide définit les obligations du service public au niveau des conditions d'accueil, des mécanismes de l'information et de l'orientation et de l'évaluation des performances dans les services publics d'une part et d'autre part des engagements de l'agent public. Enfin,un code de déontologie des agents publics a été publié

Concernant la qualité du service rendu au citoyen, les années 2000 marquent un tournant,avec la formulation d'un train de réformes de l'Administration publique adossé à un référentiel acté par la Déclaration de bonne gouvernance de décembre 1999, opérationnalisé par un Programme national de bonne Gouvernance.

La Déclaration de Bonne Gouvernance redéfinit le rôle et les missions de l'Etat et invite à ses côtés le secteur privé et la société civile chacun dans son domaine d'intervention à contribuer à la qualité du service public au développement économique et social

Sous ce rapport, l'Etat s'est repositionné dans ses attributions des secteurs régaliens et de régulateur de l'action du secteur privé, et de positionnement de la société civile en tant que relais de son action.

Il a développé de grands chantiers dont les principaux ont été consacrés à la formulation de cadres programmatiques, principalement les stratégies nationales (CSLP, SCAPP) et de stratégies sectorielles (éducation, santé affaires sociales, secteurs productifs jeunesse et sports, institutionnalisation du genre, modernisation de l'administration et des technologies de l'information et de la communication) opérationnalisées par des plans d'action, visant au développement humain, au développement économique et à une efficacité accrue de l'administration, .

Un projet de Plan intégral de réforme pour la modernisation de l'administration vient d'être élaboré Ce projet envisage de développer trois axes dédiés à la modernisation des services publics, à l'innovation et la simplification des procédures et formalités administratives et au renforcement des qualifications des ressources humaines.

Plus récemment, relativement à la modernisation des procédures un Conseil supérieur de la numérisation, dirigé par le Premier Ministre a été créé conformément au décret n° 045-2020 du Premier ministère du 20 mars 2020, création qui exprime l'intérêt et au plus haut niveau pour l'élaboration et le suivi des plans et stratégies dans le domaine de l'information et technologies de la communication.

Le Conseil a pour mission de conseiller sur les politiques et stratégies numériques. Son bras opérationnel est la Direction Générale des Technologies de l'Information et de la Communication chargée de superviser la mise en œuvre des politiques liées aux technologies.

Une avancée majeure est l'adoptionde la loi n° 2018-039 du 09 octobre 2018 portant Loi organique relative aux lois de finances (LOLF) qui énonce les principes relatifs à la préparation, à l'exécution et au contrôle des budgets publics, à la comptabilité publique ainsi qu'aux responsabilités des agents intervenant dans la gestion des finances publiques.

Cette loi a pour principaux objectifs de ; (i) définir le nouveau cadre budgétaire et comptable de l'Etat ; et (ii) structurer la présentation des dépenses au regard des politiques publiques traduites en missions et programmes publics.

La loi compte à son actif des acquis essentiels dont la réforme de la gestion de la masse salariale :Dans le cadre des efforts de rationalisation et de maîtrise des dépenses de personnel, le Ministère des finances a procédé en 2021, en concertation avec les ministères techniques, à la répartition de la masse salariale en fonction des lieux administratifs et géographiques d'affections effectives des agents de l'Etat,

Ensuite il a introduit la déconcentration de la fonction d'initiation des dépenses (services émetteurs). La déconcentration de cette fonction, auparavant concentrée au niveau exclusif de la Direction administrative et financière de chaque ministère, vise à mettre les directions centrales chargées de la mise en œuvre des politiques et services publics au cœur de l'exécution budgétaire, pour une meilleure maîtrise des ressources financières qui leur sont allouées, et une responsabilisation accrue des directeurs centraux. Ainsi, les directions centrales ont été érigées en « services émetteurs » de tous les actes de dépenses effectuées sur leurs crédits budgétaires respectifs. Il s'agit d'un processus qui sera renforcé graduellement jusqu'à la mise en place pleine et entière des budget-programmes, et l'installation des responsables des programmes qui seront redevables de l'atteinte des objectifs qui leur sont assignés.

Enfin il a développé des outils de programmation budgétaire pluriannuelle.Dans le cadre de la poursuite du processus de mise en place des prérequis de la budgétisation par programme, le Ministère des finances a réalisé, en 2021, plusieurs études qui ont débouché à l'élaboration d'un certain nombre d'outils, notamment : (i) un guide de programmation budgétaire pluriannuelle à l'intention des ministères et institutions ; (ii) un guide d'opérationnalisation des Projets annuels de performance (PAP) et ; (iii) un guide d'opérationnalisation des Rapports annuels de performance (RAP). Des formations sur l'utilisation de ces outils ont été également organisées au profit des cadres sectoriels.

Sur le plan des mesures d'accompagnement, une série de formation a été réalisée pour renforcer les capacités du personnel et le curricula de l'ENAJEM a été adapté aux évolutions des finances publiques notamment celles induites par la LOLF. Un nouveau plan de formation est en cours de préparation pour assurer une meilleure appropriation et mise en œuvre des réformes.

Des organisations de la société civile participent à cet effort. IL s'agit du Think Tank Mauritanie Perspectives (MP)et de la Communauté de Pratiques de la gestion axée sur les résultats de développement.(CoP Mauritanie). MP a mis en place un observatoire du suivi citoyen de l'action publique et la COP est mobilisée pour faire évoluer l'agenda« Résultats « en Mauritanie.

Au bout du compte , les principaux acquis en matière de modernisation de l'administration publique se résument à une amorce de réforme des structures administratives, un nouveau cadre de de gestion des personnels de l'Etat, adossé à de nouveaux modes de leur gestion et des cadres programmatiques visant une offre de service de qualité dans tous les secteurs de l'activité nationale. Ces acquis ont enregistré des avancées majeures avec l'avènement du numérique, la réforme des finances publiques et la formulation d'un projet à la modernisation de l'administration numérique de l'administration publique en Mauritanie qui prévoit en termes de résultats, l'appui à la gestion des archives nationales et l'élaboration d'un document de programme-pilote de modernisation numérique de l'administration publique, en prélude à la formulation d'un programme global de modernisation de l'administration publique

II. Quelques défis majeurs

Pour consolider ces acquis, l'administration devra relever des défis majeurs dont

Les capacités limitées du secteur public en matière de conception et de mise en œuvre des politiques publiques et de services publics accessibles et de qualité dans les domaines essentiels à la vie quotidienne et au bien-être des citoyens.

A ce propos, la conception des politiques publiques :

i) n'est pas toujours pas éclairée en amont par des analyses approfondies pour étayer les choix, en apprécier correctement les coûts, bénéfices et externalités, et faire des arbitrages judicieux entre plusieurs alternatives possibles et selon des objectifs clairs ;

ii) ne mobilise pas la participation de tous les acteurs concernés, qu'ils soient publics ou privés, et des territoires, avec une approche transverse et systémique ;

iii) ne fait pas systématiquement l'objet d'expérimentation avant leur généralisation ;

iv) n'intègrent pas lors de leur conception une approche de conduite du changement et de gestion des résistances et

v) ne fait pas systématiquement l'objet d'évaluation en cours d'exécution et a posteriori pour réajuster les choix, rendre compte des résultats et tirer les enseignements utiles pour les projets ultérieurs

vi)ne s'appuie pas sur une gestion de connaissances performante en raison de l'état défectueux des archives, de l'instabilité et la prolifération des structures, source de chevauchements ainsi que la mobilité du personnel

En somme, la conception des politiques publiques n'est pas assise sur une logique d'intervention basée sur les objectifs qui part du haut vers le bas, de livraison des biens et des services dont l'efficace s'arrête aux niveaux centraux au détriment des échelons déconcentrés et décentralisés. Cette logique ne s'interroge pas sur les effets en termes de changement des principaux bénéficiaires de l'action publique, raison d'être des missions qui leur sont confiées.

Il s'y ajoute la faiblesse des mécanismes de coordination de l'action publique. Les mécanismes de coordination s'appuient sur des unités de technostructures que sont les Directions de la programmation et de coopération des ministères sectoriels

Ces directions assurent l'interface avec la Direction de la coordination de la Stratégie de croissance accélérée et de prospérité partagée (SCAPP), principal référentiel des politiques publiques. Elles appuient les directions techniques des ministères pour l'élaboration de leurs plans d'action. Elles font la synthèse des plans d'action des directions techniques et élaborent le plan d'action sectoriel du ministère.

Elles assurent le suivi de la mise en œuvre du plan d'action sectoriel à travers des bilans trimestriels et semestriels. Le bilan annuel du plan d'action sectoriel est transmis à la Direction de coordination de la SCAPP et mis à contribution pour la préparation des revues annuelles de la SCAPP. Il est également exploité pour la préparation de la Déclaration générale du Premier Ministre en début d'année.

Elles ont dans leurs attributions, la conduite des évaluations externes à la fin de la mise en œuvre des plans d'actions sectoriels.

Pour l'heure, ces directions souffrent d'un déficit de capacités techniques et manquent d'efficacité dans leur action qui est suppléée par des consultants nationaux en collaboration avec les experts de la Direction générale de la SCAPP.

Il en est de même tant au niveau organisationnel qu'au niveau des compétences des structures chargées des technologies de l'information et de la communication et des systèmes d'information. Certains ministères ont des directions informatiques,

mais la plupart des établissements ont des entités chargées de gérer les systèmes d'information internes ou d'information associés aux directions. Souvent, au sein d'un même ministère, vous pouvez trouver différentes directions exécutant des tâches liées à l'informatique.
Cette forte disparité dans le paysage réglementaire des systèmes d'information rend difficile la coordination interministérielle en l'absence d'un responsable informatique unique dans la plupart des ministères.
Dans le cas général, la majorité des ministères et institutions publiques ne disposent pas de ressources et de compétences techniques suffisantes en systèmes d'information pour couvrir leurs besoins d'exploitation de services informatiques et de mise en œuvre de nouveaux projets.
En matière de suivi et évaluation, on constate que les ressources humaines de la fonction S/E varient d'un ministère à un autre. On y trouve peu de planificateurs, de spécialistes en suivi et évaluation et de statisticiens. Les travaux de planification, de suivi et évaluation ainsi que de statistiques sont confiés à d'autres corps de métiers évoluant dans les ministères sectoriels (agronomes, géographes, enseignants, informaticiens, etc.).
Il existe un besoin, au sein de ces départements, de spécialistes ayant une bonne qualification en planification, suivi-évaluation, conduite des travaux statistiques, gestion de base de données etc., cela, pour plus de crédibilité et aussi pour une valeur ajoutée réelle.
La plupart des personnels techniques (chefs de services des directions en charge de Suivi évaluation) n'ont pas une formation initiale liée au suivi-évaluation.
Il en résulte une faible culture d'évaluation des politiques publiques qui ne permet pas d'opérer les ajustements nécessaires et d'améliorer, à travers le retour d'expérience, l'efficacité de ces politiques.
Conséquemment, en phase de mise en œuvre, le pilotage des stratégies et des politiques publiques semble s'opérer principalement par l'allocation de moyens et insuffisamment par le suivi des résultats, reléguant au second plan la préoccupation d'impact et de performance tant sur le plan économique et social que sur le plan environnemental.
Ce pilotage n'est pas indexé systématiquement sur un dispositif rigoureux de suivi et d'évaluation, ni sur une démarche de connaissance des positions des acteurs, de conduite du changement et de gestion des résistances, notamment par une communication proactive à l'adresse des populations bénéficiaires et de l'opinion publique en général.
Enfin la conception de solutions au niveau central ne tient pas suffisamment compte des spécificités régionales et locales en raison du déficit de territorialisation des politiques publiques
Ainsi la capitalisation des acquis supposera des actions vigoureuses de capacitation en terme de formulation des politiques nationales et des politiques sectorielles et leur articulation, de territorialisation des politiques publiques de passage d'une logique d'objectifs à une logique de résultats, d'innovation et de changement, de développement d'une culture évaluative et de valorisation des ressources humaines,

III. Pistes de solution

Les pistes de solution proposées s'appuient sur un certain nombre des hypothèses ou de prérequis visant :
La territorialisation des politiques publique qui suppose que la conception des politiques publiques soit portée en priorité par les territoires, pour favoriser l'émergence de solutions au niveau local, innovantes, en cohérence avec la vision de développement et les grandes lignes retenues au niveau national. Ce principe de subsidiarité implique, en plus de l'accélération des réformes de déconcentration et de décentralisation, de faire des acteurs territoriaux les principaux acteurs du développement des régions.
L'inversion de la logique de formulation des politiques publiques qui ira du bas vers le haut (down-up).
Le changement de paradigme par l'adoption d'une approche de gestion axée sur les résultats qui identifie une chaine de résultats à 3 niveaux : long terme (impact) , le moyen terme (Effets) et le court terme (produits et extrants). Cette approche permet d'aller au-delà des rapports d'activités des administrations qui rendent compte des services offerts (poste de santé ou écoles) et d'interroger les changements induits par l'appropriation de ses produits par les principaux bénéficiaires en terme d'offre scolaire ou d'amélioration de la santé des populations
L'introduction de la théorie de changement entant qu'instrument de gestion du changement qui permet une gestion des hypothèses et des risques
L'initiation de la formulation de lettre sectorielle qui permet d'harmoniser le canevas de présentation des stratégies sectorielles
Le couplage de la Cellule de Suivi des Priorités Stratégiques (CSEPS);avec un Cadre harmonisé de suivi évaluation des politiques publiques (CASE) à créer. Cet instrument permet d'asseoir une meilleure coordination des mécanismes et dispositifs de suivi évaluation et de partage des résultats, aux fins d'apporter les corrections et les ajustements nécessaires.
Il facilite, également, une bonne articulation entre les objectifs sectoriels et les orientations générales de la SCAPP. Il s'agit, à travers ce Cadre, de contribuer à la consolidation de la gestion axée sur les résultats dans l'Administration.
Ces hypothèses ou prérequis pourraient être exploités pour améliorer éventuellement, la formulation du deuxième plan d'action de la SCAPP.
Sur la base de ces prérequis, il pourrait être envisagé :
A court terme :
La mise en œuvre du Programme d'assistance préparatoire du PNUD à la modernisation de l'administration publique en Mauritanie qui se fixe 3 objectifs :
- L'appui à la gestion des archives nationales ;
- L'élaboration d'un document de programme-pilote de modernisation numérique de l'administration publique dans quelques institutions et ministères ciblés, en prélude à la formulation d'un programme global de modernisation de l'administration publique ;
- La préparation des conditions de formulation d'un programme global de modernisation de l'administration publique.

A moyen terme :
- la mise en œuvre du programme global de modernisation de l'administration publique
- l'élaboration et l'exécution de plans de formation/perfectionnement des agents, basés sur une gestion prévisionnelle des effectifs ;
- la rationalisation et la restructuration des établissements de formation professionnelle ;
- la création d'un Centre de Formation et de Perfectionnement Administratifs, pour abriter et exécuter, notamment, les actions de formation de courte durée, en sus de la formation initiale à dispenser à l'intention des personnels intermédiaires ;
- le suivi d'une bonne application de la future législation sur la lutte contre la corruption, notamment par la mise en place d'un dispositif national de veille, avec l'implication de la société civile.
Enfin, il pourrait être utile d'instituer une journée nationale du service public au cours de laquelle sont primés les services ou administrations qui ont réalisé des performances dans leurs plans d'action et les fonctionnaires qui se sont distingués par la créativité et l'innovation dans l'amélioration du service rendu aux citoyens.

Dr Amadou Ousmane Diallo
Consultant en Administration Publique

Ahmed Ould Sidi Baba :

«Avec des cadre exceptionnellement compétents, nous avons créé l'Office mauritanien de Radio diffusion...»

En 1971, Le Président Mokhtar Ould Daddah nomme Ahmed Ould Sidi Baba ministre de la culture et de l'information. Une information, «qui se limitait à l'époque à Radio Mauritanie.» Mais, « avec l'aide de cadres exceptionnellement compétents, sérieux, honnêtes et dévoués » le nouveau ministre met en place l'Office mauritanien de Radio diffusion, l'Agence mauritanienne de presse et la société d'Edition et d'impression qui englobait le journal Chaab.»

Apres avoir mis sur les rails la presse nationale, Ould Sidi Baba passe au ministère de l'équipement et des transports. Dans ce département aussi, il laisse une empreinte indélébile en faisant modifier le tracé initial de la route de l'espoir.



Ahmed Ould Sidi Baba est né à Atar, wilaya de l'Adrar, en 1940. Il y a fait l'école coranique (Mahadra). Pour le fondamental, il a étudié à l'école de Kanawal.

Ould Sidi Baba a ensuite poursuivi ses études au célèbre Lycée Faidherbe de Saint-Louis au Sénégal comme beaucoup de futurs cadres mauritaniens dont Abdoulaye Barro, Mohameden OuldBabbah, Ahmed Kelly Ould Cheikh Sidiya. Au Lycée Faidherbe, Ould Sidi Baba a étudié la littérature et le latin.

Avec le diplôme du baccalauréat, il est allé en France ou il a intégré le Lycée Henri 4 pour y préparer le concours d'entrée à l'école normale supérieure. Il y rencontre son compatriote, feu Djeydi Diagana, qui a fini, lui, par intégrer cette école normale Supérieure.

Ould Sidi Baba a ensuite intégré la Sorbonne ou il a obtenu une licence, un diplôme d'études supérieure….)

Ahmed Ould Sidi Baba est revenu en Mauritanie avec l'idée de retourner en France pour passer le concours d'agrégation. Mais, il a été reçu par le Président de la République, Mokhtar Ould Daddah qui lui a demandé de sursoir à son départ et d'occuper la fonction de directeur de l'enseignement. Ould Sidi Baba accepte. Mais, suite à un désaccord avec son ministre de tutelle de l'époque, il démissionne. « Je garde d'ailleurs ma lettre de démission dans mes archives » témoigne-t-il. Apres cette démission, il est nommé directeur de l'école nationale d'administration. C'était, a l'époque, précise Ahmed Ould Sidi Baba, un simple centre de perfectionnement pour les agents de l'Administration. L'ENA est par la suite devenue une grande école qui avait le monopole de l'envoi des étudiants après leurs études supérieures dans les grandes écoles françaises.

En 1971, Le Président Mokhtar Ould Daddah a nommé Ahmed Ould Sidi Baba ministre de la culture et de l'information. Une information, explique Ould Sidi Baba, « qui se limitait à l'époque à Radio Mauritanie. » Mais, ajoute-t-il « grâce aux cadre exceptionnellement compétents, sérieux, honnêtes et dévoués, nous avons créé l'Office mauritanien de Radio diffusion, l'Agence mauritanienne de presse et la société d'Edition et d'impression qui englobait le journal Chaab. » le tirage, ajoute-t-il, a cette époque « se faisait sur Ronéo une fois par semaine. » Pour créer un vrai journal, il a obtenu du gouvernement, entre autres, la suppression des droits et taxes sur le papier journal et sur les matériaux d'impression.

Ahmed Ould Sidi Baba a doté tous ces organes cités plus haut d'un conseil d'Administration présidé par le secrétaire général de son ministère. Pour les faire fonctionner, Ould Sidi Baba avait une méthode de travail simple qu'il présente ainsi : « J'ai dit aux directeurs qu'ils sont responsables et libres dans leur travail. Je tenais une réunion hebdomadaire avec chacun d'entre eux et une autre pendant laquelle je les regroupais en présence du secrétaire général. Je leurs disais : vous avez 100 problèmes qui se posent à vous. Vous devez résoudre 80% de vos problèmes sans me consulter mais en m'envoyant une note sur ce que vous avez fait. Nous discuterons de 20% restant de vos problèmes et ils seront réglés à 80% suivant vos propositions. »

C'est ainsi, ajoute Ould Sidi Baba, que « j'ai collaboré dans de très bonnes conditions avec des cadres compétents, sérieux, intègres… » Il a cité, entre autres, Mohamed Mahmoud OuldWeddadi qui était directeur de l'Office mauritanien de radio diffusion, Khattry Ould Jiddou, qui était directeur de l'Agence mauritanienne d'information et Ahmed Yehdih Ould El Agheb qui a été l'accompagnateur de la création du journal Chaab, Khalil Ould Nahwi, rédacteur en chef de ce journal et Gabriel Hatti, qui était directeur de l'imprimerie nationale. « Ces cadres étaient d'une exceptionnelle compétence, d'un exceptionnel dévouement et étaient là pour servir. »

La route peut passer par Boutilimitt…

Apres le ministère de la culture et de l'information, Ahmed Ould Sidi Baba a été nommé ministre de l'équipement est des transports. Il prend la tête de ce département à un moment décisif de l'histoire de la Mauritanie : les travaux de construction de la route de l'espoir reliant Nouakchott à Nema étaient sur le point d'être entamés. Ahmed Ould Sidi Baba a réussi à réviser à la hausse le coût du financement de la route et à modifier son tracé initial pour la faire passer par la ville de Boutilimit. Il en témoigne en ces termes.

Témoignage :

« Le projet de la route de l'espoir tenait à cœur le président de la République Mokhtar Ould Daddah. A cette époque, en effet, pour tous les échanges avec l'Est de la Mauritanie, il était obligatoire d'aller au Sud, passer par Rosso, pour, ensuite, bifurquer…



Il n'y avait pas de tracé praticable vers Boutilimitt. L'accord passé avec l'entreprise brésilienne Mendes, chargé de la construction de la route de l'Espoir, la faisait passer en dehors de Boutilimitte, au Nord de cette ville. Une erreur s'était aussi glissée dans le coût du financement. Je suis arrivé au ministère de l'équipement et des transports au moment où les travaux de la route venaient de commencer avec un financement des saoudiens. Il leur avait été signifié que le cout était de 20 millions et quelques dollars. Or le coût réel était de plus de 40 millions de dollars. Grace à l'impact qu'avait la personnalité du Président Mokhtar Ould Daddah sur les Chef d'Etat arabes et africains, les saoudiens, sur ma demande, ont accepté de conformer le financement de la route au coût réel.

Cette route, donc, dans son tracé initial, ne traversait pas la ville de Boutilimitt. Le plus surprenant était que la plupart des cadres de Boutilimitt étaient contre le passage de la route par leur ville à l'exception de feu Mohamed Cheikh Ould Jiddou qui était du même avis que moi.

Nous avons alors convoqué les responsables de la société Mendes pour leur signifier que la route doit passer par Boutilimitt. Ils ont dit que c'était impossible à cause des dunes de sable. Avec feu Mohamed Ould Cheikh Ould Jioddou et des responsables de Mendes, je suis allé en Land-Rover sur le terrain. Nous avons expliqué aux responsables de Mendes que les dunes étaient stables et que la route pouvait parfaitement passer par Boutilimitt. Il n'était pas question de laisser cette ville chargée de culture, de sciences, d'histoire…mourir. Si, en effet, la route passe au Nord de Boutilimitt, tous les habitants actifs de la ville vont se déplacer vers elle…

J'ai ensuite fait une communication en conseil des ministres dans laquelle j'ai demandé l'adoption d'un avenant au contrat initial signé avec Mendes pour modifier le tracé initial de la route. C'est ainsi que la route de l'espoir est passée par Boutilimitt.

Par la suite, nous avons entendu des gens dire que Mokhtar Ould Daddah a fait passer la route par Boutilimitt. Ce n'est pas exact. Le Président Mokhtar avait accepté le tracé initial. C'est moi qui l'ai fait modifier par une communication en conseil des ministres portant avenant au contrat signé avec la société Mendes. »

Khalilou Diagana



Témoins extérieurs sur la Mauritanie :

Ils ont dit ...

Plus d'une centaine d'ouvrages de référence ont été consacré par d'auteurs étrangers à la Mauritanie allant du début du 20ème siècle aux années soixante. Il s'agit également des témoignages vivants et éloquents de chercheurs, d'explorateurs, d'administrateurs, d'officiers ou tout simplement de voyages intrépides qui nous racontent avec humour et beaucoup d'humilité ce qu'ils ont vu et entendu en Mauritanie. Ils nous parlent de cette vie simple, élémentaire, dépouillée mais saine des mauritaniens qui ont réussi à édifier une civilisation dans l e désert. Une vie qui ne confond pas l'accessoire et l'essentiel, comme dans les sociétés « civilisées ».
Le désert est pour ses auteurs la joie de la découverte, c'est aussi une histoire d'amour avec la Mauritanie qu'ils nous restituent par leur administration pour les paysages et les hommes du désert à travers une méharée, un thé au bivouac, le murmure des dunes, l'âpre beauté d'une vie dépouillée d'une civilisation autrefois riche mais aujourd'hui menacée de disparition.
Ce sont également des scientifiques dont les écrits ont pris, comme par mimétisme, « les caractéristiques du désert (sèche et minérale, tout en muscles et aspérités, il sait nous restituer la magie de ces horizons éblouissants, où l'homme navigue comme sur une mer ».

Propos recueillis par. Yahfdhou Ould Zein

« Partout où je suis passé (…) j'ai reçu le même accueil chaleureux, presqu'à chaque fois émouvant même. J'ai bien senti que cela n'était pas simplement sur ordre qu'à l'arrivée dans les villes et les villages de l'intérieur, on me réservait de brillantes réceptions ; j'étais accueilli comme un frère, non comme un père, sans qu'il soit donné à ce terme le sens déplaisant que je ne crois pas avoir mérité. » (p.104)

Christian Laigret,
Naissance d'une nation,
1969, Nouakchott

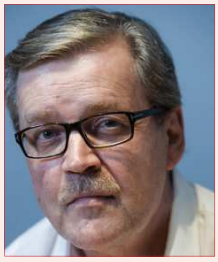
« Je garde au cœur l'émotion des nuits brillantes sur la dune chaude, jouant avec des mots de poésie. Et sont aggravés à jamais dans ma mémoire les sourires des enfants, les échanges avec les jeunes, les plantes courageuses du désert, les images d'une culture que j'ai aimée dans ce pays qui m'a accueillie avec tant de tendresse… La Mauritanie, ce pays fait rêver les voyageurs. Ses grands espaces, ces dunes magiques, ses paysages sauvages qui furent longtemps le royaume des grands nomades, son fleuve paisible et nostalgique, la beauté de ses habitants, une spiritualité venue du fond des temps, les souvenirs d'une préhistoire préindustrielle, d'un Moyen Age voyageur et commerçant et d'une histoire contemporaine inscrite dans le continent Afrique, en font une terre mystérieuse et attirante ».

Marie-Françoise DELAROZIERE
L'art du cuir en Mauritanie
ou le raffinement nomade



« Jamais, de toute ma vie, je n'ai vu lieu aussi beau. Pourtant, j'ai voyagé. J'ai vu Venise et l'Acropole, Istanbul et Damas, Le Caire et Benghazi. J'ai pris le thé dans les maisons blanches ourlées de bleu de Sidi bou Saïd. J'ai traversé le désert des Agriates, en Corse, et grillé le poisson sur la plage inaccessible. J'ai couru dans le vent sur la lande de Jobourg, battu le pavé de Paris la belle et monté tout en haut des montagnes enneigées.
Mais ça, « gà »-comme disent les gens d'ici-, je n'ai jamais vu pareil prodige : les millions d'étoiles qui semblent me sourire, la terre qui repose, immense sous la lumière diaphane, les petits chevreaux qui dorment le museau dans leurs pattes repliées à deux pas de moi, l'ombre majestueuse des chamelles baraquées devant la tente et qui savourent jusqu'à tard dans la nuit la senteur des plantes sauvages, les chèvres et les moutons, un peu plus loin, en masses compactes et immobiles dans la lueur nocturne, le chien qui guette au loin et les braises du feu qui n'en finissent pas de s'éteindre. » (p.312).

Sophie Caratini,
Les enfants des nuages,
Editions du Seuil, mai 1993, Paris



« Il est des pays conquis par les voyageurs, offerts aux touristes, où le seul effort requis est de s'allonger sur le sable, où le seul changement admis est une affaire de centigrades. La Mauritanie n'est pas de ceux-là. Pour s'y rendre, pour la vivre et la visiter, l'humilité et le respect de soi et des autres sont des viatiques autrement plus importants que le culte de l'exotisme.
La Mauritanie, en somme, se mérite. Peuple de haute lignée, sculpté par le désert et l'Islam, les nuits sahariennes sous la « khaïma » (tente maure) et une volonté légendaire d'être libre, le peuple mauritanien ne fut jamais qu'effleuré par la domination étrangère. La fierté, ici, exigeait qu'on ne se courbe pas et qu'on choisisse le maquis des dunes infinies à l'asservissement colonial. De ce refus est née lentement, aussi prudemment que le pas d'une caravane, une véritable nation.
Nation domino, en noir et blanc, nomade et paysanne à la fois, de Rosso et d'Atar, de la houe et de la « guetna » (cueillette des dattes), dont la fragile synthèse tient souvent du miracle, toujours de la vigilance, parfois de l'épreuve. C'est aux gens de foi, aux enfants de Théodore Monod, à tous ceux qui attendent d'être arrivés « là-bas » pour savoir ce qu'ils vont y chercher, qu'est destinée cette « invitation au voyage ». Ils y découvriront des merveilles secrètes, des beautés inouïes, une hospitalité unique. Ils y verront un Etat glisser dans la modernité sans abdiquer son âme. Ils poseront leur regard dans les yeux d'un peuple où les hommes ont des semelles de vent. Et ils ne seront plus tout à fait les mêmes ».

François Soudan
La Mauritanie, aujourd'hui
Les éditions du Jaguar, 2003, Paris

« La Mauritanie est belle ». Que la Mauritanie devienne de plus en plus belle…incha Allah ! La Mauritanie est un pays qui a toujours su se contenter de peu, un pays de tolérance, de dignité, de solidarité. » (p.199).

Catherine Belvaude,
La Mauritanie,
Karthala, 1989, Paris

« Ce qui m'a toujours frappé dans la société nomade, c'est qu'elle est d'abord, et peut-être avant tout, profondément « humaine » (p.184).

François Beslay
(Ancien chef d'Etat-major de l'Armée mauritanienne en 1961),
Les Réguibats
L'Harmattan, 1984, Paris

« Fort intelligents, ils (les Mauritaniens) ont saisi qu'il ne servait à rien de regretter un passé révolu et qu'il était de leur intérêt de se tailler une place dans un monde en transformation dont les événements ne les laissent point indifférents maintenant. » (p.15). « Les Mauritaniens qui ont hérité de leurs ancêtres une intelligence subtile et un sens aigu de l'opportunité, contribueront sûrement à trouver des solutions aux problèmes complexes qui se posent et sauront tirer parti des possibilités nouvelles qui s'ouvrent devant eux. » (p.282)

Geneviève Désiré-Vuillemin,
Contribution à l'histoire de la Mauritanie de 1900 à 1934
Editions Clairafrique, Dakar

« Et un jour, bientôt, nous repartirons, Marion et moi, vers le désert » qui n'a point de portes », vers d'autres joies, d'autres peines, d'autres nomades, d'autres musiques, d'autres secrets, vers ce désert où les grandes tentes jalonnent la route lumineuse de l'Aventure et sont toujours ouvertes au voyageur qui passe… » (p.279)

Odette du Puigaudeau,
La grande foire des dattes,
Plon, 1937, Paris



« J'ai seulement tenté de vous faire désirer ce désert et de vous faire aimer les Maures, avec leur courage, leurs naïvetés, leur courtoisie subtile, leur sens de l'honneur et ce fier détachement des biens matériels qui fait les hommes libres, de vous les faire aimer comme nous les aimons, Marion Senones et moi, après avoir partagé pendant plus de deux ans leur rude existence et avoir parcouru, seules avec eux, dix mille kilomètres à travers le Sahara de l'Ouest…

Chez eux, nous avons connu des heures angoissantes, d'autres délicieuses de beauté sereine et d'harmonie, et partout, toujours, nous avons ressenti cette intime allégresse de la tâche journalière accomplie de son mieux, et cette joie simple qui, ramenant les problèmes matériels de l'existence aux seules grandes nécessités vitales, vous donne l'impression d'un allègement et d'une merveilleuse liberté. » (pp. 205-206)

Odette du Puigaudeau,
La route de l'Ouest,
Editions J. Suisse,1946, Paris

Présidence de la République
Centre de Régulation de la Zone Franche de Nouadhibou (CRZFN)



Félicitations

A l'occasion du soixante et unième anniversaire de d'indépendance nationale, l'administration du **Centre de Régulation de la Zone Franche de Nouadhibou (CRZFN)** et l'ensemble de son personnel ont l'honneur d'adresser leurs vives félicitations et leurs meilleurs vœux à Son Excellence tout en exprimant leur joie pour les réalisations accomplies sous sa sage direction

Présidence de la République
Centre de Régulation de la Zone Franche de Nouadhibou

Le Centre de Régulation de la Zone Franche de Nouadhibou **(CRZFN)** est un organe administratif indépendant créé par la loi n° 2013- 001 du 02 Janvier 2013 portant création de la zone franche de Nouadhibou et régi par le décret **n° 2013-103/PM** du 16 juin 2013 fixant les attributions, l'organisation et les modalités de fonctionnement du Centre de Régulation de la Zone Franche de Nouadhibou. Il a pour principales missions d'assurer la régulation entre les acteurs et intervenants (Autorité de la Zone Franche, commune de Nouadhibou, entreprises agréées et développeurs) dans la Zone Franche de Nouadhibou. A ce titre, le CRZFN :

- Veille au respect de la législation applicable dans la Zone Franche de Nouadhibou et prononcer des sanctions en cas de violation
- Traite les recours, plaintes et réclamations des intervenants ;
- Emet des instructions et règlements intérieurs nécessaires pour la régulation de la zone franche et la régulation des services et utilités à l'intérieur de la zone franche et des zones de développement ;
- Organise le règlement des différends entre les acteurs et intervenants de la zone franche via la procédure d'arbitrage ou de conciliation et
- Emet, à son initiative ou à la demande de l'Autorité, des avis techniques sur le développement et le fonctionnement de la zone franche et des zones de développement et les évolutions qu'il conviendrait d'y apporter.

Anniversaire de l'Indépendance Nationale :

Entre Crainte et Espoir

Notre pays célèbre, ces jours-ci, le 61ème anniversaire de son accession à la souveraineté internationale. Courte période certes dans la vie d'une nation mais largement suffisante pour faire le point. Voir ce qui a marché et, surtout, pour notre cas, ce qui n'a pas marché afin d'entrevoir notre avenir. Bon ou mauvais.

Pendant ces six décennies la Mauritanie a été gouvernée par six présidents, tous issus de l'institution militaire. Et deux présidents civils : Mokhtar Ould Daddah et Sidi Ould Cheikh Abdallahi. Le premier, qui a forgé un pays à partir de rien, a régné de l'indépendance (28 novembre 1960) jusqu'à sa destitution par un putsch militaire un matin du 10 juillet 1978. Faisant aujourd'hui l'unanimité autour de lui en tant que père fondateur de la nation mauritanienne, son pouvoir s'est caractérisé par le respect scrupuleux de la chose publique, une volonté jamais démentie d'œuvrer à la construction de cette entité naissante sur des bases modernes, loin du tribalisme, de l'ethnisme et de la gabegie… Son élan de bâtisseur a été stoppé par la guerre du Sahara Occidental qui allait être finalement fatale pour son régime.

Le second président civil, Sidi Ould Cheikh Abdallahi (2007-2008), arrivé au terme d'une transition exemplaire qui a organisé les scrutins les plus crédibles dans l'histoire politique de notre pays, n'a pas, pouvait-on dire, eu le temps de régner. Il a été balayé au bout de seize mois par un coup d'état, certainement le plus stupide parmi tous les putschs qu'a connue la Mauritanie, qui allait ramener le pouvoir personnel dans sa plus vulgaire expression. Retour donc à la réalité, presqu'une seconde nature, pour ne pas dire notre fatalité : le pouvoir militaire qu'on croyait à jamais révolu. Surtout que la transition (2005-2007), bien que très brève, a été la période véritablement de tous les rêves.

Nous pouvons considérer, le cas échéant, que les militaires ont exercé le pouvoir chez nous, de manière continue, de 1978 jusqu'à nos jours. Bien que chaque nouvel arrivant fustigeait le pouvoir de son prédécesseur, leurs manières de gouverner se ressemblent : développement sans précédent du tribalisme, de l'ethnisme, de la gabegie, du détournement à ciel ouvert des deniers publics, de la corruption…

Cette gestion catastrophique a mis à genoux tous les services de l'Etat. Notre Education, sans boussole pendant ce long règne kaki, ne ressemble plus à rien. Ce qui s'est répercuté négativement sur les différents domaines de la vie du pays. Plus d'administration, plus de santé, des infrastructures mal conçues, chères et souvent mal exécutées, des cadres ou ce qui en tient lieu sans niveaux, véreux et, surtout, sans scrupule…



L'armée, une exception !

A côté de ce tableau peu reluisant de la situation du pays, il y a tout de même une exception : l'armée nationale. Entendez par là les troupes combattantes et les états-majors. Pas ceux qui sont ou ont été attirés par les sirènes de la politique et la gestion. La grande muette a, en effet, réussi, après des années d'égarement et de flottement, à redresser brillamment la barre. Le résultat positif enregistré dans le domaine de la sécurité crève l'œil.

Depuis déjà plus de onze ans, notre pays, qui, entre 2005-2011, a été le théâtre de plusieurs opérations meurtrières du terrorisme, n'a jamais plus connu de telles situations contrairement à nos voisins. Ce qui nous préserve aujourd'hui des affres de l'extrémisme violent qui se propage dangereusement dans notre région du Sahel Sahara.

Ce résultat n'est pas tombé du ciel. Il est le fruit d'un travail d'évaluation rationnel et d'une forte prise de conscience du danger. C'est ainsi qu'ont été créées des unités légères, bien entrainées et pouvant être projetées rapidement de n'importe quel point du territoire. Ces unités sont dotées d'armement adéquat, de service performant de renseignements et d'une véritable et efficace couverture aérienne. Cet effort coûte très cher, mais l'objectif justifie amplement cela. On doit aujourd'hui, quelque soit le sacrifice, poursuivre dans la même direction. Nous sommes en effet entourés, presque de tous les côtés de notre frontière, de ceintures de feu qui exigent une vigilance permanente. On ne sait pas quand est-ce que le danger va surgir et arriver jusqu'à chez nous.

La dernière chance

La dégradation continue, depuis une décennie, de la sécurité chez nos voisins nous invite à plus de vigilance. Et surtout à renforcer le front intérieur. A priori le moment semble propice avec l'avènement du président Mohamed Ould Cheikh Ghazouani qui n'a cessé d'œuvrer à la décrispation de la scène politique qui, du coup, connait un calme qu'elle n'a que très peu connu auparavant. Allant plus loin que l'ouverture de sa porte devant tous les opposants et autres personnalités nationales, il pousse la classe politique, majorité et opposition, à se rencontrer dans une sorte de concertation ou dialogue –c'est selon où on se situe sur l'échiquier politique- ouverte devant tout le monde et où cours de laquelle aucun sujet ne sera tabou, rassure le Président Ghazouani qui s'est même engagé à mettre à exécution toutes les conclusions de la concertation.

Très beau, diraient certains, pour que l'entente cordiale puisse-t-elle se réaliser. Tant la concorde n'est pas l'objectif premier de certains. Dans le camp du pouvoir, certains s'attaquent violement à l'opposition décrite comme anti patriotique.

De l'autre bord, presque tous les partis de l'opposition ont distribué des communiqués accusant la majorité d'avoir gâté le climat d'entente par l'adoption d'une loi liberticide dont le premier objectif est de limiter les libertés dans le pays.

Cette atmosphère de mésentente pourrait bien saper les efforts de pacification en mettant terme à toute entente politique. Il est vrai que le porte-parole du gouvernement a déclaré dans son point de presse hebdomadaire que le différend au sein du parlement à propos de la loi des symboles n'affectera pas la marche vers le dialogue ou la concertation. Une position certes officielle qui pourrait ne pas pouvoir résister aux manœuvres des uns et des autres.

De toutes les façons, la réussite de la concertation ou du dialogue aura des retombées très positives sur la paix civile dans le pays et son développement économique et travers à travers l'encrage de la démocratie, l'établissement de la justice et le renforcement des libertés et de la bonne gestion de la chose publique. Un consensus national ne manquera pas de susciter l'émergence d'un véritable rêve national.

Si, par contre, la concertation vient à échouer, on aurait une fois de plus raté une belle occasion qui pourrait ne plus se répéter…

Moussa Ould Hamed



Félicitations

A l'occasion de la célébration du 61 ème anniversaire de la fête de l'indépendance Nationale, le Directeur Général de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale **(CNSS)** et l'ensemble de son personnel présentent leurs meilleurs vœux de bonheur et de succès à Son Excellence, Monsieur **Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani** ainsi qu'au peuple mauritanien.



Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) :

Des réalisations significatives

Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme du Président de la République (Taahoudati), Son Excellence, Monsieur Mohamed Cheikh El-Ghazouani, la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) s'est attelée au cours de ces deux dernières années à la réalisation de grands chantiers de développement. Consciente des enjeux du moment, du besoin de répondre aux attentes de ses assurés et de la mission de service social que les pouvoirs publics lui ont confiée, la CNSS s'attèle , dans le cadre de son Plan d'Action quinquennal : 2020-2024, à la réhabilitation de ses ressources humaines, à la mise en valeur de son potentiel financier pour s'engager résolument vers le développement, la modernisation de ses structures et l'amélioration de ses prestations afin de donner une nouvelle impulsion à la sécurité sociale et traduire dans les faits les orientations du Président de la République dans ce domaine.
Dans ce cadre, la CNSS a accompli, entre autres, les réalisations suivantes :

1 Equilibre du régime de sécurité sociale :
• Rehaussement du plafond des cotisations qui est passé de 7000 MRU par mois à 15 000 MRU à partir du 1er janvier 2021 ;
• Renforcement des réserves de sécurité qui sont passées de 1 599 121 000 MRU en 2019 à 1 709 936 000 MRU en 2020 du fait, entre autres, de la réalisation, en 2020 d'un excédent de gestion de 110 815 000 MRU enregistrant une augmentation de 7% par rapport à l'excédent 2019 qui s'est élevé à103 683 000 MRU et ce, malgré les effets de la COVID 19.

2 Bénéfice des prestations :
• La CNSS a servi aux assurés sociaux des prestations techniques d'un montant de 390 949 000 MRU en 2020 contre 372 710 000 MRU en 2019 soit une augmentation de 18 238 000 MRU (+ 4,89%). Ces prestations ont profité à 28 524 pensionnés,
5 200 rentiers, 25 500 allocataires avec près de 85 000 enfants à charges ;
• Pour les mêmes périodes les recettes sont passées de 739 767 000 MRU à 762 912 000 MRU soit une augmentation de 23 145 000 MRU (+ 3,13%).

3 Renforcement des capacités de gestion de la CNSS :
• Recrutement de 42 cadres, de spécialités diverses
• Renforcement du recouvrement et l'amélioration des services rendus par :

• La formation à l'ENAJM de 31 inspecteurs de sécurité sociale dont 26 nouvellement recrutés ;
• L'acquisition de véhicules PICK UP pour les agences régionales non dotées pour le renforcement du recouvrement et u contrôle ;
• L'interconnexion informatique des principales des agences régionales au siège, pour le rapprochement avec les assurés sociaux dans les capitales des wilayas.

4 Extension des services :
• Elargissement du champ des prestations pour les veuves en éliminant la condition d'âge de 50 ans ;
• Contribution efficace à la solution des dockers du PANPA par la prise en charge de plus de 2 000 dockers actifs et de 91 à la retraite.

5 Modernisation :

• Achèvement de l'étude diagnostic du projet de digitalisation des activités de la CNSS ;
• Achèvement des études architecturales du nouveau siège (R+8) de la CNSS à Nouakchott.

Sidi Mohamed Diagana :

Discrétion, rigueur et sens du service public

Sidi Mohamed Diagana, né en 1929 à Kaédi, décédé le 30 janvier 2008, fait partie des hommes d'Etat qui ont consacré leur vie au service de leurs Nations. Santé, finances, industrie, défense…à la tête de plusieurs départements ministériels, il a brillé par sa discrétion, sa rectitude et son sens du service public. Ahmed Ould Sidi Baba, ministre, entre autres, de l'équipement et des transports sous le régime de Mokhtar Ould Daddah, en témoigne en ces termes : «Je considère que Sidi Mohamed Diagana, rahimehoullah, fut l'un des plus grands et des plus éminents hommes d'Etat de la Mauritanie. D'ailleurs, cet autre très grand homme d'Etat que fut le Président Moktar Ould Daddah ne s'y est trompé, car c'est à lui qu'il confiait l'intérim de la Présidence lors de ses absences du pays.»

Apres ses études coraniques, Sidi Mohamed Diagana entre à l'école fondamentale à Kaédi ou il obtient le certificat d'études primaires. Il s'inscrit ensuite à l'école Blanchot de Saint-Louis au Sénégal. Sidi Mohamed Diagana obtient son diplôme d'instituteur à l'école William Ponty de Dakar.
A Boghé, kiffa, Kaédi, Mbagne, Boully…comme instituteur et directeur d'établissement, il a transmis connaissances et amour du travail bien fait a plusieurs futurs cadres de la Mauritanie.
En 1975, Sidi Mohamed Diagana intègre l'école normale supérieur de Saint-Cloud en France. Il y obtient un diplôme d'inspecteur de l'enseignement.
Sur le plan politique, Monsieur Diagana a été conseiller municipal et adjoint au maire de Kaédi de 1960 à 1968. Il a été membre du bureau politique du parti du peuple mauritanien (PPM) de 1964 à 1966.



Au gouvernement, il a été à la tête de plusieurs départements ministériels : santé ; construction, travaux public et télécommunications ; finances ; industrie et mines ; défense nationale et ministre conseiller à la présidence de la République. Sidi Mohamed Diagana a été aussi membre du conseil supérieur de la magistrature.
Pour sa rectitude, son sens du service public, il a reçu plusieurs décorations : Chevalier du mérite national en 1962 et commandeur du mérite national en 1966.
A l'étranger, il a été élevé au rang de commandeur du mérite national en Tunisie, au Cameroun, au Niger, en Arabie saoudite…Il a été Chevallier de la légion d'honneur en France.
Sidi Mohamed Diagana a été ministre de la défense nationale de 1971 à 1975, une période difficile. Akhbar El Jeich (organe de presse de l'armée mauritanienne), dans son numéro de mars-avril 2012, lui a rendu hommage en sa qualité d'ancien ministre de la défense, « eu égard aux énormes sacrifices rendus à l'armée à l'époque ou elle relevait de sa responsabilité.»

Khalilou Diagana

Ngaédé Alassane :

«Sidi Mohamed Diagana, fierté de tous les Mauritaniens»

Ngaédé Alassane, écrivain journaliste, a été élève de feu Sidi Mohamed Diagana. « Apres avoir été l'élève de Sidi Mohamed Diagana, je l'ai aussi eu comme ministre à l'époque où j'étais employé des PTT. C'est un homme qui faisait la fierté de tous les mauritaniens. Ce qui lui a valu cette consécration, ce qui l'a renforcé, c'est la confiance totale que le Président Mokhtar Ould Daddah lui accordait » a ecrit monsieur Ngaédé, dans le témoignage qui suit.



«Sidi Mohamed Diagana était parmi les plus méritants et plus brillants instituteurs de la Mauritanie. En 1960, j'ai été son élève. Il était respecté pour la clarté de ses idées, l'importance qu'il accordait à l'éducation, le soutien qu'il apportait aux élèves. Il a travaillé pour que les écoles de Kaédi, parmi les premières en Mauritanie, soient des foyers d'acquisition et de diffusion du savoir. Sidi Mohamed Diagana fait partie de ceux qui ont donné à l'éducation mauritanienne ses titres de noblesse. Il était instituteur, directeur de l'école 1 de Kaédi, mais aussi directeur morale de toutes les écoles de cette ville. Sidi Mohamed Diagana, était un conducteur d'hommes avec le souci permanent de se surpasser et de pousser ses élèves à donner le meilleur d'eux-mêmes. Il voulait de l'excellence, lui-même était excellence. A Kaédi, il se battait pour que le maximum d'élèves soit dans le lot de ceux qui, après obtention du certificat d'études, prenaient le chemin du lycée de Rosso.
Il était un intellectuel, un acteur notable du terrain. Les valeurs d'alors n'étaient pas liées à l'ethnie, elles étaient liées à la compétence, à la valeur intrinsèque des hommes. C'est pourquoi, Sidi Mohamed Diagana était le Sidi de l'ensemble des kaediens, toutes composantes confondues. Il ne venait pas toujours aux meetings. Mais, quand il s'y rendait, on sentait un discours forts dans le sens de la cohésion, de la solidarité, de la préservation des valeurs communes, des objectifs communs.
Apres avoir été l'élève de Sidi Mohamed Diagana, je l'ai aussi eu comme ministre à l'époque où j'étais employé des PTT. C'est un homme qui faisait la fierté de tous les mauritaniens. Ce qui lui a valu cette consécration, ce qui l'a renforcé, c'est la confiance totale que le Président Mokhtar Ould Daddah lui accordait. Pendant les absences du président Mokhtar, Sidi Mohamed Diagana assurait l'intérim. Cette confiance ne s'est jamais démentie. Dans nombre de discours du président Mokhtar, on sentait l'empreinte de Sidi Mohamed Diagana.
A cette époque, les responsables se sont investis pour faire jouer à la Mauritanie son rôle. Ils ont contribué significativement à la libération totale du continent africain. Ainsi, des ambassades, à la charge de la Mauritanie, ont été ouvertes à Nouakchott. Des ressortissants de certains pays ont eu des passeports mauritaniens leur permettant de sillonner le monde. La Mauritanie a joué un rôle de premier plan pour l'indépendance de certains pays africains.
Nous savons aussi que la rupture, en cascade, des relations diplomatiques entre des pays africains et Israël est l'œuvre du Président Mokhtar Ould Daddah et son gouvernement. La Mauritanie a aidé à faire comprendre que l'apartheid et le sionisme sont deux faces d'un même système inacceptable.
Les dirigeants du pays, à l'époque, étaient entièrement au service du pays pour lui donner une place de choix dans le concert de nations. »

Khalilou Diagana

الصنـــــدوق الوطنـــــي للتأميـــــن الصحـــــي (كنـــــام)

Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CNAM)



Programme Présidentiel
TAAHOUDATY

620 000 personnes **vulnérables** bénéficient de l'Assurance maladie **CNAM**



LA CNAM : UN OUTIL POUR RENFORCER L'EXPERTISE NATIONALE

Dans le cadre des efforts entrepris par les pouvoirs publics pour renforcer le plateau technique des structures nationales de santé et limiter les évacuations médicales à l'étranger, la CNAM a signé des contrats-programmes avec plusieurs hôpitaux nationaux :

1.Hôpital Militaire :

- Prise en charge locale des Malades ORL évacués jusqu'ici à l'étranger **(27.411.920 MRU)**.
- Prise en charge locale des malades orthopédiques nécessitant des interventions compliquées **(16 948 078 MRU)**
- Prise en charge locale des malades nécessitant un acte chirurgical ou un traitement par lithotripsie **(29 690 960 MRU)**.
- Mise en place d'un bloc opératoire aux normes internationales pour les greffes rénales **(14.000.000 MRU)**

2.Conseil National de Santé (CNS) Perfectionnement de spécialistes en chirurgie des tumeurs du foie, pose des implants cochléaires, microchirurgie des tumeurs de la base du crâne, chirurgie carcinologique **(un million de MRU)**.

3. Centre Hospitalier National (CHN) Equipement et formation de spécialistes de la greffe de la cornée dont les malades étaient jusqu'ici évacués **(9.900.000 MRU)**.

4.Centre Hospitalier Cheikh Zayed : Aménagement du bloc, l'acquisition des équipements pour réaliser les greffes rénales et formation du personnel médical et paramédical **(12.800.000 MRU)**.

5.Centre Nationale de Transfusion Sanguine : Acquisition d'un laboratoire HLA et formation du personnel pour prendre en charge l'ensemble des analyses nécessaires pour le pré et le post opératoire de la Greffe Rénale (**12.000.000 MRU**)

CNAM : Nouvelles extensions

Dans le cadre du Programme politique du Président de la République, son Excellence Mohamed Ould Cheikh El Gghazouany, la CNAM a étendu en 2021 son périmètre de couverture à un nouveau groupe de 100.000 familles vulnérables, soit 620.000 personnes, dont les cotisations sont prises en charge par la Délégation Générale à la Solidarité Nationale et à la Lutte contre l'Exclusion (TAAZOUR). Le Programme présidentiel TAAHOUDATY a aussi permis à un groupe de 2.000 dockers et à leurs familles de bénéficier de la couverture maladie CNAM.

Auparavant, le Programme a intégré 2.000 personnes ayant des besoins spécifiques et les membres de leurs familles au système d'assurance maladie CNAM. Cette couverture maladie a été effectuée sur la base d'un accord avec le Gouvernement en vertu duquel le Ministère chargé des affaires sociales prend en charge les cotisations de ces catégories

La CNAM fournit désormais à ces différents groupes une couverture sanitaire pour l'assuré principal, son conjoint et ses enfants de moins de 21 ans, ainsi qu'une assurance à vie au cas où l'un des descendants souffrirait d'une invalidité permanente.

Déjà, l'assurance maladie CNAM couvre plus 20% de la population et continue à s'étendre progressivement en vue de parvenir à un accès universel au système national d'assurance maladie.

Les groupes couverts antérieurement par l'Assurance maladie CNAM, comprennent selon la date d'intégration au système :

2007 : Fonctionnaires et agents de l'Etat, forces armées et de sécurité, parlementaires et titulaires de pension issus de ces groupes.

2010 : Travailleurs des Etablissements publics, des Sociétés à capitaux publics et des personnalités dépendantes de droit public.

2012 : Employés des Communes, Salariés permanents du secteur privé, Oulémas, Professions libérales (Avocats, Huissiers, journalistes, etc.), travailleurs indépendants et certaines personnes à revenu stable.

2016 : Travailleurs du secteur de la pêche industrielle.

2017 : Travailleurs indépendants.

2018 : Personnels non permanents, travailleurs du secteur de la pêche et autres.

2019 : Personnes non concernées par l'assurance obligatoire.

2020 : Groupe de personnes ayant des besoins spécifiques.

2021 : Groupe de Dockers travaillant au port de Nouakchott (l'amitié)



LA **CNAM** : VOUS SOUHAITE BONNE SANTE

Football mauritanien :

En une soixantaine d'années, que de chemin parcouru !

Différentes figures nationales ont marqué de leur empreinte le football mauritanien à différents niveaux. De feu Thierno Ousmane Fall (1972-1982) à Ahmed Yahya, les dirigeants de fédérations à différentes périodes ont contribué à poser les bases, à la vulgarisation, au développement et à la promotion du football mauritanien. Sur le terrain, les acteurs majeurs (joueurs, arbitres, entraîneurs, corps médical) ont, de leur coté, joué leur partition en portant haut l'étendard national à des époques différentes mais toujours le cœur à l'ouvrage, en mouillant le maillot.

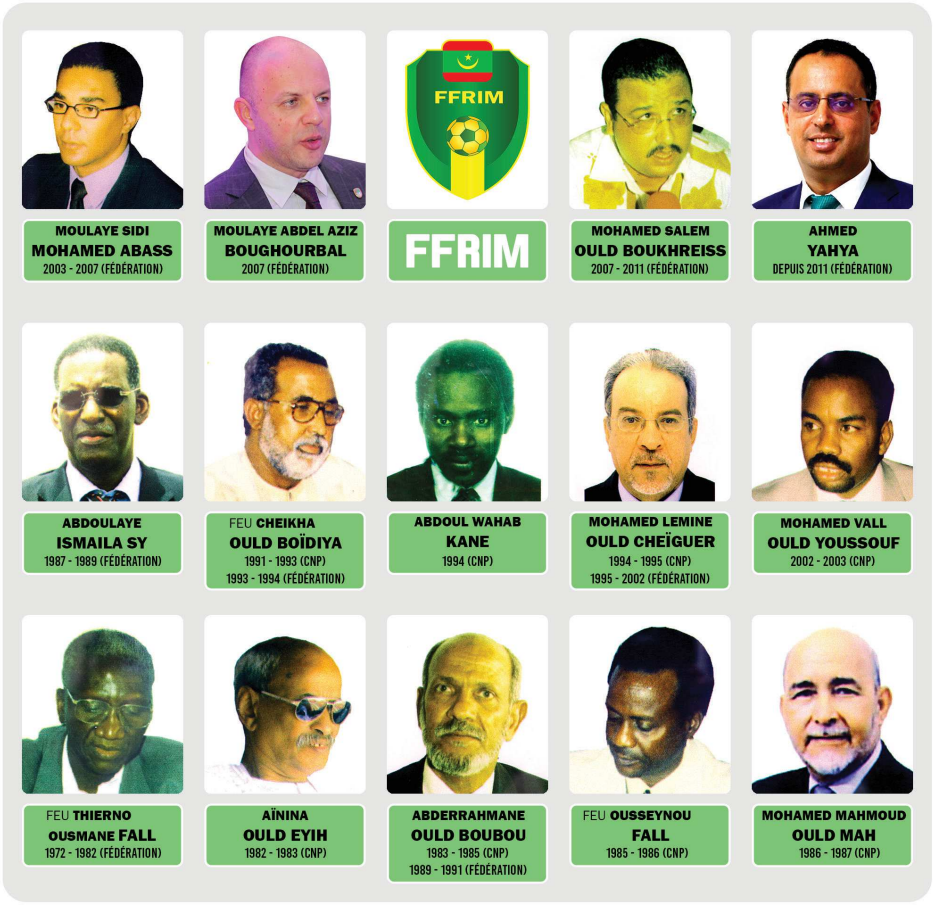
Au fil des ans, en dépit des difficultés notées, chaque équipe dirigeante a tenté d'apporter sa pierre à l'édifice,en impulsant des réformes majeures à même de booster le football mauritanien vers les sommets. Ainsi, des mutations profondes se sont opérées des années durant contribuant à l'essor du football mauritanien et à son ancrage sur le plan continental.

Entre la création de la FFRIM en 1961 et 1963, la Mauritanie a participé, comme tous les pays de la communauté française, aux jeux de Madagascar et de Dakar.

Cette période a été marquée par l'organisation de championnats locaux particulièrement à Nouakchott .Des équipes dirigées et composées essentiellement d'étrangers prendront part à ces compétitions. Ces formations pionnières sont entre autres :

- L'AS PTT
- L'AS PROGRES
- AS REAL
- AS RENAISSANCE
- AS EDUCATION

Cette époque fut aussi marquée par l'organisation de deux éditions de la Coupe Nationale : la première a opposé en finale, en 1963, l'AS Progrès au Lycée de Rosso et la seconde, en 1965, l'AS PTT à l'AS Éducation.



De talentueux joueurs

Des joueurs de grands talents ont marqué cette époque.FALL OUMAR DIT BAROU, AHMED BOYDIYA, FEU MAHMOUDY BOUKHREISS étaient des révélations venues du Lycée de Rosso, BADDAFALL, FEU N'DIOUGA DIOP, THIERNO étaient les fers de lance du l'AS Progrès.

L'opinion sportive de l'époque observa avec attention la création en 1968 des équipes de différentes sections du Parti du Peuple Mauritanien (P P M) à Nouakchott :

- SECTION 1 CAPITALE
- SECTION 2 CAPITALE
- SECTION 1 KSAR
- SECTION 2 KSAR
- SECTION I NOUAKCHOTT
- SECTION II NOUAKCHOTT
- SECTION III NOUAKCHOTT
- SECTION IV NOUAKCHOTT

Outre la participation aux éliminatoires des jeux africains à Dakar, cette période connut des évènements importants à caractère politique et qui ont mobilisé toute la jeunesse mauritanienne. Il s'agissait de la semaine nationale en 1970 et du festival de la jeunesse en 1974.

Les équipes de l'intérieur se distinguèrent au football où la médaille d'or est revenue à Kaédi contre Rosso : IBNOU DIA, AZIZ WANE, MAMADOU DIARRA étaient les joueurs les plus en vue de Kaédi.

TOURE HAROUNA, SALEM MEMOU, ont, quant à eux, mené Rosso à la finale.

Au festival de la Jeunesse, la médaille d'or revenait à Nouakchott contre Kiffa : BIRAMA GAYE, SENE MAMADOU, FEU MOHAMED OULD MESSAOUD DIT RAY FALL, DIAKHITE CHEIKH, ZEID MESSOUD, TOUDA NABA, SALIKOU, DIALLO furent des éléments déterminants de leurs équipes.

Cette période faste du sport mauritanien et du football en particulier a été rendue possible grâce à une conjugaison de facteurs. L'arrivée des coopérants (entraîneurs) chinois et coréens du Nord de football et de volley-ball, dans le cadre de la coopération entre la Mauritanie et ces deux pays, a beaucoup contribué à l'amélioration du niveau général de notre football.

Cette époque a connu la mise en place de deux sélections de Nouakchott : CHEBAB RIYADHIY et ESPOIRS, à l'image du HAFIA et du KALOUM STAR de Conakry, pour représenter le pays aux deux compétitions inter-clubs de la CAF : la Coupe d'Afrique des Clubs Champions et la Coupe d'Afrique des Clubs vainqueurs de la Coupe.

Avènement du clubisme

Après la dissolution des sections du Parti du Peuple Mauritanien (PPM), suite à l'arrivée au pouvoir des forces armées, en 1978, l'événement le plus marquant en 1979 fut le retour au clubisme avec la création des clubs :

- ACS KSAR
- ASAC CONCORDE
- ASC POLICE
- AC ARMEE
- IMRAGUENS DE NOUADHIBOU
- ASCGARDE
- ASC ENTENTE
- ASC BANQUES
- ASC GENDRIM.





MOHAMED SALEM OULD HAROUNA DIT SNEIDREY, TAHARA, MINI, SIDI MOUSTAPHA, MAMADOU NDAW DIT ELEVE, GHAITHY OULD ABDEL HAYE, ABLAYE FALL, ADAMA N'DIAYE,MOUSSA SANGARE DIT BABA,BABCAR DIOP, DIT N'DIOBO, LES FRERES WADE (MOUSSE ET DJIBY), OUMAR FALL, ABDATT, ABDELLAHI OULD HAMZA, SAO et autres ont été les joueurs en vue.

Des CNP à la pelle

L'histoire du football mauritanien a été jalonnée de dissolutions de fédérations et de créations de Comités Nationaux provisoires(CNP) qui se révéleront tous inadaptés et inefficaces. La valse des présidents ne changea rien à la crise structurelle de notre football. Du premier CNP, crée en 1982 jusqu'en 1987, avec l'élection ''démocratique'' du premier président de la fédération, le football mauritanien pâtissait de son environnement. Cette situation calamiteuse continua jusqu'en juillet 1991.

L'histoire du Comité National provisoire chargé de gérer le football a accompagné la vie du ballon rond en Mauritanie. Considérés comme solution de rechange à la crise du football, depuis les années de l'indépendance, les CNP crées par le département des sports déchanteront plus d'un.

Créés par arrêté ministériel, les CNP vont se succéder avec une rapidité si fébrile que le public n'aura presque jamais le temps de comprendre ce qu'on lui présente.

Malgré toutes les politiques du sport prônées, le pays connaîtra vingt ans (1982-2002) d'improvisations, vingt ans d'échecs mais surtout vingt ans de déchirements et de quiproquo.

La préoccupation majeure des différents CNP a toujours été la gestion de l'équipe nationale.

C'est ainsi qu'en 1982, les autorités procédèrent à la dissolution de la FFRIM, remplacée par un Comité National Provisoire, chargé de gérer et de développer le Football (CNP), dirigé, dans un premier temps, par Monsieur AININA OULD EYIH. ABDERRAHMANE OULD BOUBOU lui succéda en 1983 et ce jusqu'en 1984 à la tête du CNP.Ould Boubou reviendra en 1989 et ce jusqu'en 1991 à la tête de la fédération.

« Amendement Ould Mah »

En 1984, Dr Mohamed Mahmoud Ould Mah, alors contrôleur d'Etat, fut dépêché au CNP afin ''d'assainir le milieu sportif''.Ould Mah s'employa à faire du Cabral de Dakar la continuité du tournoi de Nouakchott.Il fallait pour lui que les joueurs se sentent chez eux et apportent dans un environnement favorable le meilleur d'eux-mêmes. Une sensibilisation fut menée tambour battant .La participation des ressortissants mauritaniens fut extraordinaire .Aux soutiens financiers se sont ajoutés les apports matériels et moraux. Des caravanes furent organisées et l'Etat affichait une disposition jamais ressentie. Dans le cadre de sa préparation, les Mourabitoune disputèrent des matches amicaux contre des sélections allemandes et russes. Malgré cela, l'équipe fut éliminée au premier tour.

Par ailleurs, le docteur Mohamed Mahmoud Ould Mah s'était illustré avec brio. Le président de la Fédération nationale de football amenda une proposition du Bureau exécutif de la FIFA, à son congrès de 1986, à Mexico, pour que la représentation de l'Afrique, à la Coupe du Monde, passe de trois à cinq équipes. « J'ai dégagé une majorité en faveur de cet amendement », note-t-il alors (« Amendement Ould Mah », PV du congrès FIFA 1986 à Mexico). Notre compatriote, feu Bâ Mahmoud, alors ambassadeur de Mauritanie à Abidjan, lui rapporta un numéro du journal « Fraternité Matin », avec, en manchettes : «L'honneur du football africain défendu par le président de la Fédération mauritanienne de football à Mexico ».

Grâce à ce texte, la représentation de l'Afrique, à la Coupe du Monde, passait de trois à cinq équipes. Après Dr Ould Mah,Monsieur SY ABDOULAYE ''PECOSS'' reprendra les commandes. Le président de l'ASAC Concorde est élu en 1987 à la tête de la Fédération. Sous sa houlette, nombreux clubs européennes (Servette de Genève avec Karl Heinz Rummenigge), Lille avec Roger Boli disputèrent des matchs amicaux au stade olympique de Nouakchott. Pour la première fois, le public nouakchottois, découvrit les grosses pointures européennes et mondiales.

A l'actif de ''Pecoss'', il est noté pendant un laps de temps, une certaine diversité des compétitions nationales et une politique de relations extérieures fructueuses. On enregistra aussi un raffermissement des relations avec les partenaires tant africains qu'internationaux.

En 1987, une commission du département des sports,avec l'aide du directeur technique Guèye Magatt, se chargea de conduire la sélection nationale au Cabral avec des résultats toujours catastrophiques.

En dépit du travail réalisé, Sy apprendra en même temps que l'opinion sa destitution, la dissolution de la FFRIM .Le département fut de nouveau appel en 1989 à Abderrahmane Ould Boubou. Suite aux mauvais résultats du Cabral de 1988, la sélection fut disloquée avec l'éviction de certains joueurs ténors .D'autres se sont volontairement expatriés notamment le goléador Moussa Traoré. Après la démission de Ould Boubou, l'équipe connaitra une période de flottement.

Signalons que Pape Seck, Moussa Traoré,Takhmane Diop,Djiby Dieng,Abdellahi Maouloud dit Janvion,Mohamed Diop''Vieux'', Cissé Amadou,-Mada Falily Fall entre autres, ont marqué cette époque.

Lettres de noblesse

L'arbitrage mauritanien a écrit les lettres de noblesse de notre football avec Idrissa Sarr, Fall Babacar, Fall Sedigh, Gassama Lassana,Mohamed Sbai, Hamdy N'Diaye,Mountaga Sada, Démbélé Birama,Sow Ibrahima,Ba Ismaël ,Samba N'diaye,Ba Moussa,Sogue Abdoulaye,Mountaga Sada,Lemghabdoj Mohamed,Sall AbdoulAziz, Guèye Moussa Malal,Ali Lemghaifry, etc .

Stabilité nationale

En juillet 1991,Cheikha Ould Boidiya fut appelé à la rescousse. Le football mauritanien connaîtra une certaine stabilité nationale et une réelle crédibilité internationale. La restructuration qu'il a entamée, avait commencé à produire des résultats. Il fallait pour lui que le sport soit pensé à la base. Mais, il fallait aussi se doter d'une structure solide qui puisse répondre aux attentes des sportifs. Les joueurs principaux acteurs, devraient être, selon lui, placés dans un environnement adéquat pour leur permettre de répondre aux exigences du public. Les clubs, émanation de notre équipe nationale, avaient commencé à se faire connaître et respecter sur le plan africain. Rénovateur, Cheikha imprima sa marque sur la discipline durant les trois ans de sa présidence. Il posa les fondements d'une équipe nationale à partir d'une base constituée par les clubs compétitifs.

Après sa brutale disparition, le 8 février 1994,Cheikha fut remplacé par Kane Abdoul Wahab à la tête d'un CNP .Quelque mois plus tard, le département de tutelle désigna Mohamed Lemine Cheiguer dit Guemine. Nommé dans un premier temps comme président d'un CNP chargé de gérer et de développer le football en RIM ,Guemine fut élu comme président de la FFRIM, suite à une Assemblée Générale le 30 mars 1995 pour un mandat de quatre ans, et réélu le 26 janvier 2000.



Le duo Guemine-Mohamed Vall Ould Youssuf réussirent l'organisation du CABRAL,du 17 au 28 novembre 1995, qui a vu la Mauritanie accéder, pour la première fois, à la Finale de ce tournoi .Les Mourabitoune perdirent à la fatidique séance des coups de pieds arrêtés face à la Sierra Leone(3-4).

Clubs de Sociétés d'Etat

Cette période fut marquée par la création de clubs de société d'état : ASC SONADER, ASC SONELEC, ASC CAISSE NATIONALE DE SECURITE SOCIALE (CNSS), ASC AIR MAURITANIE ,ASC PORT DE NOUADHIBOU et ASC SNIM. Les joueurs qui ont marqué cette époque étaient, entre autres : Brahim Malha, les frères Sidibé (Abdellahi, Ahmed et Bilal), Boubou Diabira, Abdoulaye Diallo''Courtaud'',Khalifa Dieng,Sidi SIDHA, Sall Moustapha,Lamine Diop, Gaye Samba Diagne, Thièmoko Mohamed Lekoueiry, Meissa Coulibaly, Jemal Khyar, Mohamed Khouna Ould Mahfoudh, Ahmed ELEYA, Sidi Mohamed Mahmoud dit Sidi Mreihba, les frères Wade (Magaye et Mawade), etc..

La Ligue Nationale de Football

Devant le bilan peu reluisant des dernières années (fin des années quatre vingt dix-début 2000), la FFRIM avait été amené à se désengager du volet relatif à la compétition au profit d'une nouvelle structure, dotée d'un ensemble de prérogatives et d'une latitude plus grande pour gérer les différentes catégories du championnat national. Créée le 13 décembre 2001, la Ligue servira de courroie de transmission entre la FFRIM et les clubs, tout en ayant une plus grande marge de manœuvre dans l'organisation et la supervision du championnat.

Auparavant, en 2000, le Comité de gestion de l'Equipe nationale qui fut constitué et dirigé par Aziz Boughourbal, permit le retour sur la scène continentale des Mourabitoune qui participèrent aux éliminatoires de la CAN 2004.

Mandat de la FFRIM

La Fédération de Football de la Mauritanie, plus connue sous l'acronyme FFRIM, est une association nationale créée le 22 novembre 1961. Elle est régie par la loi 64.098 du 9 juin 1964, ses Statuts adoptés le 28 septembre 2013 et les Statuts de la FIFA. Elle reçoit délégation du département en charge des Sports à l'effet de gérer, développer, promouvoir et contrôler le football sur toute l'étendue du territoire national. Elle s'est affiliée à la FIFA en 1964 et à la CAF en 1968. Son siège social est à Nouakchott (Capitale de la Mauritanie).

La FFRIM est neutre d'un point de vue politique et confessionnel. Toute discrimination d'un pays, d'un individu ou d'un groupe de personnes pour des raisons d'ethnie, de sexe, de langue, de religion, de politique ou pour toute autre raison est expressément interdite sous peine de suspension ou d'exclusion.

La Fédération de Football de la Mauritanie a notamment pour objet :

-d'améliorer constamment le football et de le promouvoir, le contrôler et le réglementer sur l'ensemble du territoire de la Mauritanie en tenant compte du fair-play et de son impact universel, éducatif, culturel et humanitaire et ce, en mettant en œuvre des programmes de développement et en faveur des jeunes ;

-d'organiser les compétitions de football association sous toutes ses formes au niveau national, en définissant au besoin de façon précise les compétences concédées aux différentes ligues qui la composent ;

-de fixer des règles et des dispositions et de veiller à les faire respecter ;

-de sauvegarder les intérêts communs de ses membres ;

-de respecter les Statuts, règlements, directives et décisions de la FIFA, de la CAF et des autres organismes dont elle est membre, ainsi que des Lois du Jeu afin d'en prévenir toute violation et d'assurer que ces derniers sont également respectés par ses membres ;

-d'empêcher que des méthodes ou pratiques ne mettent en danger l'intégrité du jeu ou des compétitions ou ne donnent lieu à des abus dans le sport de football association ;

-de contrôler et superviser toutes les rencontres amicales de football association sous toutes ses formes qui se disputent sur l'ensemble du territoire de la Mauritanie ;

-de gérer les relations sportives internationales en matière de football association sous toutes ses formes ;

-d'accueillir des compétitions de niveau international ou autres.

Sa durée est illimitée.

Son siège est fixé à Nouakchott, capitale de la Mauritanie. Il peut être transféré en tout autre lieu du territoire sur décision de l'Assemblée Générale.

Source : FFRIM

CHIFFRES CLÉS :

La FFRIM compte aujourd'hui près de 65 000 licenciés dont 500 bénévoles.

-64690 licenciés (au 31 décembre 2018)

- 583 clubs

- 8300 matchs par an

-15 ligues régionales

-500 bénévoles

Source : FFRIM

Dynamique de jumelage

Contraint par les autorités de l'époque, Mohamed Lemine Ould Cheiguer démissionna, le 2 octobre 2002, de son poste de président. Durant son règne, une nouvelle dynamique ayant pour but le jumelage avec des clubs et fédérations nanties fut opérée. Le projet Meridian avec la Turquie constitua une illustration éloquente de cette dynamique. La FIFA, pour sa part, engagea une politique de financement avec le projet GOAL au profit de la Mauritanie, destinée à la réhabilitation du stade de la Capitale devant être pourvu de deux pelouses (gazon synthétique et naturel).

Secrétaire général de la FFRIM, Mohamed Vall Ould Youssouf fut intronisé président du CNP. Il dirigea l'instance et se chargea d'organiser l'Assemblée Générale élective du 30 mars 2003.Seule en course, la liste dirigée par Moulaye Abass obtint une écrasante majorité.

Vent de changement

Dirigé par un Présidé par Monsieur MOULAYE ABBASS , le bureau Fédéral a compté en son sein les jeunes rénovateurs : ABDEL AZIZ BOUGHARBAL et AHMED YAHYA. Le premier en qualité de Secrétaire Général et le second en qualité de responsable des équipes nationales.

Un véritable vent de changement a commencé à souffler sur le football et des méthodes nouvelles ont été introduites dans le management de la Fédération, de manière globale.

Les équipes nationales comprenant des joueurs expatriés ont été mises en place et des entraineurs de haut niveau ont été recrutés. Par ailleurs, des pelouses synthétiques réalisées au stade CHEIKHA, à Nouadhibou et à l'Office du Complexe Olympique (OCO) grâce à la coopération avec la FIFA ont contribué à un meilleur essor de notre football.

Après quatre ans de mandat, Moulay refusa de prolonger suite à la requête de la tutelle. Il décida de partir le jour d'expiration de son mandat. Secrétaire général du bureau sortant, Moulaye Abdel Aziz Boughourbal fut désigné, le 9 avril 2007, à l'unanimité président par intérim de la FFRIM.



Il s'employa à assurer la transition jusqu'à l'organisation de l'Assemblée Générale Elective. Seul candidat en lice, Monsieur MOHAMED SALEM BOUKHREISS fut élu président de la FFRIM qu'il présida du 21 Juillet 2007 au 21 Juillet 2011. Dahmed Tegueddi , Souleymane Diallo, Mohamed Ould Mohamed Lemine,Karamokho Moussa Traoré ,Khattry Ould Khourou ''Gaucher'',Moussa Baghayogho ont été entre autres les meilleurs joueurs ayant émergé au cours de cette époque.

Mutations profondes

En 2011, pour la première fois des élections libres, plurielles et transparentes ont opposé les candidats AHMED YAHYA au candidat MOULAYE ABBAS se tinrent à l'issue desquelles le candidat AHMED YAHYA de la liste de l'Equipe du Changement a été élu, le 21 Juillet 2011, à une majorité de 34 voix contre 24 à son challenger.

Président de la Fédération de Football de la Mauritanie, Ahmed YAHYA est réélu le 26 mai 2019 pour un troisième mandat de 4 ans lui permettant de continuer à œuvrer pour le développement constant du football mauritanien.

''C'est le début d'une ère nouvelle pour le football national marquée par des mutations profondes aux plans administratif, technique, règlementaire et infrastructurel'', estiment les observateurs de la scène sportive.

Et les dirigeants de rangs de la FFRIM mettent en exergue à leur actif des réalisations, entre autres de nature à booster le football mauritanien:

- L'élaboration de nouveaux textes fondamentaux de la FFRIM (statuts, Règlement d'Organisation, Code d'Ethique, Code Disciplinaires et Code Electoral, etc..)
- La création d'une ligue nationale chargée de gérer les compétions nationales.
- La mise en place des équipes nationales toutes catégories confondues avec des staffs complets.
- La création d'une académie de football de la FFRIM.
- La réalisation d'un nouveau siège.
- L'ouverture du système d'affiliation de tous les clubs à l'intérieur du pays.
- La réalisation de nouvelles infrastructures à Nouakchott, Zouerate et Nouadhibou.
- La création d'une unité de production TV transformée plus tard en chaine TV ARRIADIYA.
- La création d'un restaurant et d'une boutique pour la vente des produits dérivés de la FFRIM.
- La restauration de la crédibilité de la FFRIM au plan extérieur.

Ces transformations ont débouché sur la qualification de la Mauritanie, pour la première fois de son histoire, à la phase finale du Championnat d'Afrique des Nations (CHAN) en Afrique du Sud 2014, suivie par une autre qualification au CHAN au Maroc, en 2018, et de deux qualifications à la phase finale de la Coupe d'Afrique des Nations « Egypte 2019 » et « Cameroun 2021 » et d'une qualification à la Coupe Arabe FIFA 2021.

Mamadou THIAM



1960 – 2021, soixante-un ans de football en Mauritanie



14 juillet 1983. Match inaugural du Stade Olympique de Nouakchottµ. Mourabitounes de Mauritanie– Mena du Niger (0-0).

L'organisation des compétitions de football en Mauritanie a commencé dès l'accession du pays à l'indépendance en 1960, à l'intérieur des camps de militaires d'abord, puis dans des aires publiques de jeu à Nouakchott, Atar, Rosso, Kaédi et Aïoun, seules villes qui abritaient à l'époque des terrains de football.

La Fédération de football de Mauritanie est fondée en 1961. Elle est affiliée à la FIFA en 1964, à la Confédération africaine de football (CAF) en 1968 et à l'Union des Associations arabes de football (UAFA) -non reconnue par la FIFA- en 1974.

-A l'entame des compétitions de football en Mauritanie (1960-1970), les équipes de football étaient constituées, dans leur écrasante majorité, de ressortissants étrangers résidant à Nouakchott, notamment des Sénégalais, des Dahoméens -actuels Béninois-, des Maliens et de quelques rares mauritaniens (militaires, fonctionnaires, jeunes élèves).

-1961. Le premier championnat de football est organisé au stade du Ksar, à l'époque l'unique enceinte nationale murée,dédiée au football, sans tribune. Ce championnat fut organisé par le ministère des Sports et a regroupé les clubs de l'AS PTT, AS-PRO, AS Renaissance et AS Progrès (une équipe exclusivement constituée de Dahoméens).

-1962. La première compétition interrégionale du pays a été organisée au « terrain militaire de Nouakchott » (emplacement actuel du « Carrefour Madrid »). Le tournoi dit de « l'Etat-major de l'armée nationale » a regroupé les camps militaires d'Atar, de Rosso, d'Aïoun et de Beyla de Nouakchott.

-1963. L'équipe nationale de Mauritanie est constituée pour la première fois, sous l'égide de la Fédération mauritanienne de football (FMF). Composée en grande partie d'étrangers naturalisés, elle a effectué sa première sortie internationale, la même année à Dakar (Sénégal) où elle a participé au « Tournoi de l'Amitié ». 3 matchs, 3 défaites : 6-0 face au Congo Léopoldville, 4 à 0 face à la Tunisie 5 à 0 devant la Côte d'Ivoire.Après cette déconvenue, la Fédération mauritanienne de football décide de suspendre l'équipe nationale, pour trois ans, l'objectif étant de mieux former les joueurs,réorganiser le football national et relancer l'équipe nationale.

-1967. La Mauritanie organise son premier match international, amical, à domicile. C'était contre la Tanzanie (1-1).

1972. L'équipe nationale participe au tournoi de l'OMVS à Dakar et s'incline lourdement face à ses adversaires : 0-10 devant le Sénégal, 0 -14 face à la Guinée et 0-7 face au Mali. La fédération mauritanienne de football est dissoute par le ministère des Sports qui forme un Comité National Provisoire (CNP) et le charge de gérer le football national.

-1974. La Mauritanie tombe devant l'Algérie sur le score de 1 -9, en match amical, puis devant le Mali (0-6). Elle obtiendra son premier mach-nul (1-1) face à cette même équipe du Mali qu'elle affrontait en match-retour des éliminatoires aux jeux olympiques de 1976 de Montréal. Cette année sera marquée par l'organisation du premier festival national de la jeunesse à Nouakchott, ouvert et clos par le président Moctar Ould Daddah,dans l'enceinte du tout nouveau stade de la capitale (aujourd'hui Stade Cheikha Boydiya) alors doté d'une Tribune centrale de 200 places et des deux tribunes latérales, chacune de 400 places. Au terme des compétitions, une nouvelle sélection nationale de football est formée, qui comprend, pour la première fois, des joueurs provenant des villes de l'intérieur du pays : Rosso, Kaédi, Kiffa, Aïoun, Atar.

-1976. La FMF décide de participer aux compétitions africaines de clubs. Elle crée deux sélections régionales de Nouakchott qu'elle engage dans les coupes africaines de clubs : « le ChebabRyadhi » et « les Espoirs. La Mauritanie va connaître ses premières victoires de clubs en mach international : victoires de ChebabRyadhi face au Walidan de Banjul (1 -0 & 0-0) et des Espoirs face au Stade d'Abidjan (3-1 & 1-2). Au même moment la première sélection nationale scolaire est formée. Elle participe aux jeux arabes scolaires en Lybie.

Au terme de l'année, une nouvelle sélection nationale est mise sur pied avec une ossature des deux clubs de Nouakchott, renforcée de jeunes de la sélections colaire. La subvention annuelle accordée par le ministère des Sports à la Fédération de football, jusque-là de 2 millions d'ouguiyas, est doublée.

L'équipe nationale rencontre la Haute Volta en préliminaires de la Coupe du monde de 1978 (0-0 & 0-1). Elle participe aux Jeux panarabes de 1976 à Damas en Syrieoù elle va enregistrer trois défaites, face à l'Egypte, au Kuweit et à la Palestine.

-1976–1980 :le championnat national, et la coupe nationale de foot, sont organisés régulièrement, avec des phases finales disputées à Nouakchott. Idem pour le championnat scolaire dont les phases finales sont aussi organisées à Nouakchott. Les « Espoirs » et le « ChebabRyadhi » sont dissouts. La Fédération décide d'engager les clubs vainqueurs du championnat national et de la coupe nationale dans les compétitions continentales. Le Ksar, l'ASC Garde nationale, la Police, entre autres clubs de la capitale, parviendront maintes fois à dépasser les tours préliminaires, mais seront chaque fois éliminés au mach suivant.

L'équipe nationale livre plusieurs matches amicaux et participe aux éliminatoires de la coupe d'Afrique des Nations, avec des fortunes diverses ; la Mauritanie n'encaisse plus de « score fleuve », et à quelques occasions, joue même d'égal à égal contre ses adversaires : matches nuls face au Bénin, au Mali, à la Guinée, victoires devant la Gambie, le Bénin, la Sierra Leone, le Cap-Vert, la Guinée Bissau, le Libéria, le Niger…)

Dans le cadre des éliminatoires de la coupe du monde 78, la sélection nationale parvient à tenir en échec, à Nouakchott, les puissants Lions de l'Atlas (vainqueurs de la coupe d'Afrique des Nations en 1976), avant de se plier au match-retour à Casablanca (2-2 & 1-4).

-1979- 2007. L'équipe nationale de football prend part aux Tournois Amilcar Cabral, appelés « Coupe Amilcar Cabral » qui regroupe les pays de la sous-région africaine. Des participations qui lui vaudront sa première victoire en match international dont le « 2-1 » face à la Guinée équatoriale en 1979 et « (1-0 face au Mali en 1980 ». C'est dans ces tournois que la sélection nationale va se qualifier pour la première fois, à une demi-finale d'une compétition internationale (Gambie, 1981, éliminations aux tirs aux buts par la Gambie, pays hôte.

-De l'indépendance à l'an 2000, la Fédération de football était gérée par des anciens footballeurs, des bénévoles, fortement attachés au foot, qui ont inlassablement sacrifié de leur temps et de leurs maigres ressources pour développer ce sport dans le pays. Parmi ceux-là, Feu Fall Thierno. Les ressources de la FMF provenaient de l'Etat mauritanien puis de quêtes auprès de sociétés publiques et privées du pays. L'équipe nationale disposait d'un unique jeu de maillots par an. Souvent, elle n'évoluait pas dans les couleurs nationales, empruntant ses maillots auprès des clubs de Nouakchott. Pour se rendre dans les pays de la sous-région (Sénégal, Gambie, Libéria…), elle se déplaçait en bus emprunté en général auprès de l'armée nationale. Les joueurs devaient se procurer eux-mêmes, leurs crampons. Il n'y avait pas de prime de match, mais une prime pour les déplacements à l'étranger, qui variait entre 2000 et 5000 UM.

-1982 - 2003 : période trouble de la FMF au cours de laquelle elle sera plusieurs fois dissoute par le gouvernement mauritanien, et remplacée par un Comité National Provisoire (CNP) du fait des résultats qualifiés de « catastrophiques » de l'équipe nationale de football : 1982, 1983, 1985, 1986, 1991, 1994, 1995 et 2003.

En 1983. L'équipe nationale de football est rebaptisée «Mourabitounes ». Un nouveau stade est inauguré dans la capitale, le stade olympique de Nouakchott qui va abriter son premier match, le 14 juillet 1983 : Mourabitounes de Mauritanie – Mena du Niger : 0-0. Pendant la même année, la Mauritanie organise la Coupe « Amilcar Cabral »et sera éliminée en demi-finale par la Guinée Bissau.

Les Mourabitounesparticipent pour la première fois, aux préliminaires de la Coupe d'Afrique 1986. Ils triomphent du Libéria mais seront écartés par l'Algérie au premier tour des phases éliminatoires.

La Fédération mauritanienne de football se donne un nouveau nom, elle devient « Fédération de football de la RIM (FFRIM) ». La coupe nationale de football est désormais dénommée « Coupe du président de la République »

La Mauritanie bénéficie du premier soutien de la FIFA à travers le projet « Goal de développement du football » et le président de cette institution, Sepp Blatter, visite Nouakchott pour la première fois.

Cette époque sera marquée par l'arrivée de nouveaux leaders, chefs d'entreprises, à la tête de la Fédération de football : Ould Boydiya Abderrahmane Ould Boubou, GuemineCheigher, entre autres, vont user de leurs relations, pour injecter de nouveaux fonds dans le développement du football national. Ce sera le moment choisi par le ministère des Sports pour créer un stade dans chaque capitale régionale du pays et, un stade dans chacune des-Moughataa de Nouakchott. La subvention annuelle du football est revue à la hausse pour atteindre 15 millions d'ouguiyas.

-2003- 2011 : Période « agitée »du foot national avec un championnat national souvent inachevé, une coupe nationale, ou « coupe du président de la République » rarement organisée et une participation aux échéances internationales réduite auxtournois du Cabral. Cette étape de vie du foot national va déboucher sur la « passation de témoins » entre les dirigeants traditionnels du foot mauritanien et une nouvelle race de jeunes leaders. MoulayeAbsass, Moulaye Abdel Aziz Bougharbal, et Mohamed Salem Ould Boukhreïsseront successivement appelés à conduire les destinées du football national. Le budget annuel de la FMFRIM est relevé à 31 millions d'ouguiyas.

-2011- 2021 : L'ère du président Ahmed Yahya qui est actuellement à son troisième mandat. Le football connaît un boum mondial du fait du développement des outils d'informations et des Réseaux sociaux et du fait de la nouvelle politique de développement du nouveau bureau de la FIFA qui a décidé de venir en soutien aux pays appelés« petites Nations de football ». Le président de la FFRIM noue d'emblée de fortes relations d'amitié avec son homologue de la FIFA,GianiInfantino. L'instance mondiale assiste davantage le football mauritanien : réhabilitation du stade olympique de Nouakchott et du siège de la FFRIM, réfection des stades de la capitale,Nouadhibou etZoueratt -tous dotés de gazon synthétique-, cooptation de la FFRIM dans toute expérimentation d'axe de développement du football du nouveau programme de la FIFA qui va même tenir à Nouakchott, une de ses assemblées !

Les Mourabitounes se qualifient à deux phases finales de la CHAN et à deux autres de la CAN « Egypte 2019 » et Cameroun 2020 ».

Le stade de la capitale est rebaptisé « stade Cheikha-Boydiya » du nom du président de la Fédération mauritanienne de foot (1991-1994), disparu dans un accident de la circulation sur la route de Rosso où il devait se rendre pour les besoins du football

Au plan de l'organisation du football national,le « professionnalisme » est instauré en plus d'unchampionnatde l'élite dit « Super D1 »une Super D2, une troisième division,l'impulsion du foot féminin, du futsal et du Beach soccer. La Mauritanie est désormais représente dans toutes les compétitions de foot continentales et arabes, toutes catégories confondues.

Côté finances, fini le temps où les dirigeants faisaient du porte à porte auprès de donateurs privés ! Le budget annuel alloué par l'Etat mauritanien à la Fédération de foot est relevé. L'Etat mauritanien continue de prendre en charge les équipes nationales et autorise même l'organisation de téléthons au profit du football ;la FIFA renforce son assistance tant matérielle que financière à la Mauritanie ; les droits médias sur les matchs internationaux et les phases finales des compétitions continentales et mondiales atteignent des sommets ;la publicité, les sponsors locaux tels les sociétés de téléphonie, renflouent les caisses et le cas échéant, offrent des Bus haut de gamme à la Fédération…

La FFRIM s'offre les services de staffs techniques étrangers (mieux payés que les ministres de la République) ; des regroupementset des stages sont régulièrement organisés, tant à Nouakchott qu'à l'étranger ; des primes de victoires sont instituées au profit des footballeurs (1000 - 2000 Euro/match gagné) ; le corps médical est renforcé, une académie est créée. Au plan de la présentation, les joueurs sont entièrement équipés et « se paient même le luxe » d'échanger leur maillot avec leurs adversaires à l'issue de matchs).

Faits particulier durant cette décennie, la Mauritanie a intégré les cent premières nations de foot des classements annuels de la FIFA qui compte 211 associations de foot (l'équipe nationale vient de chuter après ses dernières défaites de l'an 2021 ; (103èmeplace au mois d'octobre).

La Mauritanie aorganisé la CAN de moins de 20 ans et le président de la FFRIM a été élu par ses pairs africains à la charge de 2ièmevice-président de la CAF.

En 1961, la Mauritanie adoptait la politique sportive qui consistait à « participer -aux compétitions internationales- pour participer », l'objectif étant de faire connaître le pays et d'affirmer son indépendance vis-à-vis des pays du monde.

En 2021, tout se passe comme si cette politique est toujours de mise : la Mauritanie continue de « participer pour participer » aux joutes internationales; ses meilleures performances demeurant son accession aux phases finales de la CAN et de la CHAN et ses qualifications aux demi-finales du Cabral.

Oumar El Moctar

Le Mouvement des Scouts et Guides de Mauritanie :

A la découverte des talents

Par Samba Mamadou Gueye

Le scoutisme est un mouvement éducatif pour les jeunes, fondé sur le volontariat. C'est un mouvement à caractère non politique, ouvert à tous, sans distinction d'origine ni de croyance, conformément à ses buts, principes et méthodes. Le fondateur de ce mouvement est Lord Baden Powell, né à Paddington , Londres. Il était avide d'apprendre et d'aller à l'aventure, il n'a jamais été un très bon élève car il préférait observer les animaux dans la nature, jouer des pièces de théâtre ou encore imiter ses professeurs.
En 1907, il a écrit un livre pour les jeunes, « Scouting for boys » traduit en français sous le titre « Éclaireurs ». Dès 1909, le mouvement prend le nom de « Guides » et acquiert vite beaucoup d'importance avec des scouts dans de nombreux pays du monde. En 1920 au jamboree, le mouvement réunit pour la première fois des scouts de 21 pays.
En Mauritanie, il y avait l'Association des Scouts et Guides de Mauritanie qui était un mouvement de scoutisme fondé en 1979 et qui se définit comme un mouvement d'éducation des jeunes, fondé sur le volontariat et le bénévolat conformément aux principes et à la méthode universelle du scoutisme. Elle compte 2900 adhérents en 2007. En 1992 elle est devenue « Association Mauritanienne des Scouts et Guides ».

Ces questions, entre autres, nous ont incité à fouiller en profondeur le cheminement du mouvement pour en découvrir les origines, les initiateurs
Pour aborder ces questions, nous avons rencontré des acteurs qui nous ont parlé de l'aventure du mouvement des scouts et Guides de Mauritanie.

M. Sid 'Ahmed Becaye, président du mouvement des scouts :



« Je vous remercie de m'avoir donné l'occasion de m'exprimer sur le mouvement des scouts et guides de Mauritanie. Aujourd'hui, beaucoup de gens ne savent pas grand-chose du mouvement des scouts. Pourtant, il a été introduit en Mauritanie il y a plusieurs décennies. Curieusement, ce mouvement scout éducatif très ancien, n'a pas de siège comme les autres institutions et associations et n'a pas à proprement parler un organe dirigeant structuré.
Il est temps que les dirigeants du mouvement jouent pleinement leur rôle pour servir fidèlement le mouvement».

M. Mohamed Jiddou, conseiller du président du mouvement des scouts :

Parlez nous de l'histoire du mouvement des scouts ?



Merci, vous savez, il y a des opinions divergentes sur le début du mouvement. . Il n'y a pas d'informations précises sur les personnes qui ont introduit l'idée du mouvement scout en Mauritanie. Selon plusieurs témoignages concordants, c'est M. Kane Amadou Moctar qui a a introduit le mouvement des scouts en Mauritanie. Enseignant et homme politique en 1947, il répandit la pensée du mouvement à Boghé et de là, vers Nouakchott et le reste des autres villes du pays. M. Kane Amadou Moctar avait une vaste culture dans les arts, la littérature, (plusieurs pièces de théâtre à son actif), l'histoire C'était un vrai homme de culture, autant enraciné dans la civilisation africaine qu'ouvert à la société occidentale. Ce fut un homme politique influent qui fut candidat à la présidentielle en 1998. Il était pharmacien et grand connaisseur de l'histoire de la Mauritanie et du Fouta.
Mais il faut savoir que les premiers camps scouts menés par le mouvement scout mauritanien, financé par les scouts français, se sont déroulés entre 1958-1961 à Kaédi, Aleg et Atar en raison de la présence de bases militaires françaises dans ces villes à l'époque. Le mouvement a connu un arrêt en 1961 en raison de certaines conditions politiques. Et à partir de là, le travail a commencé pour réhabiliter les masses (structures) pour jouer le rôle du mouvement scout avec le soutien de l'État.
En 1978 le mouvement scout a obtenu une licence et il a une reconnaissance officielle par le ministère de l'Intérieur à l'époque pour recommencer son travail et se répandre dans le monde. Les régions intérieures du pays sont alors reconnues par les Bureaux Mondial et Arabe du Scoutisme. Ce qui a conduit à réfléchir et à renommer le mouvement et son nom qui a été changé. Les scouts mauritaniens ont rejoint « l'Association mauritanienne des scouts et Guides ».
Pour attirer l'association de ce point de vue, de nombreux jeunes membres (hommes et femmes) comptant environ 4000 membres. Et en raison d'autres données et circonstances, le nom de l'Association est devenu le « Mouvement des Scouts et Guides de Mauritanie ». Ce mouvement scout est un mouvement d'éducation, de sensibilisation et de prise de conscience.



Sur ce point, le mouvement scout est devenu un mouvement éducatif volontaire, apolitique, orienté vers la jeunesse et ouvert à tous et qui cherche à construire mentalement l'individu, psychologiquement et physiquement. Être un bon citoyen avec de bonnes mœurs.

Le travail de scoutisme est un travail de sensibilisation, d'éducation, de pédagogique, de moral et d'idéologie. Le mouvement scout est la troisième école après l'école et la famille, ce qui signifie que le mouvement a un rôle éducatif et formateur pour les individus.

Principes et lois

Concernant les principes et les lois, le mouvement a une « promesse » qui résume tous les principes et objectifs qu'il cherche à mettre en œuvre. Avoir une relation forte avec Dieu, l'amour du pays et l'amour des autres. Cette « promesse » se résume ainsi : « Je jure sur mon honneur : d'accomplir mon devoir envers Dieu et mon pays, d'aider les autres en toutes circonstances et de respecter la loi scoute et guide ».

Pour ce qui est du mouvement physique, expressions et couleurs de l'uniforme qui indiquent le



rang d'éclaireur et de guide.

Dans cet axe, le mouvement scout a des mouvements et des expressions physiques en plus des couleurs des uniformes qui montrent la position et l'âge du scout et du guide, et nous le montreront à travers les étapes de scoutisme suivantes :

• Le stade des oursons vêtus de jaune et les fleurs les rencontrent des guides, et les deux partagent la couleur de la robe et de l'appel, où ils répondent toujours lorsque l'appel leur est fait avec le mot «Je fais de mon mieux.»

• Quant à celles qui sont au stade de scouts, elles portent la couleur rouge, et il en va de même pour les scouts parmi les guides, et elles répondent aux deux lorsqu'elles sont appelées par le mot « prêt ».

• Quant aux Scouts et Guides, ils sont libres de choisir la couleur et de répondre lorsqu'ils sont appelés avec le mot « dans l'événement ».

Lever les trois doigts de la main est une expression de l'engagement du scoutisme envers les trois principes du mouvement scout : accomplir le devoir en vers Dieu, la patrie et soi-même.

Objectifs purement développementaux

Parlant des objectifs du mouvement scout mauritanien, les objectifs du mouvement scout national ne sont pas différents de ceux de ses homologues dans le monde, en tant que fondateur de l'idée du scoutisme mondial. L'anglais « Baden Powell » a fixé des objectifs généraux pour le mouvement qui ne diffèrent pas de son concept, ce qui signifie développer les jeunes et affiner leur esprit pour pouvoir se construire et construire leurs communautés. Et ces objectifs sont résumés dans toute la prise de conscience du mouvement, volontaire et activités éducatives qui ne peuvent se limiter à un côté.

En conséquence, les objectifs du mouvement scout mauritanien sont des objectifs culturels, de développement, de sensibilisation et de travail sur la découverte des talents.

Brahim Ramwane :
« La force de l'activité du mouvement dans la période 1989-2008 »



Vous savez, la période d'émergence des activités du mouvement scout mauritanien. Le mouvement était fort entre 1989 et 2008, lorsqu'un accord a été trouvé entre les parties. Et c'est grâce à cet accord que le mouvement a participé à des activités internationales et a échangé des visites avec l'Organisation scoute arabe.

Le mouvement du scout mauritanien a également organisé une activité dans certaines rencontres internationales auxquelles il a participé. Dans la même période, il a préparé des formations et a participé à des événements nationaux : la campagne de reboisement et de nettoyage de Nouakchott et la campagne de lutte contre l'analphabétisme.

En plus, le mouvement a mené des campagnes de sensibilisation à travers le pays, telles que la campagne des jeunes pour lutter contre l'extrémisme, les campagnes contre la haine et le racisme, et les campagnes contre la violence domestique et de lutte contre le tabagisme.

Facteurs qui conduisent à la faiblesse des activités du mouvement à l'heure actuelle

Considérant le faible rôle qu'il joue sur la sensibilisation et l'éducation à l'heure actuelle, le mouvement risque de disparaitre en tant que mouvement ancien qui a accompagné les événements historiques du pays. Depuis l'indépendance le mouvement dispose d'un président pour faire la sensibilisation, l'éducation et de la formation. Ce qui rend les activités du mouvement très faible à l'heure actuelle c'est la simple raison qui est due à plusieurs facteurs dont :

1. le conflit entre les ailes arabes et la Mauritanie, où les propriétaires de l'aile arabe prétendent que le mouvement des scouts et guides mauritaniens est un mouvement arabe et doit être rejoint par les scouts arabes Organisation. Et cela, est rejeté par les propriétaires de l'aile française qui voient que le mouvement scout mauritanien est un mouvement francophone et il a été fondé par un groupe de Français.

Donc, il doit rejoindre le mouvement scout africain. C'est ce que rejettent les propriétaires de l'aile arabe. Ainsi, le mouvement scout mauritanien est resté autonome et en dehors du cercle des deux régions. Il ne peut en aucun cas combiner deux régions à la fois car la loi du mouvement scout mondial l'interdit.

2. le mouvement scout mauritanien est paralysé actuellement parce qu'il est volontaire, apolitique. Par conséquent il ne peut pas mener d'actions politiques soutenues par des institutions administratives. Donc son rôle est joué par des organisations de la société civile et d'autres organismes.

3. Le travail des scouts manque de visibilité en partie parce que les des institutions et des organisations de partenariat ont été démantelées.

Il n'y a plus de source matérielle pour le mouvement d'aider à couvrir ses activités et ses programmes, contrairement à ce qui se passait auparavant.

Avant, il entretenait des relations fructueuses avec des institutions nationales telles que, le ministère de la Santé, le ministère de l'Environnement, le ministère de l'Éducation nationale et celui de la Jeunesse et des Sports. Des relations fructueuses avec des organisations internationales telles que l'UNESCO, l'Organisation mondiale de la santé et le Croissant-Rouge mauritanien.

Quant aux leaders les plus importants du mouvement scout mauritanien, nous pouvons citer Ibrahim Ramdane, Kane Amadou Moctar, Mohamed Salem Ould Sidi, Ahmed Ould Bekaye, M.Tah, Hammoud Ould Tfeyl, entre autres…

En conclusion, le mouvement des scouts et guides mauritaniens, , demeure un mouvement scout avec un parcours historique réussi dans le domaine de la sensibilisation, de l'éducation et de la découverte des jeunes talents (voir photos).

Son concept, ses objectifs, ses principes et ses lois agissent sur la formation personnelle et pratique de l'individu. Malgré ses faibles performances dans la période actuelle, il restera le premier mouvement dans le domaine de la découverte et de la formation de talents, et donc nous serons honnêtes si nous disons qu'il s'agit d'un mouvement de soumission et de sacrifice pour le bien de la patrie.

Bouddah Ould Bousseiry ou la foi et l'honnêteté sans compromis



La silhouette imposante, l'air et le ton martiaux, la barbe soyeuse, Mohamedou Ould Mohamedou, plus connu sous le nom de Bouddah Ould Bousseiry, laisse paraitre sous ses paupières constamment passées au khôl, un regard profond, pesant, donnant l'impression à ses interlocuteurs de lire dans leurs pensées.

Son expression de concentration et son sérieux ne trouvent guère de répit que dans les rares moments de volontaire détente pour imprimer plus de chaleur à l'atmosphère.

Avec un art inné de la communication, il donne à sa voix l'intonation de solennité ou de douceur selon le sujet du moment.

Il déborde d'une infinie énergie qui trouve toute son amplitude lors de ses mémorables Khotbas qui sont autant d'appels à la foi et de réquisitoires contre les tares sociales et les injustices.

Fils d'un grand Marabout, Bouddah semble, sur le plan du savoir, destiné à remplacer son père qu'il perdit quelques mois avant sa naissance et dont, pour cette raison, il porte le même nom.

Cette privation ante-naissance n'affecta en rien son éducation religieuse grâce à l'enseignement que lui prodigua sa mère Savia Mint Cheikh Mouhamedou, connue dans la région pour l'immensité de son savoir.

Avant même d'atteindre la douzaine, Bouddah récitait le Saint Coran avant d'orienter vers l'étude des courants d'ascèse mystique de l'Islam comme la « Ghadiriya » et la « Chadhiliya ». Ses professeurs étaient, dans un premier temps, les grands Oulémas de sa famille, notamment son oncle Mohamed Ould N'Abgue. Tour à tour, il profita de l'encadrement de grands érudits comme Cheikh Ahmedou Ould Ehmedreye, Yehdhih Ould Abdel weddoud, Sid'El Wali El Ahcenni.

Très vite, il fit le tour des sciences coraniques, maitrise le « Tejwid », le figh, les hadiths, la grammaire et la rhétorique.

Il fonda, très jeune encore, sa propre Mahadra transhumante avant d'opter pour la sédentarisation par souci de préserver sa riche bibliothèque qu'il considérait comme son bien le plus précieux.

C'est ainsi qu'il choisit Nouakchott pour se fixer définitivement, devenant l'Imam de la Grande Mosquée.

Cet homme qui s'astreignait chaque jour que Dieu fait à prier cent fois, à donner des conférences dans la Mosquée du Ksar, cet homme qui s'opposait de front au pouvoir quand il jugeait que celui-ci déviait du juste chemin, cet homme qui ne s'est jamais départi de son courage, cet homme dont la foi est sincère et profonde, cet homme, Bouddah, n'a simplement pas de pareil.

HMS

Mohamed Salem Ould Abdel Weddoud :

L'homme-bibliothèque



Le visage serein, le front haut et marqué du sceau de la prière, le regard franc, la voix suave, Mohamed Salem Ould Abdel Weddoud est un homme profondément pieux, sage et pondéré qui a consacré sa vie toute entière à l'acquisition et à la diffusion du savoir au point d'être une Mahadra à lui tout seul, d'être une bibliothèque, un océan de savoir.

Sa présence d'esprit, son sens de la réplique intelligente et à propos, sa force phénoménale de mémorisation, l'ampleur de ses connaissances pluridisciplinaires, sa modestie et son sens de l'humour sont légendaires.

Ouvert et d'une infinie indulgence envers les autres, il est d'une rigueur sans faille envers lui-même.

Calme et attentif, il a un sens aigu de l'observation et de l'analyse. Comment, d'ailleurs, pourrait-il en être autrement pour un homme érudit et un poète né.

En homme de grande culture et d'une sincérité déroutante, il joue en beauté avec le conditionnel et les nuances que sa maitrise des subtilités de la langue arabe lui permet avec grande aisance. En témoigne bien une réponse qu'il m'avait faite, il y a 35 ans, quand je lui demandais son âge et qu'il me répondit : « Je serais, parait-il, né vers 1939 dans le Sahara mauritanien quelque part au nord du Trarza ».

Dès son jeune âge, Mohamed Salem Ould Addoud entama, comme de tradition, son enseignement dans la Mahadra de son père Mohamed Ali Ould Abdel Weddoud, un sanctuaire du savoir qui a rayonné sur toute la région et drainé des milliers de personnes venues puiser les connaissances coraniques, le figh, la théologie, la langue arabe et l'histoire à une source intarissable.

La mère de Mohamed Salem Ould Abdel Weddoud et sa cousine ont beaucoup contribué à sa formation. Elles lui apprirent à réciter le Coran, à connaitre les règles grammaticales, à assimiler la Sîra du Prophète (PSL) et la généalogie dont elles avaient une profonde maitrise.

Leur tâche de formatrices a sans doute été largement facilitée par l'esprit délié de l'élève et sa force de mémoire qui étaient cités en référence depuis sa tendre enfance.

A partir de 1961, il entama une formation supérieure à la faculté des sciences juridiques de l'université de Tunis où ses professeurs lui faisaient remarquer qu'il s n'avaient rien à lui apprendre qu'il ne sache déjà. Cette formation universitaire fut consolidée par une expérience pratique dans les tribunaux de la capitale tunisienne ; expérience qui raffermit sa connaissance du droit et le familiarisa avec les rouages procéduriers.

HMS

Ma contribution à la formation de différentes générations fait partie de mes meilleurs acquis (SE M. Sid 'Ahmed Ould Dey)

L'ancien ministre et ambassadeur Sid'Ahmed Ould Dey fait partie de la première génération de cadres mauritaniens qui ont su, par leur culture fortement ancrée dans la tradition et imbue de la modernité, apporter leur contribution à l'édifice de l'Etat mauritanien naissant.

Il appartient à ceux qui sont parvenus, le long de leur carrière, à accumuler un capital d'expérience inégalable qui leur a permis d'endosser, avec courage, des responsabilités administratives au sein de l'Etat mauritanien au cours des années soixante-dix du siècle dernier.

Il fut membre du gouvernement du Père de la Nation Moktar Ould Daddah, avant de travailler, plus tard, au sein de la direction d'une institution de la Ligue arabe.

Il sera par la suite un acteur de l'espace culturel, avant d'enjamber une carrière diplomatique qu'il a commencé en Tunisie, premier pays arabe ayant reconnu l'indépendance de l'Etat naissant de la République Islmaique de Mauritanie.

Aussi, SE M. Sid'Ahmed Ould Dey a toujours contribué à l'action d'une élite soucieuse de l'intérêt national, qu'il a servi avec dévouement en toutes circonstances et lieux.

Dans un entretien avec le magazine Horizons, SEM. Sid'Ahmed Ould Dey fait le tour de différentes questions ayant marqué l'histoire du pays et évoque son parcours de diplomate. Voici la teneur de cet entretien…

Horizons : Où se trouvait Sid'Ahmed Ould Dey le 28 novembre 1960 ?

Sid'Ahmed Ould Dey : La soirée de la proclamation de l'indépendance (aux environs de minuit), je me trouvais à Dakar. Pour être honnête avec vous, je n'étais pas enthousiaste pour des raisons plutôt liées à la fougue de la jeunesse ; j'avais seulement dix-huit ans. En plus de cela, dans le nord du pays, nous subissions, plus ou moins, l'impact de la propagande marocaine menée contre l'indépendance de la mauritanie. Peut-être bien que je me suis retrouvé à Dakar pour éviter, en quelque sorte, de vivre cet évènement.

Après une courte période, je suis revenu en Mauritanie où j'ai entamé, la recherche d'une nouvelle voie, dont je n'apercevais que très peu les jalons, du fait à mon jeune âge et de mon état d'esprit et ce en dépit de mon appartenance au parti ENNAHDHA , issu du Mouvement de la Jeunesse Mauritanienne.

Il faut reconnaître que la réalité de notre pays naissant a commencé à nous interpeler, à nous donner de nouvelles idées. Il s'agit de notre pays (le nôtre) dont la construction incombe à chaque individu en fonction de ses capacités et des occasions qui lui sont offertes. Pour mon cas, l'enseignement était le moyen d'apporter ma contribution à cet édifice.

En 1961, j'avais participé au concours de recrutement des instituteurs admis, j'etais affecté à Zouerate, nouvelle cité minière du nord du pays. Je fus alors un jeune témoin de la naissance d'une cité et d'une Nation.

Horizons : pouvez vous nous parler de vos études en Tunisie ?

Sid'Ahmed Ould Dey : Je trouve intéressant de revenir sur les conditions dans lesquelles j'étais parti pour étudier en Tunisie.

Feu Moctar Ould Daddah avait invité Kérim Agha Khan pour assister à la proclamation de l'indépendance.



Ce dernier, au moment de repartir, avait dit à Mokatr que « son pays naissant a plutôt besoin de la formation de cadres. Pour cela, je prends en charge la formation de cinq jeunes étudiants dans des pays que vous choisirez pour une bourse de cinq ans ».

J'ai alors postulé pour une bourse que j'ai obtenue.

Au cours de ma deuxième année d'exercice de l'enseignement, j'ai été affecté à Nouakchott en raison de ma qualité de responsable de communication au sein du Syndicat arabe de l'Enseignement et en même temps directeur du journal « Elwaghî » que publiait cette organisation.

Avant de partir en Tunisie, vers la fin de l'année 1962, j'ai écrit un éditorial sous le titre « Bouyagui le dirigent ou Bouyagui le diable ». Il s'agit alors de feu Bouyagui Ould Abidine, le dirigeant du parti « Ennahdha » qui était destitué de ses fonctions de ministre. L'article a été très mal accueilli par les responsables du pays, ce qui a conduit à l'annulation pure et simple de ma bourse d'études en Tunisie.

J'avais fait recours à Souleymane Ould Cheikh Sidiya (qu'Allah lui accorde sa vaste miséricorde), alors président de l'Assemblée nationale qui m'a tout de suite dit d'aller me préparer pour le voyage.

J'ai passé cinq ans en Tunisie dans le cadre de l'enseignement secondaire et supérieur, notamment à l'Ecole de formation des professeurs adjoints (filière lettres arabes, histoire et géographie) et à la faculté de lettres.

Je considère que j'ai pu au cours de ces années acquérir des connaissances dans les domaines de la méthodologie et de la recherche. L'enseignement visait surtout à apprendre aux étudiants les méthodes de recherche et d'apprentissage.

Horizons : quelles leçons tirez-vous de votre expérience d'éducateur et de dirigeant d'établissement d'enseignement ?

Sid'Ahmed Ould Dey : concernant mon expérience en matière d'enseignement, j'ai eu plus d'expérience en tant que dirigeant d'établissement d'enseignement, plutôt que celle d'enseignant.

Mon premier poste, au retour de Tunisie, c'était celui de Directeur du Lycée de Rosso. En suite j'ai dirigé l'Ecole normale des instituteurs, avant d'intégrer le gouvernement en 1975.

J'ai surtout exercé l'enseignement à l'Ecole normale supérieure (ENS) et à l'université pendant deux ans (1979-1981), avant d'intégrer le secteur privé (librairie). Cela m'a permis de préparer ma candidature au poste de directeur adjoint de l'Oganisation Arabe du Travail.

Les préoccupations de l'encadrement des établissements d'enseignement sont très différentes de celle des enseignants.

L'enseignant doit apprendre aux élèves un certain nombre de savoirs, alors que l'administration est chargée de mettre en place les conditions favorables pour le déroulement de cette action pédagogique. Pour cela j'ai tenu à rester toujours proche de tous, à l'écoute de tous les problèmes pour apporter les meilleures solutions, tout en étant au juste milieu quand certains professeurs se trouvent offusqués par l'indiscipline des élèves.

Les professeurs avaient un niveau beaucoup plus élevé par rapport à ceux d'aujourd'hui. L'explosion démographique a créé un besoin croissant en matière d'infrastructures scolaires et de personnel enseignant. Une situation qui a plutôt fait prévaloir la quantité au détriment de la qualité et conduit à la baisse du niveau de façon général.

Cette baisse de niveau s'est répercutée sur les examens nationaux, notamment le baccalauréat qui reflète aussi bien la baisse du niveau des enseignants que celle du niveau des apprenants.

Horizons : et votre expérience de ministre chargé de la Jeunesse, des Sports, de la Culture et de l'Information :

Sid'Ahmed Ould Dey : j'ai accédé au gouvernement le 22 août 1975 à l'âge de 33 ans pour être le plus jeune de l'équipe.

Le fait que le conflit du Sahara s'annonçait déjà a beaucoup limité nos moyens d'action eu égard à l'effort de guerre.

Par conséquent, on devrait agir sans moyens, mais l'enthousiasme et la conviction ont beaucoup compensé l'absence de moyens matériels.

Cette guerre avait beaucoup pesé sur le pays jusqu'au coup d'Etat de 1978. Ils (les militaires, ndlr) avaient trouvé plus facile de changer le système en place plutôt que de continuer la guerre contre l'Algérie.

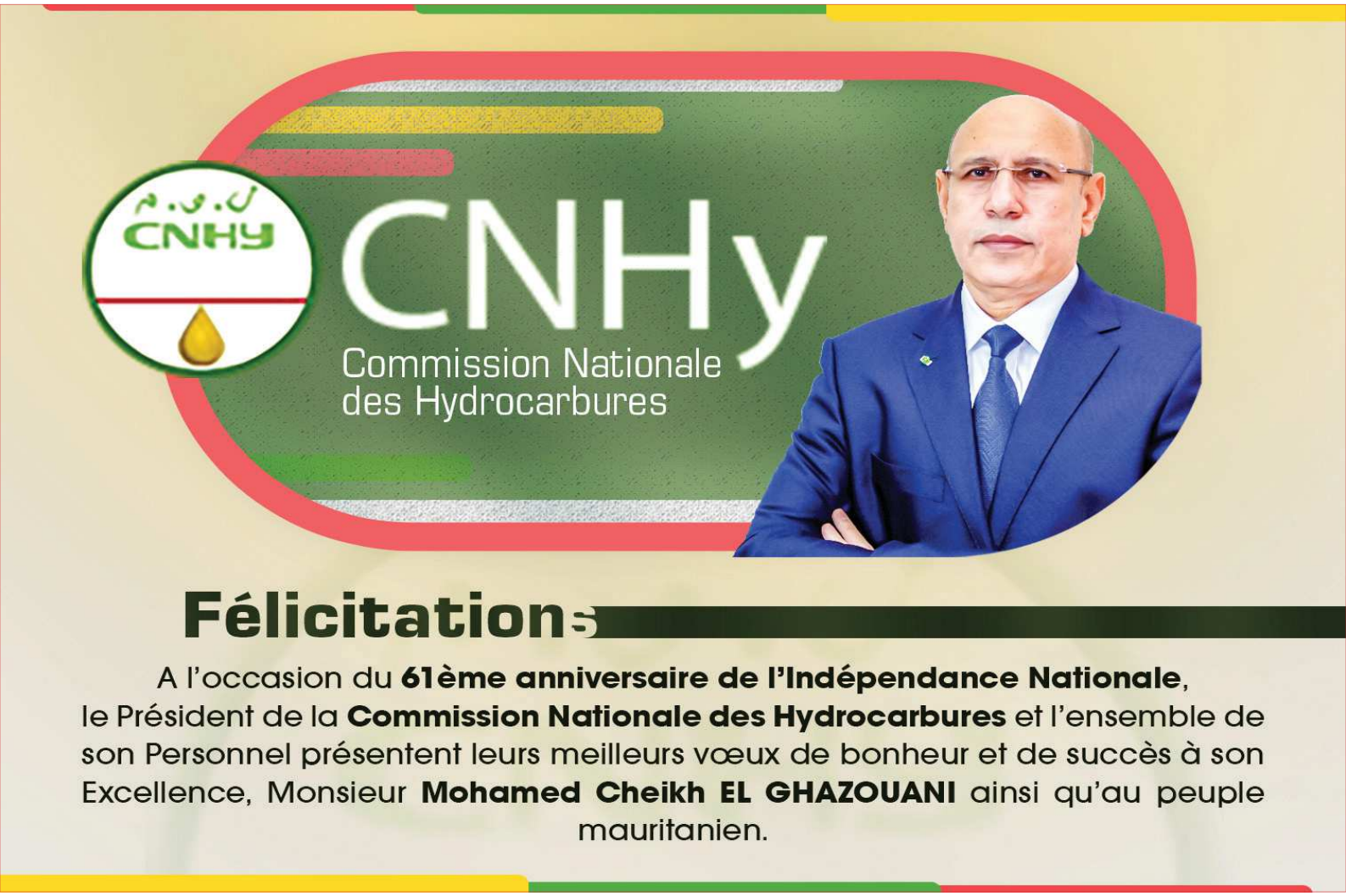
Au cours de cette période, je retiens essentiellement comme acquis important, la préparation politique et matériel le 1er Congrès de la jeunesse. La plupart des jeunes avaient alors abandonné l'opposition après la nationalisation de la MIFERMA et la révision des accords avec la France.

En effet, les ambitions étaient grandes, mais le moyens faisaient cruellement défaut.

Ironie du sort, je me souviens d'avoir signé une décision faisant du premier bureau occupé par l'ancien Président de la République Moktar Ould Daddah (Qu'Allah lui accorde sa miséricorde), patrimoine historique protégé. Plus tard, je suis passé pour constater que cette maison, dont la façade nord est démolie, est occupée par un blanchisseur étranger !

Concernant mes rapports avec le chef de l'Etat, il s'agit de relation directes, car son bureau était ouvert devant moi et j'avais la possibilité de le joindre, à tout moment, par téléphone, notamment quand j'avais en charge le portefeuille de l'Information.

Un jour, le Président de la République m'a appelé alors que je n'étais pas encore au bureau. Il composa mon numéro de domicile pour me dire : « J'espère que tu n'a pas eu une crise d'asthme hier soir », une façon de me faire la remarque avec beaucoup de tact. Je lui avais répondu que j'avais veillé, jusqu'à une heure tardive, pour compléter un travail que je n'ai pu finir au bureau.





Les rapports entre le Président Moktar (Au'Allah lui accorde sa miséricorde) et ses ministres etaient fondés sur la confiance. Pour lui, les membres du gouvernement etaient entièrement responsables des départements qu'ils dirigent, y compris en ce qui concerne le choix de leurs collaborateurs et la gestion du peu de moyen dont ils disposaient. Personne ne pensait à s'enrichir.

Le président avait décidé d'octroyer des terrains aux ministres afin qu'ils puissent construire leur domicile et débarrasser l'Etat du fardeau de la subvention des logements. Ce fut, pour moi, la seule parcelle de terrain que j'ai obtenue durant toute ma carrière.

Je me souviens d'avoir adressé une demande au ministère des Finances en vue d'obtenir un terrain, alors que M. Ba Houdou était directeur des domaines. Ce dernier m'avait dit : « c'est le moment ou jamais pour vous d'obtenir un terrain, étant donné que je suis directeur des domaines et Boijdjel Ould Homoid ministre des Finances ». Les deux hommes étaient des élèves au Lycée de Rosso au moment où j'en étais le proviseur. Tout s'est passé exactement comme il l'a dit.

Horizons : 1978, coup d'Etat, prison..Vos souvenirs ?

Sid'Ahmed Ould Dey : Suite au coup d'Etat, le président de l'Assemblée nationale et tous les ministres avaient été placés en résidence surveillée à l'intérieur de la caserne du Génie à Toujounie(Aujourd'hui poste de commandement de la 6èmerégion militaire, ndlr) dans une maison composée de quatre pièces. Le salon était destiné au séjour et aux repas alors que les autres chambres, équipées de lits superposés, servaient de dortoirs.

J'avais comme camarades de Chambres Sidi Ould Cheikh Abdallahi (qu'Allah lui accorde sa vaste miséricorde) et Mohamedhen Ould Babbah. Les premiers jours étaient difficiles en ce qui concerne le déjeuner. Mais, par la suite, les familles vont s'organiser pour préparer les repas à tour de rôle. Plus de problèmes en ce sens.

Ould Mohamed Salek (Feu colonel Moustapha Ould Mohamed Salek président du CMSN et chef de l'Etat, ndlr) n'avait pas l'intention de nous remettre en liberté.

Ce sera Ahmed Ould Bousseif, qu'Allah lui accorde sa miséricorde (Feu Colonel Ahmed Ould Bousseif, ancien Premier ministre), tombeur de Ould Mohamed Salek, qui nous accordera une liberté provisoire. A ma connaissance, jusqu'à nos jours, cette liberté provisoire n'a jamais été levée !

Notre séjour en détention était mis à profit pour la lecture du Coran et d'autres livres. Certains parmi nous avaient appris des versets du Coran en même temps que les obligations religieuses et les règles de la langue arabe.

Notre libération n'était soumise à aucune condition en dehors du fait que toute pratique politique nous était interdite. La politique étant alors devenue un monopole des militaires.

Horizons : Vous étiez directeur adjoint de l'Organisation Arabe du Travail, une instance spécialisée de la Ligue Arabe avec siège à Bagdad, puis ambassadeur de Mauritanie en Tunisie. Comment êtes-vous arrivé à ces postes et quels souvenirs gardez-vous de votre séjour dans la capitale irakienne ?

Sid'Ahmed Ould Dey: J'étais parti à Bagdad, comme membre d'une délégation d'entrepreneurs mauritaniens, pour prendre part aux travaux d'un congrès de l'Organisation Arabe du Travail. Je dirigeais la société des livres islamiques.

Les frais du voyage et des séjours étaient pris en charge par l'homme d'affaires Sid Mohamed Ould El Abbass (Qu'Allah lui accorde son pardon), qui présidait l'Union du patronat de Mauritanie.

Trois candidats briguaient le poste de directeur Adjoint de l'Organisation ; un jordanien d'origine palestinienne, un soudanais et moi-même. Parmi les trois, j'étais le candidat le moins favori eu égard au poids encore faiblede la Mauritanie, dont plusieurs pays ne reconnaissaient pas encore l'arabité. Le jordanien passait pour être le favori de cette course du fait que son père présidait l'Organisation Arabe de l'Entreprenariat.

Quand le ministre Soumaré Oumar avait demandé à l'ambassadeur de notre pays à Baghdad, Mohamed Yahya Ould Ahmed Elhady quelles étaient les chances de notre candidats ? ce dernier lui avait répondu : « Même pas 1% » !

Les choses se dérouleront, par la suite en ma faveur. Il y a eu le retrait du candidat soudanais qui avait obtenu le plus faible vote et au second tour, la candidature mauritanienne a été plébiscitée par tous les pays en dehors de quatre. Si je me rappelle bien, il s'agit de la Jordanie, de l'Egypte, de la Palestine et de l'Irak.

J'ai passé cinq ans à Baghdad, dont la plus grande partie se situait en pleine période du conflit Iran-Irak. Je continue encore d'avoir la nostalgie de Baghdad, notamment ses vastes rues et ses palmiers adorables.

Ma carrière diplomatique a duré sept ans au cours desquels j'ai occupé le poste d'ambassadeur à Tunis jusqu'à la retraite en 2000. C'était une période très bénéfique en raison de ma très bonne connaissance de ce pays où j'ai fait mes études. J'ai souvent mis à profit mes relations pour faciliter l'inscription de bon nombre de mauritaniens dans les universités tunisiennes.

Horizons : quel jugement portez-vous sur la situation politique actuelle du pays ?

Sid'Ahmed Ould Dey : La Direction nationale assure une sage gestion des affaires du pays découlant d'une profonde compréhension de son Histoire et de sa civilisation et qui dénote de la volonté de le conduire vers un avenir sûr, sans ambiguïté ni obstacles.

Aussi, le recours à la concertation constitue un choix idéal pour mieux gouverner et remettre en place tout ce qui a été bafoué par les années de la dictature et de la gestion unilatérale.

Horizons : un dernier mot ?

Sid'Ahmed Ould Dey : L'opinion publique est toujours exigeante quand il s'agit de savoir les résultats des reformes et la restitution des biens dilapidés. Il faut toujours garder l'espoir que cela puisse se réaliser dans le calme et la fermeté et à temps opportun.

Nous souhaitons que cette ambiance d'apaisement et de compréhension puisse encore se perpétuer dans le pays et que la quiétude et le pardon restent les valeurs dominantes.

Nebhani O/ Emghar
Trad. Ely Maghlah

ATTM-sa

Groupe SNIM

Société d'Assainissement, de Travaux, de Transport et de Maintenance



Félicitations

A l'occasion de la célébration du **61ème Anniversaire de l'indépendance Nationale** le 28 Novembre 2021, le Directeur Général d'**ATTM-sa** et l'ensemble de son Personnel souhaitent une Très bonne fête au Président de la république, son Excellence, Monsieur **Mohamed Ould Cheikh EL-Ghazouani** ainsi qu'au peuple Mauritanien.



Le G5 SAHEL SUR LA VOIE DE LA REFORME ET DE LA CONCRETISATION DES PROJETS, AU SERVICE DES POPULATIONS

En 2014, les Chefs d'État du Burkina Faso du Mali, de la Mauritanie du Niger et du Tchad ont été des visionnaires en créant le G5 Sahel ; pour que notre espace soit un lieu de paix, de sécurité et de développement durable. Pour ce faire, la Stratégie pour le Développement et la Sécurité, adoptée en 2016 dont la première phase couvre la période 2019-2021 avec son outil de mise en œuvre qu'est le Programme d'Investissements Prioritaires (PIP).

La première phase de cette Stratégie sera relue pour tenir compte du contexte actuel. En effet, les attaques terroristes se multiplient et touchent des zones jusqu'à présent épargnées, confirmant ainsi que la sécurité reste au cœur des défis. Étant convaincus que sans sécurité il n'y a pas de développement ni présence de l'État et vice-versa, alors la priorité doit être mise sur le renforcement des capacités militaires des États membres mais aussi de la Force Conjointe du G5 Sahel.

Concernant le 2èmepilier qui est le développement, l'actualisation du Programme d'Investissements Prioritaires (PIP/ 2022-2024), va tenir compte, tant dans sa conception que dans sa mise en œuvre, des enseignements de la précédente phase (2019-2021). Ce travail en cours se fait en droite ligne avec la mise à jour de la Stratégie de Développement et de Sécurité (SDS), le document-cadre de référence du G5 sahel.

LA REFORME EN MARCHE

Depuis 2020, plusieurs réformes ont été engagées, notamment au niveau du Secrétariat Permanent devenu Secrétariat Exécutif, avec plus de prérogatives et d'instruments opérationnels à sa disposition et de nouveaux groupes d'acteurs tels que l'Alliance Sahel et la Coalition pour le Sahel qui ont été créés pour soutenir le G5 Sahel.

L'organisation a entrepris de mettre davantage l'accent sur la concrétisation de projets à impact rapide. Des initiatives de proximité, calibrées de manière plus pertinentes et rapidement réalisables, et qui impliquent directement les populations concernées ont été prises avec pour objectif de répondre de manière plus palpable à leurs préoccupations les plus immédiates. C'est ainsi que le Cadre d'Actions Prioritaires Intégré du G5 Sahel (CAPI) a été adopté par les Chef d'État et que sous la forme d'une phase pilote, le Projet d'aménagement territorial intégré (PATI)
a été lancé dans le Fuseau Centre du G5 Sahel.

Au profit des femmes et des jeunes, qui sont acteurs clés dans le dispositif du G5 Sahel mais qui restent des couches vulnérables, des initiatives particulières seront prises pour renforcer leur résilience à travers notamment la Plateforme Régionale des femmes et la mise en œuvre des recommandations issues de la Stratégie intégrée de la Jeunesse du G5 Sahel.

Au quotidien, des initiatives sont prises pour conclure des partenariats bi et multilatéraux de plus en plus nombreux et qualitativement, afin d'obtenir des résultats encore plus probants au service de nos populations, surtout les plus vulnérables.

A moyen et long terme, le G5 Sahel se veut au cœur de l'action de transformation structurelle et d'intégration régionale afin de contribuer à un progrès socioéconomique globale. Telle est l'ambition qui guide par exemple, la réalisation du projet de chemin de fer « Transsahélien », dont les discussions pour son financement sont en cours, après la validation de l'étude de faisabilité et le projet de transport aérien.

Dans cet esprit, l'implémentation du rooming dans l'espace du G5 Sahel qui est déjà une réalité permettra de fluidifier les communications au bénéfice des populations.

La situation dans espace du G5 Sahel est certes difficile. Cependant les équipes sont pleinement mobilisées, au Secrétariat Exécutif et dans tous les démembrements et structures rattachées, avec une volonté farouche d'agir pour relever les nombreux défis.

Avec abnégation et solidarité, et le soutien des partenaires, de plus en plus nombreux, notre organisation parviendra à démontrer qu'il est possible de changer le destin de la région, de passer d'un Sahel riche mais qui traverse des crises multiformes, à un Sahel riche, havre de paix, "un espace économiquement intégré, socialement prospère, culturellement riche où la sécurité et la paix règnent durablement…" comme l'ont voulu les pères fondateurs du G5 Sahel.

En ce 61é anniversaire de l'accession de la Mauritanie à la souveraineté internationale le Secrétaire exécutif du G5 Sahel son Excellence l'Ambassadeur Eric Yemdeago TIARE qui a pris ses fonctions le 03 Aout 2021 à Nouakchott berceau de l'organisation félicite au nom du président en exercice du G5 Sahel, du Président du conseil des Ministres ; de l'ensemble du personnel comme à son nom personnel le peuple mauritanien et son excellence Mohamed ould Cheikh GHAZOUANI président de la République chef de l'état pour le progrès et les réalisations accomplis

VIVE LA Mauritanie
VIVE LE SAHEL TERRE DE BRASSAGE

Député Alioune Diop :

Des labyrinthes de la politique aux tentes du campement



Assis sur un canapé mobile, au milieu des arbres dont les branches laissaient se faufiler des rayons du soleil, le doyen des élus de la moughataa de Rosso et son premier député au Parlement, Alioune Madické Diop, passe la plus grande partie de sa journée de façon routinière, au centre de la cour de son ancienne maison sise dans le quartier «Escale « de Rosso et surplombant les rives du fleuve Sénégal.

Une autre vue à laquelle Alioune Diop et les passants qui empruntent la route principale de la ville, la première voie pavée dans le pays au début des années 50 du siècle dernier, a habitué sa contemplation matinale en prenant paisiblement place sur le fauteuil en métal.

Le député est né en 1940 à Keur Mour à l'Est de Rosso, au milieu d'une famille dont le village a adopté le père comme « son chef » et le directeur de ses affaires, choisissant lui-même d'être l'un de ses députés.

De la maison à l'école

Le fils du « chef du village » s'est inscrit à un âge précoce à l'école en 1945, à l'époque où celle-ci se limitait à 3 salles sans table-bancs avant que l'« école 1 », appelée par les habitants de la ville « Ecole des générations », la première école primaire, ne soit construite.

De Rosso à Boutilimit et de Saint-Louis à Dakar, puis Rennes, des étapes charnières et des mutations régionales et internationales nées d'une guerre mondiale, qui ont eu un impact sur son éducation et sa formation au cours de son cursus scolaire.

Selon lui, il s'agit d'un cursus plein d'activités, ayant contribué à sa formation sur les plans professionnel et politique.

M. Diop a été mandaté en 1962 de la première mission officielle en Guinée, en tant que représentant de la jeunesse mauritanienne au congrès de la jeunesse à Conakry, organisé sur les perspectives de développement et d'emploi en Afrique, et auquel avaient assisté de nombreux cadres mauritaniens.

Il retourna au pays, après une courte formation en France sur la santé préventive, pour s'investir dans la formation et la supervision des infirmiers stagiaires à l'Hôpital National, nouvellement créé. Il a été également le guide et l'enseignant de certaines sciences théoriques en médecine.

De la salle de rédaction à la chambre du parlement

Aliyoune Madické Diop a contribué à la préparation de programmes éducatifs en wolof diffusés sur Radio Mauritanie au début des années soixante du siècle dernier, avant que le Parti du Peuple « Chaab » ne porte son choix sur lui pour devenir la voix du citoyen au parlement.

Le Parti du Peuple choisira plus tard, en 1964, le journaliste encadreur, pour le poste de député de la moughataa de Rosso; fonction qu'il a occupée jusqu'en 1971, à une époque où il était interdit d'évoquer, abstraction faite du siège représentatif, les questions départementales ou régionales sous la coupole du Parlement.

A l'instar de ses collègues députés, il percevait 200 000 francs CFA pour chaque session, sans toutefois que le siège parlementaire ne l'empêche de poursuivre sa carrière.

Il ouvrit donc l'hôtel «Adjamo» au bord de l'océan Atlantique, un hôtel qui a continué à fonctionner avant sa décision de regagner Rosso, à sa sortie du parlement.

Alioune Madické Diop a également contribué à la fondation d'associations d'Amitié entre la Mauritanie et le Sénégal et la Mauritanie et Abidjan.

Il a été envoyé aussi par le gouvernement mauritanien comme chef de délégation auprès du gouvernement chinois. « Je suis le premier mauritanien sur le passeport duquel avait été apposé le visa chinois », dit-il à ce propos.

Le retour au Sud

Le député était le troisième investisseur mauritanien à placer des capitaux dans le domaine agricole après avoir aménagé en 1976 des terres agricoles à l'Est de Rosso.

L'agriculture était circonscrite à cette époque aux coopératives communautaires, utilisant des méthodes traditionnelles et primitives qui n'encourageaient pas l'investissement privé.

L'ancien député a brigué en 1986 le poste de maire de la commune de Rosso sous la bannière de la liste « blanche », mais sans succès. Toutefois, il est resté membre du conseil municipal pendant deux mandats successifs.

M. Diop, le fils du Sud s'est consacré à ses affaires personnelles et à mettre de l'ordre dans son foyer et de ses enfants, dont le professeur d'université et cadre de l'une des sociétés d'assurances, et des filles devenues les mères de différentes maisons.

Rien n'attire l'attention du visiteur qui se rend chez le député dans son ancien domicile, à part des bancs métalliques qui puisent leur couleur du sol argileux de la ville, et l'histoire de Rosso pour laquelle le propriétaire des lieux a tenu reste un témoin.

République Islamique de Mauritanie

Autorité de Régulation

1 .L'Autorité de Régulation

L'Autorité de Régulation est créée en juillet 1999 par la loi 99-019 du 11 juillet 1999 portant code des télécommunications. En janvier 2001, ses compétences sont élargies aux secteurs de l'eau, de l'électricité et de la poste (loi multisectorielle 2001-18 du 25 janvier 2001).

En plus de la loi relative à l'autorité de régulation multisectorielle, des lois et textes d'application spécifiques à chaque secteur, constituent le dispositif juridique et réglementaire de la régulation en Mauritanie.

L'Autorité de Régulation est une entité publique, indépendante et autonome.
L'Autorité de Régulation est constituée d'un Conseil National de Régulation et des directions opérationnelles placées sous l'autorité du Président du Conseil.

I. Les missions de l'ARE

Selon l'article 4 de la loi 2001-18, « l'Autorité de Régulation a pour missions dans chacun des secteurs dont la régulation lui est confiée, de prendre les mesures nécessaires pour :

1. Veiller au respect des dispositions des textes législatifs et réglementaires régissant les secteurs relevant de son domaine de compétence dans des conditions objectives, transparentes et non discriminatoires.

2. Assurer la continuité du service et protéger l'intérêt général.

3. Protéger les intérêts des utilisateurs et des opérateurs en prenant toute mesure propre à garantir l'exercice d'une concurrence effective, saine et loyale dans le secteur concerné et dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

4. Promouvoir le développement efficace du secteur conformément aux objectifs du Gouvernement, en veillant notamment à l'équilibre économique et financier et à la préservation des conditions économiques nécessaires à sa viabilité.

5. Mettre en œuvre les mécanismes de consultation des utilisateurs et des opérateurs prévus par les lois et règlements.

6. Accorder les autorisations prévues dans les secteurs concernés et mettre en œuvre les procédures d'attribution des autorisations, licences et concessions dans des conditions de transparence et de concurrence complètes.

7. Contrôler le respect par les intervenants des obligations qui leur incombent dans le cadre des licences, autorisations et concessions.

8. Suivre le respect des conditions d'exercice de la concurrence dans tous les secteurs de l'économie ».

République Islamique de Mauritanie

AUTORITÉ DE RÉGULATION



Ces missions sont complétées par celles spécifiques à chaque secteur.
De plus, l'ARE conseille le Gouvernement lors de la prise de toute décision relative aux secteurs régulés (missions consultatives).

II. Le Conseil National de Régulation (CNR)

Le CNR est composé de cinq membres :

- trois, dont le Président, sont nommés par le Président de la République ;
- deux membres sont nommés par le Président de l'Assemblée Nationale.

Actuellement le CNR est présidé par Monsieur Cheikh Ahmed Ould Sid'Ahmed.

III. Contact

Autorité de Régulation

Zone résidentielle D
Rue n° 23023 Ksar
BP 4908, Nouakchott

Téléphone : (222) 45 29 12 70 / 45 29 12 41
Télécopie : (222) 45 29 12 79
Courriel : webmaster@are.mr
Site web : www.are.mr

2. Secteurs régulés

Communications électroniques

3 opérateurs mobiles :
- Mauritel
- Mattel
- Chinguitel

1 opérateur de gros principal: IMT
Plusieurs fournisseurs d'accès Internet (FAI) et de services à valeur ajoutée (SAV)
Un taux de pénétration de la téléphonie avoisinant les 120% et d'Internet de 70%

Electricité
5 délégataires de service public déployés sur 21 sites.

Eau
4 délégataires de service public couvrant 106 localités.

Poste
44 bureaux et points postaux répartis sur le territoire national, et dont 37 pour Mauripost.

Hamdi Ould Mouknass, le père de la diplomatie mauritanienne



Né en 1932 à Dakhlet-Nouadhibou, dans l'île de Tidra, fils d'un grand dignitaire du Nord du pays, cet homme qui décrocha son doctorat en droit public à la prestigieuse Sorbonne avait une étoffe de grande ouverture que ne pouvait confiner son insularité.

S'il existe un homme qui a marqué de son empreinte indélébile la diplomatie mauritanienne, voire arabe et africaine, c'est bien Hamdi Ould Mouknass.

Cet homme de grande culture, d'un esprit délié et d'une probité sans faille a été l'un des premiers bâtisseurs de la nation mauritanienne

Profondément pétri des valeurs islamiques, courtois par nature, généreux dans l'âme, modeste par grandeur, discret et sobre ; il était, de fait, l'homme le plus indiqué pour diriger la diplomatie mauritanienne.

Toujours souriant, prévenant, avenant, affable il dégage la confiance absolue et sait mettre à l'aise ses interlocuteurs toutes qualités qui lui valent de forcer l'estime et la considération et d'exceller dans les relations publiques.

Cette aura naturelle, il l'aura mise, deux décennies durant, au service de la Mauritanie et, bien plus, de l'Afrique et du monde arabe.

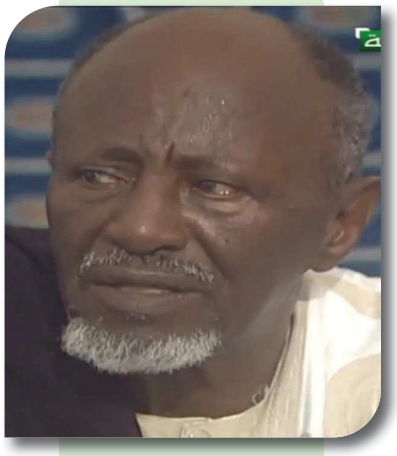
Dans un monde trouble, détricoté par les conflits et les tensions, il s'est vu confier en 1968, le prestigieux poste de ministre des Affaires étrangères de la toute jeune République Islamique de Mauritanie.

Homme de consensus et diplomate talentueux, il a été sollicité et consulté par les plus grands de ce monde pour des décisions aux implications géopolitiques de grande importance, particulièrement pour l'Afrique.

De lui, Abdel Aziz Dahmani, journaliste et fin connaisseur des hommes poliques africains, disait : « Ses qualités de diplomate reconnues par la communauté internationale et l'Afrique, lui ont valu d'être le recours-quasi unique en 1974 pour sauver l'élection du nouveau Secrétaire général de l'OUA d'une impasse qui allait précipiter le continent dans d'insolubles contradictions. Mais, son pays et le Président Mr Moctar Ould Daddah ne pouvaient laisser filer pareille opportunité. Fidèle à ses convictions, Hamdi Ould Mouknass, surnommé « l'homme des situations difficiles » avait promu la diplomatie et le dialogue entre les peuples et les nations, initié des rencontres internationales à l'issue desquelles se sont souvent constitués les socles d'une paix durable. Cela a été le cas en 1969. En effet, son initiative de réunir à New York les ambassadeurs des pays islamiques accrédités auprès de l'ONU, après l'incendie de la mosquée El Qods, a conduit à une rencontre au sommet des souverains, chefs d'Etat et de gouvernement. Cette première conférence tenue à Rabat fut l'occasion pour le Président de la République, Me Mokhtar Ould Daddah, de fouler pour la première fois le sol marocain. De cette rencontre était née l'idée de la Conférence islamique, haut lieu de dialogue entre les peuples d'Afrique, d'Asie et d'Europe ».

HMS

Mohameden Ould Sidi Brahim, le poète, le virtuose



Mohameden Ould Sidi Brahim, est né en 1913 ou en 1914 aux environs de Tiguint, quitta, très jeune son Trarza natal pour déambuler dans les ruelles de Saint-Louis au Sénégal.

Ses dons naturels, plutôt innés, pour la poésie et la musique, qu'il a légitimement hérités de son ascendance maternelle vont très tôt, formater le jeune Mohameden pour en faire l'un des poètes maures qui ont le plus marqué le siècle dernier. Il était né avec la rime.

Ses joutes les plus célèbres sont celles qui vont l'opposer avec verve à ses grands contemporains et amis El Melik Hamamm, Cheïkh Ould-Mekkiyen, Ahmed Ould Mohand El Yedali, El Alem Ould El Bechir, Mokhtar Ould Heddar etc.

Sa poésie se nourrit et s'inspire des écoles mythiques d'Abderahmane Ould Bakar, Doudou Seck dit Ould Ebenou El Moghdad, Sid'Ahmed Ould Ahmed O. Aïda, M'Hamed Ould Ahmed Youra, Ahmed Salem OuldBouboutt, Ould El Gasri, Ould N'Diartou.

Avec la naissance de la station Radio-Mauritanie dans le quartier Nord de l'île à Saint-Louis, les rares Mauritaniens qui détenaient un poste radio étaient familiers d'un Mohameden qui déversait avec une incomparable production poétique et faisait preuve dans ses œuvres d'une délicate inspiration riche de la sédimentation de tout ce que les Hassanes ont tissé comme poèmes au fil des siècles.

En hommage, Mohamed Saïd Ould Hamody disait de lui : "Sa verve de poète et sa mémorisation des anthologies des autres, en plus de sa connaissance encyclopédique de la musique classique maure, feront de lui dans les années cinquante, le conseiller et le démarcheur de « N'dar disc-radio africaine Saint-Louis » une maison d'édition de disques sur « gramophone ». Elle avait sélectionné les ténors de l'époque : Mounina Mint Eleya, Ahmedou et Mokhtar El Meïdah, la jeune Nasserhalla Mint Nghaïmich, l'inoubliable Ould Manou etc ».

Mohameden Ould Sidi Brahim a serviavec brio, toute une vie, la culture hassanophone, le patrimoine culturel artistique mauritanien, la littérature poétique et la musique, en particulier.Son œuvre si foisonnante, si riche et si dense est immortelle.

L'audiothèque de Radio-Mauritanie en est le témoignage le plus concret.

HMS

Sidaty Ould Abba incarne l'histoire, la culture et les idéaux de la société mauritanienne



Figure de proue et monument de la musique mauritanienne, M. Sidaty Ould Abba est éteint le 26 septembre 2019 après une brillante et longue carrière musicale au service de sa patrie, sa communauté et sa culture. L'homme était cher pour tous ses compatriotes et ceux qui le connaissent. Sa disparition avait choqué toutes les élites politiques et culturelles de la Mauritanie.

Il est l'auteur et le compositeur de l'hymne National de la République Islamique de Mauritanie en 1960, date de l'indépendance.

Il est né en 1926 dans la région du Tagant, zone réputée par ses belles oasis et montagnes, selon son fils Ahmed Ould Abba.

M. Sidaty dit Daty est l'arrière-petit-fils de Seddoum Ould Ndjartou (1710-1812). Cet ancêtre de Sidaty est le créateur du Theydine, poésie propre à l'époque.

Au plan humain, Sidaty est connu par beaucoup des gens qui l'ont côtoyé par son caractère jovial, sa belle voix, ses plaisanteries, sa générosité et son hospitalité légendaire.

Outre sa carrière musicale, M. Sidaty était un grand poète populaire et grand connaisseur de la poésie arabe et de l'histoire de la Oumma arabe et Islamique.

Formé au sein de l'école de sa famille Ehil Abba, le célèbre Sidaty apprend de son père Elva ould Abba, éminent auteur et compositeur, le maniement de la Tidinit. Il tient de sa mère, Garmi mint Zeml, le timbre d'une voix très fameuse qui a traversé les sommets du Tagant avant d'habiter la gorge du petit génie. « A 8 ans, la famille découvre un surdoué de la Tidinit et à 15 ans, Sidaty se distingue lors des lectures coraniques avec une voix qui se détache nettement des celle des autres enfants de la zone», raconte son fils Ahmed.

Il retient de son père la chaleur humaine, l'humilité et le sourire permanent. Mais encore l'érudition et le goût pour la musique savante maure.

Sidaty, compositeur du premier hymne national

Les décideurs de l'époque l'ont estimé le mieux placé pour manier la Tidini (instrument de musique maure traditionnelle) et composer le premier hymne national de la République, sur le point de déclarer son indépendance.

Un avion avait été affreté pour le faire venir à Nouakchott, et après, le transporter vers Saint-Louis au Sénégal.

Après avoir mis en chanson l'hymne national du pays, il composera un autre titre pour la nouvelle monnaie mauritanienne : l'Ouguiya.



Les deux compositions resteront les plus fameuses de l'époque et de son œuvre. Sidaty Ould Abba devient la star de la Mauritanie postcoloniale.

Sa musique résonne sur les ondes de la Radio Nationale. Elle va faire rêver des milliers de Sahariens accrochés à leurs petits postes, souvent tard le soir, dans le calme et l'intimité des campements nomades, éclairés par la lueur lunaire, éloignés des sonorités urbaines qui indisposent l'esprit, asphyxient le cœur et irritent le corps. Une voix particulière et pénétrante, dont la saveur n'a d'égal que le silence harmonieux du temps qui passe, tout en étant comme suspendu.

« Peu avant 22 heures, tous les soirs, c'était le moment où beaucoup de voisins se regroupaient sous notre toit, où il y avait le seul poste radio des environs ; personne ne voulait rater ce moment pour le plaisir d'entendre Sidaty avec ses belles chansons glorifiant le pays et ses habitants.

Son nom a été donné au quartier qu'il habitait à Nouakchott : Medina Sidaty prés de la socogim PS près de la garde nationale.

Dans les années 70, Medina Sidaty était le carrefour des griots venus de tous les coins de la Mauritanie.

Soucieux d'éclairer les générations montante des moments phares de l'homme, son éducation, son parcourt musical, les poètes pour lesquels il a chanté et son passé politique, le magazine horizons lui a offert quelques colonnes et ce à l'occasion de la commémoration du 61e anniversaire de l'indépendance nationale.

Parlant de l'historique de la famille et ses origines, son fils Ahmed souligne que Sidaty provient de l'une des familles griots la plus célèbres et la plus réputée à l'échelle nationale. Ses origines remontent à la famille Ehil Ndjartou Ould Hassoun que l'historien Moktar Ould Hamidou attribue à la tribu Chaaniya, et explique qu'elle était venue du sud de l'Algérie et du Maroc via la route Sejelmassa pour s'installer au sud de la Mauritanie au 17e siècle. Pour plus de précisions, il faut se référer à l'ouvrage de Mohamed Ould Bouleiba Ould Ghrab intitulé « Sidaty l'artiste et la personne », publié en 2020 par la librairie Dar El Joussour.

Au sujet de la carriére artistique de l'homme, M. Ahmed a précisé que son père maitrise bien la poésie populaire qu'il a apprise sur son père Elva et son oncle Seddoum, tandis qu'il a été formé sur les techniques de maniement de la Tidini par son père Elva, monument de la musique du Sahara, et fondateur de l'école Ehil Abba, qui constitue une branche d'Ehil Ndjartou.

Il a également appris le maniement de la Tidini d'Ehil Hammad Vall à l'aide de M. Abdallahi Ould Hammad Vall, instrument qu'il a innové.



Il est aussi poète….

S'agissant de la poésie arabe, M. Sidaty en écrit bien sans difficultés, surtout quand il s'agit des orientations destinées à la vulgarisation et la sauvegarde des nobles valeurs et mœurs.

Il a chanté pour des éminents poètes comme Mohamed Ould Tolba, Ali El Jarim, Zouheir Ibin Selma, Hassane Ben Thabet, Kaab ben Zouher, El Houteyaa, el Akhtal et Adiy Ben Raghah.

M. Sidaty a chanté et vulgariser des poèmes relatifs à l'amour et la beauté de la nature, et surtout la zone de résidence, le Tagant, dont figurent ceux de Zeyd Ben Maaouya, Mejnoune Leyla, Dhy Rimma, Mohamed Ould Adiba et Sidi Mohamed Ould El Gasri.

Avec Sidaty, la diva a appris le secret et le goût de la musique savante maure, art que la famille Ahil Abba maitrise et monopolise depuis plusieurs siècles.

Sa mère Mounina Mint Eyda, issue de l'école d'Ehil Eydda, était réputée par sa capacité à manœuvrer avec succès et savoir-faire l'Ardine, instrument musical utilisé par les griottes de l'époque.

Dimi a su combiner le savoir musical des deux écoles et l'affiner davantage et composer et chanter chansons incalculables et extrêmement agréables, fines et séduisantes ; chansons dont l'impact tangible était perceptible chez tous les habitants du Sahara et ailleurs dans le monde.

Dimi, hélas très tôt disparue (2011), avait chanté en faveur de l'indépendance nationale, soutenue les causes de libération nationale arabes et africaines, notamment la libération de la Palestine et la lutte contre l'Apartheid.

Et aujourd'hui, c'est la benjamine de la famille, Garmi mint Abba, à la voix incomparablement charmante et succulente qui est « la dernière » gardienne — avec d'autres artistes du pays de ce long et prestigieux héritage légué par le vieux griot.

Les frères du défunt étaient des géants de la musique etaient connus par leurs belles voix et leur art de manipuler la Tidini, techniques apprises avec Sidaty.

Au sujet du parcours éducatif de Sidaty, son fils Ahmed précise qu'il avait reçu une éducation religieuse, qu'il récitait le Coran, imbibé du soufisme, et grand connaisseur de l'histoire et des lignées des gens de son temps et un cavalier habile.

Décoré à titre posthume

Le chant de Sadati a atteint toutes les régions du désert et tous les pays où les porte-parole de Hassaniya étaient présents et ont exprimé leur admiration.

Des sujets relatifs à son attachement au pays, aux conseils et à la description de la nature, en particulier celle du Tagant ont dominé sa poésie.

On a beaucoup parlé de son chant, loué par les poètes de son temps, et ses frères et fils ont chanté à son sujet, mais sa bonne voix a éclipsé la réception de sa poésie au second rang.

Parlant de sa vocation politique, M. Ahmed a précisé que Sidaty ne faisait pas la politique et se considère l'artiste des maures (Bidhanes). Cette communauté y voit l'artiste objet de consensus et de l'amour de tous. C'est pour ces raisons qu'une rue à Tevragh-zeina a été baptisée à son nom.

Sidaty s'est éteint mais son héritage inestimable reste bien vivant, pour le plus grand plaisir des cœurs sahariens, mais aussi pour l'humanité tout entière.

Après avoir remercié les pouvoirs publics pour la décoration de son père à titre posthume, lors du dernier anniversaire de l'indépendance, Ahmed Ould Abba a émis le vœu de donner son nom à un monument culturel et artistique afin que sa mémoire reste gravée dans le cœur des générations futures.

Rappelons que Sidaty a été décoré à titre posthume le 28 novembre 2019, à l'occasion du 59ème anniversaire de l'indépendance de la médaille d'officier de l'ordre du mérite national, en guise de reconnaissance pour les services qu'il a rendus à la nation.

MAMY

Aïssata Kane :

Feministe de première heure



Grâce à son esprit d'ouverture, sa vision profonde et son attachement à la promotion et au développement de son pays, Aïssata Kane s'était engagée très tôt dans un combat de militantisme en faveur de la promotion de la femme et de la fille, d'abord, et après l'ensemble de la communauté mauritanienne.

Le rôle éminent de la défunte pour la généralisation de la scolarisation des filles, et son combat pour les droits de la femme sont connus par la majorité des mauritaniens.

Sa nièce et fille adoptive, Mme Fatou Diop dite Seyel a déclaré à l'AMI que sa tante a réalisé toutes ses passions avec humilité, courage et détermination. Elle tenait à ne déranger personne par son combat sur tous ces fronts à la fois.

Son fils, Ndiak Touré, pilote à la retraite qualifie sa mère de « femme gentille, souriante, accueillante, généreuse et jouit d'une grande liberté d'expression. Elle suit attentivement et essaie de comprendre ses interlocuteurs ».

Il reconnait d'elle, aussi, son attachement à la religion islamique, en dépit de sa vision progressiste.

« Quand je suis parti faire mes étude à l'URSS, Aissata m'a dit à l'aéroport attention, prends soin de ta religion. Saches que tu n'as pas la liberté de faire tout ce que tu veux », dit-il.

Pour Mohamed Vall Ould Oumer, professeur et journaliste « Aîssata Kane a incarné l'émancipation de la femme mauritanienne, faisant émerger un féminisme islamique progressiste et très constructif».

Née le 18 août 1938 à Dar El Barka, département de Boghé, wilaya du Brakna, Aîssaya Kane est la fille de Mame Ndiak Kane, chef de Canton (chef de village) dans le temps colonial, et sa mère Raky Mamadou Wane, originaire du Sénégal.

Après études fondamentales et secondaires à Saint-Louis, alors capitale du Sénégal et de la Mauritanie, Aissata Kane a exercé la profession d'enseignante du fondamentale à Kaédi et à Nouakchott.

Considérée comme étant la première femme mauritanienne scolarisée, Aissata Kane a regagné Nouakchott après des études en sociologie à Bruxelles et à l'université Cheikh Danta Diop de Dakar, elle regagne son pays en 1960, à son indépendance : elle y fonde l'Union nationale des femmes de Mauritanie (UNFM) et adhère au Parti du peuple mauritanien (PPM), parti unique à l'époque en 1967.





Elle est la fondatrice et la dirigeante de la publication « Mariamou », édition des militantes du parti consacrée à l'émancipation de la femme mauritanienne avant d'être nommée en 1968, présidente du conseil supérieur des femmes de Mauritanie au sein du PPM, et 1975 au poste de membre du bureau politique du PPM, haute instance du parti.

Avant cela, elle avait milité au sein de l'Union internationale des organes familiaux (UIOF) dont le siège se trouve à paris comme vice-présidente.

Elle était, aussi, la présidente de l'Organisation Panafricaine des femmes (OPAF) et la présidente de l'association des femmes francophones, poste qu'elle occupait jusqu'à sa mort.

Le premier président mauritanien, Moktar Ould Daddah, la nomme ministre de la Promotion de la famille et de la femme en 1975, poste qu'elle occupera jusqu'au coup d'Etat de 1978 qui renversa le président Ould Daddah.

C'était la première fois qu'une femme est nommée ministre dans ce pays musulman et traditionnaliste.

Elle contribue à son poste à améliorer de manière significative les droits des femmes de son pays.

Le putsch de 1978 l'éloigne de la vie politique mais elle n'en abandonne pas pour autant son combat national et international pour les droits de la femme, «sans violence et sans excès», disait-elle.

En 1988, elle participe à Paris à la création de l'Association internationale des femmes francophones (AIFF).

Aissata Kane était aussi une écologiste convaincue et présidait une association mauritanienne pour la protection de l'environnement.

Au plan social,Aissata Kane avait beaucoup lutté contre les phénomènes de l'esclavage, du gavage, contre la violence basée sur le genre, les MGF, le mariage forcé et en quelque sorte contre la polygamie.

Sa fille adoptive Fatou Diop dite Seyel parle d'une femme pieuse, travailleuse dure, accueillante et attentive à l'endroit de tous les mauritaniens, c'est pourquoi elle porte le surnom de mamanAissata Kane.

Elle se rappelle de son combat aux côtés des militantes de la première génération comme Mariem Daddah, Vivi MintFoyji, Khaddaja Mint Emir, Mme Fadel, et d'autres.

Au plan humanitaire, elle avait à sa charge, durant toute sa vie, trois orphelins issus des familles démunies.

Le décès de l'ancienne ministre et militante des droits de l'homme, Aissata kane a été annoncé le 10 août 2019 à Nouakchott alors qu'elle était âgée de 81 ans. Elle a consacré une grande partie de sa vie à l'activité politique et aux droits de l'homme en Mauritanie et dans la sous-région.

Aissata Kane a laissé derrière elle cinq enfants, quatre garçons et une fille, tous diplômés et très bien éduqués.

Une rue de Nouakchott avait été baptisée de son nom avant son décès.

Elle a été décorée à titre posthume, au nom du Président de la République,de la médaille d'officier de l'ordre du mérite national, à l'occasion du 59 anniversaire de l'indépendance nationale.

La décoration a été remise à son fils, Ndiak Touré, par le ministre secrétaire général de la Présidence de la République,M. Mohamed Salem Ould Béchir, le 6 décembre 2019 au palais présidentiel à Nouakchott.

M. Touré a déclaré que sa maman Aissata Kane (Que son âme repose en paix) était une femme exceptionnelle qui a mené, tout au long de sa vie, plusieurs combats pour les femmes mauritaniennes et pour la Mauritanie en général.

« Aujourd'hui malheureusement, elle ne fait plus partie de ce monde, et d'avoir pris l'initiative de lui faire des honneurs à titre posthume est un geste d'une grande noblesse que je salue encore. Ce qu'elle aurait souhaité c'est voir la Mauritanie continuer de se battre et se développer davantage.»

Ses enfants ont érigé sa maison en musée où sont exposés ses photos, ses diplômes, ses décorations ainsi que celles de Moktar Ould Daddah et des dignitaires de son régime.

Le premier ministre à l'époque, M.Ismaïl Ould Bedda Ould Cheikh Sidiya, plusieurs de ses ministres, des chefs religieux et des représentants d'associations ont participé à ses funérailles.

Mohamed Abderramane



Félicitations

A l'occasion de la célébration du 61ème anniversaire de l'Indépendance Nationale, la Fédération de Football de la République Islamique de Mauritanie (FFRIM) présente ses meilleurs vœux à S.E.M le Président de la République, Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, au Gouvernement et à l'ensemble du peuple mauritanien, et souhaite davantage de progrès et de prospérité à notre pays.



En deux ans et avec le soutien du Président de la République : Un bilan éloquent

Avec l'appui constant et indéfectible des plus hautes autorités du pays, ayant à leur tête le Président de la République, S.E.M Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, notre football a poursuivi, au cours des deux dernières années, la réalisation d'importants acquis sur la voie de son envol.

Une présence continentale continue ..

Après son exploit historique de qualification, pour la 1ère fois de l'histoire du pays, à la phase finale de la Coupe d'Afrique des Nations en 2019, les Mourabitounes sont revenus à la charge pour récidiver, cette fois-ci, en se qualifiant à la phase finale de la plus prestigieuse des compétitions continentales, prévu en Janvier-Février 2022 au Cameroun.

Contrairement à ce qu'on pourrait penser, la qualification pour la 2ème fois est beaucoup plus ardue à obtenir que la première, compte tenu de l'interet que suscite notre Equipe nationale auprès de ses adversaires, qui commencent , à juste titre, ce qui réduit, à plus sa simple expression, le facteur surprise, sur lequel pouvait compter une équipe out-sider

Parallèlement à cette présence au plus grand forum footballistique continental, notre Equipe Nationale s'est qualifiée, cette année également, à la phase finale de la Coupe Arabe, qui s'organise, pour la 1ère fois, sous les auspices de la FIFA sur les terrains devant accueillir les matchs de la Coupe du Monde « Qatar 2022 ».

Ces deux performances ont été réalisées grâce à une préparation optimale et efficiente assurée par la Fédération, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, accompagnée en cela par le soutien indéfectible de l'Etat, à travers le Ministère de la Culture, de la Jeunes, des Sports et des Relations avec le Parlement, en exécution des instructions de S.E.M le Président de la République, Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, dont le soutien moral et matériel n'a jamais fait défaut à notre football et à tous les intervenants qui y évoluent.

Ce généreux et multiforme soutien s'est matérialisé et se matérialise encore aujourd'hui par la mise à disposition de nos équipes nationales de tous les moyens matériels et financiers requis, ce qui a permis à notre Equipe Nationale de faire un parcours très honorable en éliminatoires de la CAM et de la Coupe Arabe et, à terme, de se qualifier, non sans brio, à leurs phases finales respectives.

Un soutien spécial de S.E.M le Président de la République..

En dépit de la tenue des deux dernières éditions de la Coupe du Président dans le contexte sanitaire complexe lié à la Covid-19, S.E. M le Président de la République a tenu à honorer toute la famille du football national de sa présence à ces deux éditions, dans un geste hautement significatif de l'intérêt tout particulier qu'il attache au sport en général et au football, en particulier.

Sensible à ce geste, le Président de la FFRIM, Monsieur Ahmed YAHYA, n'a pas manqué de témoigner, dans un poste publié sur sa page Facebook, sa profonde gratitude à S.E.M le Président de la République pour sa présence, par deux fois successives, à la finale de la Coupe, ce qui, en soi, constitue la parfaite illustration de son soutien moral et matériel à toute la famille de notre football.

L'autre geste non moins marquant a incontestablement été les félicitations et les encouragements de S.E.M le Président de la République a tenu à adresser à nos joueurs et aux encadreurs suite à notre qualification à la phase finale la Coupe d'Afrique des des Nations « Cameroun 2022» et qui a été apprécié à sa juste valeur par ces joueurs, leur staff et toute l'opinion sportive nationale.

S.EM le Président y a écrit en substance : « Toutes mes félicitations au peuple mauritanien, suite à la qualification des Mourabitounes à la phase finale de la Coupe d'Afrique des Nations . Merci à notre Equipe Nationale-joueurs et encadreurs confondus- pour cette honorable prestation, l'avenir n'en sera que toujours meilleur ».

Une compétition continentale majeure en Mauritanie : une grande première

L'organisation, chez nous en Février –Mars 2021, de la phase finale de la Coupe d'Afrique des Nations U20, pour la 1ère fois de l'histoire du pays, a eu un impact éminemment positif sur la renommée de notre football et l'image de marque, en général, de notre pays. Les nombreux messages de félicitations reçus par la FFRIM de partout de toutes les fédérations nationales et les confédérations continentales et internationales en ont été une des multiples illustrations les plus vivantes.

La parfaite organisation de cet évènement et le franc succès connu n'a pas été le fruit du hasard ; il a été le couronnement de la collaboration entre tous les intervenants et la synergie de leurs efforts et surtout leur détermination à saisir l'opportunité pour démonter à la face du monde les capacités organisationnelles de notre pays, la légendaire hospitalité et le sérieux qui caractérise ses actions, à tous les niveaux.

L'appel lancé par S.E.M le Président de la République à tous les intervenants dans l'organisation de cette phase finale afin de réserver un accueil chaleureux digne de nos illustres hôtes a été un véritable stimulant qui a contribué, en grande partie, à relever le défi quant au succès unanimement salué de la compétition, qui s'est organisée, pour la première fois, à 12 équipes au lieu de 8 comme par le passé. Aussi bien en Mauritanie que partout ailleurs sur le continent, l'évènement a été, à plus d'un titre, historique.

Un stade international et de nouvelles infrastructures...
Dans le domaine des infrastructures de catégorie 1, la réalisation du stade de Nouadhibou a été, incontestablement, la plus importante action entreprise. Sa réalisation a été supportée sur le budget de l'Etat Mauritanien avec le concours de la FFRIM, qui a offert la pelouse synthétique, dans le cadre de sa coopération avec la FIFA.

Au niveau du siège de la FFRIM, un restaurant et une boutique de vente des produits dérivés de la Fédération ont été réalisés grâce à la collaboration entre la FIFA et la FFRIM.

Les Stade Cheikha Boidiya a connu une nouvelle extension avec la réalisation de nouvelles commodités dont des vestiaires, des bureaux, une pelouse rénovée, dont les travaux sont en cours, et l'augmentation des nouvelles pelouses annexes, pour en porter le nombre à 3.

Dans la même lancée, un centre médico sportif, le 1er du genre chez nous, sera réalisé incessamment. La cérémonie de pose de la 1ère pierre de ce centre a eu lieu le 8 Juillet 2021, sous la présidence effective du Ministre de la Culture, de la Jeunesse, des Sports et des Relations avec le Parlement, Porte-parole du Gouvernement, Monsieur Moctar Ould Dahi.

Au même moment et grâce toujours à un financement dudit programme de la FIFA, un volet extension du siège actuel de la FFRIM est prévu.

Des compétitions régulières..

Parallèlement aux autres actions, l'organisation des compéttions nationales s'est poursuivie, tout au long des deux dernières années, de manière très régulière.

Cette régularité et les nettes améliorations de tous ordres apportées ont eu pour résultats l'amélioration du niveau de participation de nos clubs aux compétitions inter-clubs de la CAF.

A l'orée de cette année 2021, l'Equipe Nationale U20 soulage le public sportif national par ses très bons résultats au tournoi de l'Union Nord-Africaine de Football (UNAF), qui vent de se tenir à Tunis, en se classant 3ème dudit tournoi et en s'adjugeant le trophée du meilleur buteur de la Compétition, à travers le joueur Houceine SY.

Avec la participation de notre Equipe Nationale, fin Novembre, à la phase finale de la Coupe Arabe de la FIFA, « Qatar 2021 et, début Janvier 2022, à la phase finale de la Coupe d'Afrique des Nations, « Cameroun 2022 », notre football donne, d'ores et déjà, les assurances nécessaires et des signes forts quant à la continuité de la performance sur le plan continental, au grand bonheur du public et du peuple mauritanien tout entier.

Cheikh Mohamed Lemine Ould Sidmhamed (1925-2008)



Né en 1925 à Archane Dkhaina, localité du Hodh Chargui située à 30 km au sud de la ville de Timbedra, Cheikh Mohamed Lemine Ould Sidmhamed fait partie aujourd'hui de ces hommes et femmes que l'Histoire a retenus comme les figures les plus marquantes de la Mauritanie, celles qui ont préparé l'indépendance du pays et accompagné ses premiers pas de l'Etat moderne. Grand poète dont les poèmes ont été immortalisés par les chants de générations de griots, Cheikh Mohamed Lemine a aussi eu un riche parcours politique, tant dans l'administration qu'au parlement. El Bou Ould Nana raconte dans un documentaire les débuts de la scolarité de cet émir dans l'école des fils de chefs créée par la France pour parfaire sa conquête militaire par une conquête culturelle qui a rencontré la même résistance chez les tribus maures. Qualifié secrétaire d'administration, son premier poste était dans le service de santé dit « tripano » à Atar. Il sera par la suite député (son nom figure sur la liste des 38 élus de l'assemblée nationale de 1959, à côté de ceux d'autres illustres personnalités de la génération de l'indépendance. Il fut vice-président de l'Assemblée nationale, au temps de Mokhtar Ould Daddah, et député-maire de Timbedra. Par la suite, il sera nommé préfet (hakem) et ensuite gouverneur (wali), notamment à Dakhlet-Nouadhibou durant la guerre du Sahara. Les premiers moments de la démocratie lui feront retrouver les postes électifs de maire et de député de la moughataa de Timbedra.

Dedda Mohamed Lemine Saleck, journaliste, dévoile le côté culturel de cheikh Mohamed Lemine connu pour être l'un des plus grands poètes de son temps avec de mémorables poèmes chantant le terroir, l'enracinement dans des Valeurs ancestrales fondant le mythe du preux chevalier, l'amour platonique et l'honneur. Il aimait les grands espaces dans lesquels il se déplaçait en fonction des changements de saison et ne s'est résolu à se fixer dans les villes qu'au début de ses fonctions électives et administratives.

Sa poésie a immortalisé Gleb Alkarkar, pic situé à 10 km de Timbedra. Saadna Ould Mohamed El Mokhtar raconte, dans un documentaire sur cet émir des Mechdoud, que c'est son attachement à ce lieu chargé d'histoire qui l'a conduit à empêcher la société Mendes de le transformer en carrière pour la construction de la route de l'Espoir au milieu des années 70 du siècle dernier. La poésie (eghne) de Cheikh Mohamed Lemine revit dans les chants des griots à travers les divers modes (bhour) dans lesquels il a excellé pour être souvent cité en référence aux côtés des grands noms de la poésie maure. Il aurait été influencé en cela par son oncle Mohamed El Mokhtar Ould Ely alias Ould Taaremba, selon l'avis de l'avocat et homme de culture Mohameden Ould Chidou cité dans le documentaire «.....».

Les poèmes « El karkar » et « adabay » sont souvent cités comme les pièces références de cet immense émir-poète dont le parcours rappelle celui de l'âge d'or de la poésie arabe classique. L'évoquant parmi les poètes fortement influencés par la musique (maure) qui était indissociable de la vie de tout grand émir, le poète Taqi Ould Cheikh rappelle le rôle de premier plan joué par Cheikh Mohamed Lemine comme l'un des précurseurs de la « nahda » (renaissance) poétique en Mauritanie. La production poétique de Cheikh Mohamed Lemine n'égale pas en quantité celle de certains grands noms de la poésie hassane mais elle en dépasse bon nombre en qualité, estime Taqi Ould Cheikh. Les critiques la place dans la catégorie de la « poésie des notables », une poésie élitiste qui ne s'exprime que dans certaines circonstances, particulièrement, quand il parvient à relever des expressions du parler ordinaire (mots d'usage courant, « edebay », « lekhlet », « maachtkeyte-lahaad ») en parler poétique sublime.

Agence Nationale de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (ANRSI)

L'**ANRSI**, est un établissement public autonome crée par le décret numéro **066-2020** en date du 3 juin 2020, placé sous la tutelle du **Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche Scientifique.**

Missions de l'Agence

1. Contribuer au développement des sciences, des technologies et de l'innovation
2. Gérer le fonds alloué à la recherche et l'innovation
3. Lancer des appels à projet dans le cadre des priorités nationales définies par le Haut Conseil de la Recherche Scientifique et de l'Innovation présidé par son Excellence le Premier Ministre ;
4. Assurer le suivi et l'évaluation de tous les programmes et projets de recherche qu'elle finance
5. Analyser l'impact des financements alloués sur la production scientifique nationale.

Objectifs de l'Agence

1. Accroître la production scientifique Nationale
2. Améliorer l'excellence et le rayonnement de la recherche scientifique en Mauritanie
3. Améliorer l'impact de la recherche et l'innovation sur l'économie, la société et le développement durable
4. Accroitre la capacité d'innovation et de création de richesses de notre pays par et grâce à la recherche

Programmes de l'Agence

Temkin (Autonomisation)

- Garantir le fonctionnement des structures de recherche (SR) reconnues
- Encourager la culture de mutualisation des moyens
- Briser l'isolement des chercheurs
- Renforcer les capacités des Etablissements d'Enseignement Supérieur et de Recherche et des chercheurs en matière de pilotage et de gouvernance de la recherche

Programme Temeyouz (Excellence)

- Soutenir l'excellence scientifique chez les jeunes chercheurs
- Encourager les doctorants à consacrer leur plein temps à leurs thèses
- Accroitre la production scientifique nationale et améliorer sa visibilité
- Inciter et motiver l'encadrement et la production scientifique
- Développer la créativité et l'esprit d'entreprise chez les jeunes chercheurs

Programme Tethmin (Valorisation)

- Assurer la diffusion et le partage du savoir
- Faire connaitre les thématiques de recherche des Structures de Recherche
- Consolider le réseautage des chercheurs autour des thèmatiques prioritaires
- Promouvoir la visibilité de la production scientifique nationale
- Protéger la propriété intellectuelle

Programme TEMM (réalisation) pour le développement local

- Ce programme conçoit et finance des projets pilotes dans des domaines spécifiques de développement local en vue de démontrer et exploiter les grandes potentialités du pays et d'encourager les investissements dans l'industrialisation et la recherche scientifique.
- Le premier projet de ce programme portera sur les cultures maraichères abritées, leur production, leur conservation et leur transformation.

Attijari bank التجاري بنك

Croire en vous



Attijari bank Mauritanie S.A Capital de : 1.000.031.375 MRU (Un milliard trente et un mille trois cent soixante-quinze ouguiya)
Immatriculée sous le N° RC 50.711 Nouakchott- N° de contribuable : 884.919s
Avenue El HAJ OMAR TALL, LOT N° 496 ILÔT B Tevragh Zeina Nouakchott, B.P 415 –Nouakchott.
Tél +222 45 29 63 74 / FAX : +222 45 29 64 40 / Email : abminfo@attijaribank.mr
www.attijaribank.mr

Groupe Attijariwafa bank

Youssouf Koita :

De Kaédi, il est allé au monde pour que naisse et vive la Mauritanie



Youssouf Koita, député maire de Kaédi, président de l'assemblée nationale, fait partie des fondateurs de la Mauritanie. Il a mis son charisme, sa vision au service de son pays.Youssouf Koita, né en 1914 à Kaédi, est décédé le 22 septembre 1971, à Las palmas. C'est, de sa ville natale, Kaédi, que ce visionnaire est allé au monde pour que naisse vive et se développe la Mauritanie.

«De par sa stature internationale, feu Youssouf Koita a su contribuer, auprès d'hommes et des femmes de son temps, au rayonnement de la Mauritanie naissante à travers le monde. Il fut une voix écoutée parce que porteuse de Paix, de Tolérance et de Solidarité entre les peuples.»

« Aux côtés du Président de la République, Mokhtar Ould Daddah, du Ministre d'Etat Ba Mamadou Samboly, de Sidi El Moctar N'Diaye et de bien d'autres patriotes mauritaniens, il participa pleinement à la construction de la Mauritanie nouvelle.» Ces témoignages illustrent ce qu'a été Youssouf Koita.

En octobre 1960, Youssouf Koita est membre de la délégation accompagnant le Président Mokhtar Ould Daddah en France pour la formalisation de l'indépendance de la Mauritanie. La délégation comprenait aussi Sidi El Mokhtar Ndiaye, Cheikhna Ould Mohamed Laghdaf...

YoussofKoita a joué un rôle considérable dans le plaidoyer qui a conduit à la reconnaissance de la Mauritanie comme nation souveraine.

Apres l'indépendance, il a continué à servir son pays, à travailler pour son développement et son aura international.

Le 26 juin 1961, à Strasbourg, en France, Youssouf Koita, en compagnie de Mhamdy Ould Dahoud, Ibrahima Diop Gambie et Amadou Lamnie Kébé, représente la Mauritanie à une rencontre entre parlementaires européens et leurs homologues d'Afrique et de Madagascar.

Le 25 février 1970, il représente la Mauritanie à la conférencedes parlementaires arabes sur la crise au moyen orient.

L'envergure nationale et internationale de Youssouf Koita avait un ancrage local très solide. C'est de sa ville natale, Kaédi, qu'il est allé au monde pour que naisse vive et se développe la Mauritanie.

Sekou Touré de Guinée, Ahidjo du Cameroun, Bourguiba de Tunisie, Houari Boumediene d'Algérie, Léopold Sédar Senghor du Sénégal, Modibo Keïta du Mali...Youssouf Koita a accueilli plusieurs chef d'Etat africains et arabes à Kaédi. Il avait fait de cette ville l'une des plus développées de la vallée du fleuve Sénégal, rive droit et rive gauche.

A ce sujet, les témoignages ne manquent pas : « Il a contribué de son vivant au rayonnement national et international de la ville de Kaédi et rares furent les chefs d'Etat des pays amis en visite en Mauritanie qui n'eurent pas à fouler le sol de Kaédi. »





« Youssouf Koita a su faire de Kaédi une ville-carrefour, ouverte aux vents de la modernité et de la diversité, un haut lieu de rencontres et d'intégration. »
« Grand bâtisseur, homme politique clairvoyant et respecté, il a en effet fait de Kaedi une ville incontournable dans l'armature urbaine nationale. Il a conforté son inscription dans le réseau des villes africaines de la sous-région. »
Youssouf Koïta, visionnaire, avait déjà, dans les années 60, un plan de développement pour sa ville. La tannerie, et l'abattoir frigorifique qui font partie de ses œuvres sont présentement un amas de ferraille, un cimetière pour animaux.»
Visionnaire, Youssouf Koita, en 1968, trois ans avant son décès, publie « Les atouts économiques de la vallée mauritanienne.» Un livre qui fait ressortir les potentialités économiques de cette zone du pays.
Le 27 novembre 2017, à la veille de la célébration du 57 eme anniversaire de l'indépendance de la Mauritanie, le siège de la Fondation Youssouf Koita a été inauguré à Kaédi. Cette fondation, reconnue d'utilité publique, entend perpétuer l'œuvre et la vision du premier maire de la ville de Kaédi.
La fondation entend aussi contribuer à travers une action de mobilisation à l'éducation des enfants, à l'accès à la santé, la préservation de l'environnement, la gestion durable des ressources naturelles…Youssouf Koita était une personnalité nationale. Pour être à la dimension de l'homme dont il porte le nom, la fondation entend développer ses activités sur tout le territoire national.

Khalilou Diagana

Biographie de Feu Youssouf Koita

Feu Youssouf Koita né en 1914 à Kaédi fut parmi les pères fondateurs de la Mauritanie.
- Inscrit à l'école coranique en 1921 à Kaédi
- Apres avoir été inscrit à l'école française, il obtient son Certificat d'Etude en 1934 à Kaédi
- Commis bénévole des finances à Boghé en 1934
- Commis bénévole des finances de 1935 à 1937 à Boutilimit
- Ecrivain auxiliaire de 1938 à 1939 à Boutilimit
- Expéditionnaire stagiaire en 1940 à la suite d'un concours dont il sortit premier
- Agent spécial en 1948 à Kiffa
- Nommé Agent Spécial chargé des fonctions de receveur des PTT en 1949 à
Boutilimit
- Diplômé de l'école Nord-Africaine d'Alger et de l'école Universelle, à Paris ,2Moderne
- Agent spécial en 1949 à Kaédi
- Maire Adjoint de la commune Pilote de Kaédi en 1949
- Fonctionnaire du Cadre Supérieur des Finances de l'AOF en 1950
- Maire de la Commune Urbaine de Kaédi en 1955
- Conseiller Territorial et Député-Représentant de la Mauritanie au Conseil
Economique et Social de la République Française en 1957
- Député-Maire de Kaédi de 1958 à 1968
- Président de la Commission des Finances à l'Assemblée Nationale de 1958 à 1966
- Président du Groupe Parlementaire de 1966 à 1968
- Président de l'Assemblée Nationale de 1968 à 1971
- Décédé le 22 septembre 1971 à l'âge de 57 ans à Las palmas

Naha Mint Seyidi, pionnière de l'audiovisuel en Mauritanie



Avec le décès de Naha Mint Seyidi, en juillet 2021, le paysage médiatique mauritanien perdait l'une de ses icones que les jeunes générations de journalistes femmes aimaient appeler, à juste titre, la Doyenne, étant la première à intégrer la radio nationale, dès l'aube de sa création en 1959, mais aussi la première femme à présenter un journal télévisé en Mauritanie. Pour consacrer ce statut et élever cette native de Boutilimit au rang des Immortelles dans la mémoire collective du peuple, l'Association des femmes journalistes de Mauritanie a créé un Prix en son nom dont la première édition s'est déroulée il y a quelques mois et a sacré six journalistes femmes dans trois catégories de la presse (presse écrite, radio et télévision).

Naha n'était pas qu'un symbole mais une voix qui a émerveillé ceux qui l'ont écouté sur les ondes de Radio Mauritanie, puis de la télévision nationale, des décennies durant. Son expérience de l'audio-visuel et son ancienneté au sein des deux plus grandes institutions médiatiques du pays lui ont valu le surnom de la reine de la télévision locale et de la radio nationale. A son départ à la retraite de la télévision, elle continua cependant son travail à la radio, faisant profiter les jeunes consœurs journalistes de sa longue expérience dans ce média, le seul qui assurait une couverture quasi-totale du territoire nationale et qui délivrait des programmes en rapport direct avec la vie des populations, grâce à l'usage des langues nationales au niveau de la radio rurale notamment.

Naha fut honorée à plusieurs reprises par des présidents et chefs d'États arabes pour ses performances médiatiques, son enthousiasme ainsi que son statut d'une des premières femmes arabes à intégrer le circuit médiatique dans la région.

Elle reçoit ainsi en 1967 des distinctions du président égyptien Gamal Abdel Nasser, tunisien Habib Bourguiba et des Émirats arabes unis Khalifa ben Zayed Al Nahyane. En 1977 et au cours des cérémonies célébrant l'indépendance, le premier Président mauritanien Moktar Ould Daddah l'honora de la médaille de l'indépendance.

En 2002, le gouvernement mauritanien l'a encore honoré pour l'ensemble de sa carrière. Naha Mint Seyidi a représenté la Mauritanie dans plusieurs forums Arabes et Internationaux.

Hemmam Ould Mohamed El Moctar (1912 – 1979), l'homme aux multiples casquettes



Hammam Ould Mohamed El Moctar, ou Hammam Fall ou, pour faire court, El Melik Hammam, est né en 1912», mais lui-même pense, dans une interview accordée à Radio Mauritanie, qu'il doit être né en 1910, précisant que son père était interprète.

Dans la localité appelée « Lebreisa», pas loin de la cité mythique d'Atar, Hammam a passé une adolescence qu'il qualifie de « rurale » entre les oasis et les oueds où poussaient des arbres et plantes connus pour leurs vertus thérapeutiques. Issu d'une famille pauvre, il aimait mettre en exergue, de son vivant, le parcours exceptionnel qu'il a suivi pour bâtir une fortune estimable à l'époque et se faire un nom dans le monde de la culture, étant considéré comme le père du cinéma mauritanien et de « keykouta », un vaudeville local qui rappelait le théâtre au temps de Molière. Il a longtemps cherché sa voie exerçant plusieurs petits métiers à une époque où la Mauritanie s'ouvrait à peine à cet extérieur de plus en plus envahissant.

Cueilleur d'abord, dans les oasis d'Atar, il sera par la suite cuisinier pour les Toubabs, ce qu'il considérait en narrant sa vie comme une « évolution notable » vers la « civilité » (modernité). Comédien par intermittence, Hammam cherchait le bon créneau pour réussir. El keykoutiya, malgré son succès populaire, ne générait pas l'argent espéré, ce qui le poussa vers l'univers du cinéma par la reprise ou la construction de salles à Nouakchott, à Nouadhibou et à Zouerate.

A la veille de l'indépendance il s'installa, en bourgeois convenable, au Hodh, à Aïoun en particulier où il réussit un négoce florissant. Vendeur également de perles et de pouffes, au moment où Nouakchott s'ouvrait à la mode, il commençait à fleurer la piste de la fortune quand il devenait un touche-à-tout. Pudique, il disait : « J'ai amassé cela (construit ma fortune) petit à petit ». « Très tôt, il échoue dans deux expériences de boutiquier et s'exila au Sénégal où il fera tous les métiers : cuisinier, militant gaulliste, poète-provocateur, agent de maisons d'éditions de disques de musique maure, etc. Et comme Voltaire, qui lui ressemble étrangement aussi pour le physique et l'instabilité des sentiments et des refuges, il se distingue par un changement fréquent de résidences ; d'épouses et d'alliés », dit de lui Mohamed SaidOuldHommody dans un hommage qu'il lui avait consacré en 2012, soit trente-trois ans après sa disparition.

Mohamed Saïd Ould Hamody titrait ce bel hommage : « El Melik hammam, un phénomène hors du commun ». Il rappelait que le père du cinéma mauritanien était le fils d'un fonctionnaire de l'administration française, de la tribu des Ewlad el Bouliya du Trarza, qui servit à Atar entre 1909 et 1914 et qui y épousa pour un temps la mère d'El Melik : Ghaya Mint Mohamed El Béchir Ould Soudani des Ewlad Bousbaa.

« Hammam grandit au sein de sa famille maternelle. Il apprit le coran et quelques rudiments du cursus traditionnel de l'éducation. La mémoire collective garde de l'enfant et de l'adolescent d'innombrables anecdotes et aventures qui expliquent l'intelligence, l'originalité et la témérité de l'homme adulte désargenté et de l'homme mûr installé », écrit feu Mohamed Saïd OuldHamody.

Si Hammam Fall était un homme de son temps, imbu de la culture mauritanienne authentique, poète confirmé et ami des émirs et chefs de tribus, il avait aussi l'étoffe des grands capitaines d'industrie, ces hommes qui ont battu des fortunes à partir de rien, en se fiant à leur flair et à leur volonté de sortir de la précarité. Il dit avoir tout fait, tout essayé, à part deux choses : le vol et l'alcool.

Relatant son apprentissage de la poésie maure (legh'ne), El Melik Hammam met en avant, comme initiation, la fréquentation assidue des griots. « N'étant pas sot, dit-il avec humour, j'ai appris en écoutant. J'ai commencé par les « gaav » (vers) du « tebraa », couplets dédiés aux femmes, et par « leg'taa » (réparties) dans le cadre des joutes du groupe d'âge (« asr ») Lansar.

L'humour de Hammam était inégalable. Il disait, à propos de la poésie maure et de ses mesures (el mewzoun), qu'il ne donnait le pas à personne parce que c'est lui qui a « la machine (le moteur) à filer les vers, alors que les autres n'ont que des pièces détachées » !

Hammam était aussi un homme de principe, fidèle en amitié et en politique. Son compagnonnage avec Moktar Ould Daddah et les hommes de son pouvoir fondateur était connu. Il n'a eu de positionnement politique réellement ferme qu'à partir de 1961. Avant, il faisait partie, de son propre aveu, du groupe des « El galaba » (littéralement : les instables) que l'on peut assimiler aujourd'hui aux « Insoumis » de Jean-Luc Mélenchon. Affirmant son attachement à la Mauritanie, il disait : « je préfère mourir de faim ici que vivre riche ailleurs. »

Sur sa vie familiale, Hammam, ne voulait pas vraiment s'étaler dans l'interview accordée peu avant son décès survenu en 1979, à Radio Mauritanie. La seule information qu'il accepte de lâcher est celle de son premier foyer, en 1937, mais refusant de donner le nombre de ses enfants, « de crainte d'être touché par le mauvais œil», lui « qu'on peut accuser de tout, sauf d'être stérile », ironise-t-il, en conclusion d'une vieille archive sonore de Radio Mauritanie.

El Melik Hammam « finira sa vie en véritable et généreux mécène mais conservera toujours le côté provocateur, batailleur et attachant et qui jamais n'accepta de quitter la scène… et cela jusqu'au dernier souffle », écrit encore Mohamed SaidOuldHommody sur cette personnalité qui était si attachante.

Nebhani O/ Emghar



Camara Seydou Boubou :

Le bâtisseur de la Fonction publique



En toute circonstance, Camara Seydou Boubou arbore un bonnet en blanchet qui lui confère un air de patriarche. Son regard entoure les hommes et les choses avec une fixité imperturbable, un regard que rien, plus rien, ne semble étonner ni ébranler, à force, probablement d'avoir vu passer tant de choses.

Ses traits détendus et son calme royal témoignent chez l'homme d'une profonde certitude d'avoir toute sa vie agi du mieux qu'il pouvait et de n'avoir jamais failli au lien familial, aux relations amicales ou au devoir professionnel.

Sa longue expérience à la Fonction publique lui a valu de connaitre tous les commis de l'Etat.

Administrateur de poigne, il a dirigé avec efficacité, responsabilité et compétence une Fonction publique qu'il a contribué à mettre en place avec patience et rigueur.

Né en 1931 dans le village de Daffor (département de OuldYengé) dans la wilaya du Guidimagha, Camara Seydou Boubou entama, à sept ans, ses études primaires à Sélibaby pour les terminer à l'école Xavier Coppolani avant d'accéder au collège de Rosso du même nom.

Après son entrée dans l'administration coloniale des PTT du Sénégal, il fut admis à l'école fédérale des PTT de l'AOF et, quelques temps après, au Centre d'enseignement supérieur des PTT d'Outre-mer de Toulouse en France.

Son séjour aux PTT après ses fonctions d'inspecteur itinérant et de chef de division a été écourté par sa nomination à la Fonction publique en qualité de chef service du personnel en 1966 et à la direction de la Fonction publique l'année suivante.

Sa connaissance des textes et des hommes, sa maitrise des dossiers, son sens de l'organisation, son impartialité et son don managérial, en ont fait l'inamovible directeur de la Fonction publique deux décennies durant.

Il agissait dans le respect strict des textes législatifs et règlementaires qu'il applique sans détour ni transgression ; un comportement à l'origine de la rigidité pour laquelle il est réputé.

Comme si sa vie n'avait de sens que dans l'effort, après sa retraite, Camara Seydou Boubou occupe les postes de cadre d'études à la SNIM, représentant le directeur des ressources humaines et en 1986 d'agent cadre à la CGEM.

Ce bâtisseur de la Fonction publique a été un exemple d'engagement au service de la nation, comme le furent ces grands commis qui ont le mérite d'avoir contribué à la naissance de l'Etat.

HMS

Mohamed Khayar :

De Kanawal à l'hôtel de ville de Nouakchott



Il est des hommes qui marquent l'histoire de leur pays. Ils la traversent en y laissant leurs empruntes indélébiles. De ceux là, figure Mohamed Ould Khayar, désigné premier édile de Nouakchott en 1963. En plus de l'école Khayar qui porte son nom au cœur de la capitale Nouakchott, Ould Khayar reste toujours présent dans l'esprit de certains mauritaniens dont ceux qui l'ont côtoyé. Tous gardent en l'esprit ses anecdotes croustillantes. Autodidacte, cet homme réfléchissait en hassanya qu'il traduisait en français, ce qui ne manquait pas d'amuser ses interlocuteurs, particulièrement les hôtes étrangers qu'il recevait dans sa capitale.

A priori, rien ne semblait prédestiner ce natif de Kanaoil, une banlieue d'Atar, aux fonctions politiques et partant à jouer un rôle déterminant dans l'édification de la capitale Mauritanienne, Nouakchott dont il fut maire en juin 1963, quelques années après l'acquisition de notre pays à la souveraineté internationale.

A l'occasion, Ould Khayar a eu l'honneur de piloter l'organisation des festivités du 1er anniversaire de l'indépendance de la Mauritanie dans une capitale sortie de nulle part, devenant du coup, une personnalité incontournable dans le petit landerneau politique du pays. Il aura fallu de l'audace et de la détermination. Le contexte aidant, Khayar en disposait visiblement. Me Moctar Ould Daddah, premier président de la Mauritanie découvrit très vite en lui un partenaire indispensable. Il en fit une pièce importante de son dispositif en gestation. Ould Khayar y jouera un rôle politique majeur.

Kanaoil, point de mire

C'est à Kanaoil, fief traditionnel des Ewlad Ibni, une oasis d'Atar qu'est né vers 1912, Mohamed Ould Aamer Ould Khayar . Ils transformèrent rapidement cette oasis en un endroit envié et convoitée. Aussi, les Emirs Adrar décidèrent-ils d'en faire leur résidence estivale. De juin à août, de chaque année, le campement Emiral ou Hilla s'y installe et y passe la Guetna (cueillette des dattes). Plusieurs tribus et familles diverses provenances se rassemblent alors autour des Ewlad Ibni.

Ici, Mohamed Khayar débuta, avec son frère aîné Mohamed El Id par le commerce de bétail (courtier) et divers produits pour les Européens, militaires ou prospecteurs venus pour l'évaluation et l'exploitation de la mine de cuivre de Moughrein, à Akjoujt.



Ahmed M Ahmedou
@GemaAhmedou

من الذاكرة : قبل أن يصبح عمدة لمنطقة نواكشوط كان يطلق على محمد ولد خيار رحمه الله لقب رئيس المحطة وبالصورة السيد محمد على رأس موكب جماهيري مستقبل للرئيس من المطار الى أبواب القصر وكان حينها الأمين العام للقسم ورئيس المحطة .

Traduire le Tweet



Le grand défilé des masses populaires a formé le cortège présidentiel

Ascension politique

*En 1946, le destin conduisit ces deux frères à Nouakchott qui ne comptait en ce moment là qu'une centaine d'habitants, et dont l'eau potable venait de Rosso par citernes. Le village, situé à quelques kilomètres de l'Océan atlantique était à égale distance entre Saint-Louis (au Sénégal), chef lieu du territoire français de Mauritanie et Atar, principale grande base militaire coloniale du territoire à l'époque.

Lors de la création, en 1948 de l'Union Progressiste Mauritanienne (UPM Selon différentes sources, Ould Khayar a joué un grand rôle auprès de Moctar Ould Daddah, Sidi El Moctar N'Diaye, des Emirs Abderrahmane Bakar, Ahmed Aida et Mohamed Vall Oumeir et des notabilités des différents cercles d'alors. L'homme connaîtra ensuite une montée en puissance surprenante dans le dispositif qui balisera le chemin vers l'indépendance du pays. Il sera des batailles pour l'élection de Moctar Ould Daddah, en 1957, conseiller territorial de l'Adar Chinguetti puis, 1er vice président du Conseil territorial semi autonome, en faveur de la loi cadre, et en 1958, lors que le « oui » remporta, haut la main, le référendum avec 94,2%. Le futur premier maire de Nouakchott sera ensuite très séduit par le discours d'investiture, à Saint Louis de Moctar Ould Daddah au cours duquel il avait lancé : « Faisons ensemble la patrie Mauritanienne ».

Tout un programme.

Quand il a fallu se mettre à l'œuvre pour l'indépendance de la Mauritanie auprès des acteurs politiques et des chefs de tribus, on fit appel à ses services pour organiser et superviser les festivités du premier anniversaire du pays. Un rôle qui le mit sur l'orbite de la mairie de la capitale qu'il hérita, le 30 juin 1963. Khayar occupera dans la foulée, plusieurs postes au sein du Parti du Peuple Mauritanien. Il en fut le secrétaire général de la section de Nouakchott en 1968.

Un homme de relations

Déjà à Atar, Ould Khayar dont les affaires prospéraient, grâce à son petit commerce se faisait remarquer ; il sera désigné chef d'escale, un poste qui semblait le préparer à cette fonction de maire, avant d'arriver à Nouakchott en 1946 avec son frère Mohamed El Id. Dans cette ville, carrefour des caravanes de provenances diverses et des étrangers venus depuis Dakar par avion, l'homme avait fourbi ses armes en se faisant connaître pour sa disponibilité et son sens de l'organisation.

Dans un article qu'il lui a consacré, notre confrère Ely Salem Khaya qui fouillé l'histoire, écrit : « En 1946, le destin conduisit ces deux frères à Nouakchott qui ne comptait en ce moment là qu'une centaine d'habitants, et dont l'eau potable venait de Rosso par citernes. Le village situé à quelques kilomètres de l'Océan atlantique était à égale distance entre Saint-Louis (au Sénégal), chef lieu du territoire français de Mauritanie et Atar, principale grande base militaire coloniale du territoire à l'époque ».

En effet, ajoute Ely dont Mohamed fut tuteur à Nouakchott, à la fin des années soixante, « pour relier par avion ces deux grandes villes, un relais était nécessaire. Mohamed Khayar est choisi pour assurer le chef d'escale du petit aéroport naissant. Il fut parmi les premiers à construire des logements en dur dans cette sebkha hostile, semi- déserte, caractérisée par des monticules dunaires, parsemées de cram-cram et d'euphorbes («vernane»). Son frère et lui ouvrirent les portes de leurs modestes logis à tous les visiteurs, en transit vers ou en provenance de Saint Louis, Akjoujt, Atar, bâtissant ainsi une chaîne de relations et une excellente réputation.



Le goût de la tradition

Destitué de son poste en 1978, à la faveur du 1er coup d'état perpétré par les militaires qui avaient marre de la guerre du Sahara, Ould Khayar s'est fait discret jusqu'à sa disparition en 1986. Sans aucun hommage. Il restera cependant une grande figure des années 60 et 70 pour avoir démontré qu'on n'avait pas besoin de passer par l'ENA ou la Sorbonne pour contribuer, diriger et manager les hommes.

Un homme galant

Parlant enfin de l'homme , Ely Salem Khayar rapporte : « Mohamed aimait se chausser galamment de babouches blanches ou jaunes ; Enrouler soigneusement un grand turban blanc ou bleu sur la tête et se draper superbement d'un Kaftan « Mouritane » (chemises à courtes manches, sans col) , un « Sirwal » (seroual en français) bouffant à ceinture en cuir tanné rouge « Kchatt » et un joli boubou toujours neuf. Il avait un goût particulier pour les parfums de marque ainsi que le tabac trempé dans l'ambre liquide et tamisé finement.

Au cours de ses séjours de repos à Atar, Mohamed passait le plus grand de son temps à Kanawal et Kseir Torchane, dans lesquels il s'exerçait, tous les après midi, au tir à la cible ou au jeu de « Dhamet » (damier sur sable). Il ne pouvait cependant manquer, certaines matinées, l'assemblée des amis à Lebreiza, ce haut lieu d'Atar où cohabitaient la résidence émirale, celle de dignitaires religieux et une population diversifiée ».



UN MONDE NOUVEAU VOUS APPELLE

Moov Mauritel

ème
61



ANNIVERSAIRE
DE L'INDÉPENDANCE

MOOV MAURITEL

PRÉSENTE SES MEILLEURS
VOEUX DE PAIX ET DE PROSPÉRITE
À SON EXCELLENCE, MONSIEUR
LE PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE
ET AU PEUPLE MAURITANIEN

www.Moov-Mauritel.mr | Centre d'appel : 115 | Moov Mauritel | @MoovMauritel | Moov_Mauritel

Bilal Ould Yamar :

Il était une fois un technicien de Radio hors pair



La République Islamique de Mauritanie est née dans des conditions très difficiles ; à tout point de vue. Mais le défi post-indépendance le plus criard était sans nul doute le manque cruel de ressources humaines. C'est pourquoi, il convient de saluer à juste titre la mémoire des pionniers de l'indépendance qui, à force de travail et d'abnégation ont réussi à sortir le jeune Etat des fonds baptismaux. Ces braves ainés œuvraient à tous les échelons de l'Etat : de la présidence de la République à l'aide-soignante la plus anonyme. Parmi eux, un nom a particulièrement marqué les esprits, tout le long des premières décennies de l'indépendance, en dépit du fait qu'il travaillait dans l'ombre : il s'agit du technicien de Ratio Mauritanie Bilal Ould Yamar.

Né en 1938 à Medredra et décédé le 6eme mois 2014, L'homme impressionnait beaucoup et continue d'impressionner jusqu'à nos jour eu égard au simple fait qu'il avait la redoutable mission de délocaliser la Radio Nationale de Saint-Louis du Sénégal à la jeune capitale Nouakchott encore assise sur les dunes.Quand ont connait la délicatesse des archives sonores et les matériaux d'une Radio de l'époque, on peut entrevoir toute l'habileté et la constance dont l'homme devait faire montre pour mener sa mission à bon terme et permettre au jeune Etat en proie à toute sortes de contestation de pouvoir plaider sa cause à l'échelle mondiale.Grace à lui et à ses confrères, la voix de Radio Mauritanie a retenti dans les quatre coins du pays, remplissant de gaité et de fierté tous les mauritaniens y compris les habitants des campements les plus reculés du pays qui écoutaient pour la première fois la voix de Radio Nationale à partir de Nouakchott sous les tentes et dans les hameaux les plus lointains.Bien qu'ayant formé une génération entière pour sa relève, il continuait toujours après sa retraite de les assister de temps à autre.Ces amis qui l'aimaient bien mais aussi ces collègues atteste que Yamar pour les intimes était un technicien chevronné et consciencieux pour qui l'arsenal ou même la « quincaillerie » de l'époque héroïque n'avait plus de secret.

Devenu chef de service technique, l'homme intervenait à tout moment pour décanter les problèmes techniques et assurer la pérennité du travail trés sensible des journalistes.

Les mauritaniens des premières décennies de l'indépendance encore en vie n'oublieront jamais les voix de Sidaty Ould EBBA, Tekeiber Mint Mohamd M'BARECK, Ould Awwe, Geich Ould Mohamadou… mais aussi celles d'éminents poètes comme Mohamed Ould Sidi Brahim, Hamame Fall, Ould Adoube sans oubler les journaliste de l'époque pétris de talents comme Fall Baba, El Hadj N'gaide, Pape DembaFall, Mohamed Mahmoud Ould-Weddady pour ne citer que ceux-là.

Parallèlement à ces activités de techniciens à la Radio, il avait aussi inauguré l'air de l'électronique dans l'informel dans l'atelier de réparation qu'il avait ouvert chez-lui. Toute une génération de techniciens fut ainsi formée dans ce lieu devenu emblématique et dans lequel furent réparés voire rapiécés les premiers écrans de télévisons qui assureraient la réception d' images de la Télévision de Mauritanie naissante.

Notable attitré, Bilal l'était assurément pour sa communauté mais aussi pour tout le monde. Selon ceux qui l'ont bien connu, l'homme était socialement imbattables en effet sa maison sise à l'orée de la moughataa de Sekha ne désemplissait jamais. Il était un bon père de famille selon ses enfants qui ont pris sa relève à la Radio et à la Télévisons nationale. Sa fille Salka Mind Bilal Ould Yamar a été ministre de la République et ambassadrice plénipotentiaire, une autre preuve que l'homme a été très utile pour notre pays et a laissé une empreinte indélébile des plus élogieux. Bon père de famille, il était aussi pieux, jovial est d'un commerce facile. Du haut de son statut professionnel envié à l'époque ; il était aussi modeste.

SMB



Mohamed Aly Cherif :

L'inamovible Secrétaire général de la Présidence de la République (1969 – 1978)



Mohamed Aly Cherif (MAC) était parmi les premiers hauts fonctionnaires de la République Islamique de Mauritanie. Cet inamovible secrétaire général de la Présidence de la République (1969 -1978) a été qualifié par le père de la Nation, Me Moktar Ould Daddah le qualifiait « d'intelligent, compétent, consciencieux, travailleur, discret, modeste jusqu'à l'humilité, totalement détribalisé… ». Dans un bref entretien avec le magazine Horizons, il parle des évènements saillants qui l'ont marqué pendant sa carrière, et particulièrement aux premières années de l'indépendance.

« J'ai eu le privilège de prendre part, à mi- parcours sans doute, à l'œuvre fondamentale déjà entreprise de consolider l'existence de la Mauritanie contre vents et marées comme l'a si pertinemment qualifiée le Père Fondateur de l'Etat Mauritanien. En particulier la prise et la mise en exécution rigoureuse des mesures dites révolutionnaires des années 1972,1973 et 1974, à savoir :

• D'abord : la poursuite résolue de la modernisation de la capitale Nouakchott, créée ex-nihilo les années 1957 – 1960 ;

Ensuite :

•La modernisation accélérée de la capitale, notamment son ravitaillement en eau à partir d'Idini et un effort soutenu de création d'infrastructures urbaines et bien entendu l'électrification ; la construction de la route Trans mauritanienne devant relier la Capitale à la ville de Nema située à 1100 kilomètres en traversant l'ensemble des régions et circonscriptions administratives le long de ce vaste espace, et qui de ce fait a été dénommée la Route de l'Espoir.

• L'effort particulièrement soutenu d'assurer la promotion du secteur rural, à travers le forage de puits aussi largement que possible et le développement d'unités pilotes en matière d'agriculture (MPourié), et en matière pastorale la réalisation de l'Abattoir de Kaedi et du barrage de FoumGleita.

• La réalisation de l'ouvrage majeur du Port de l'amitié.

• La révision des Accords de coopération, civile et militaire avec la France.

• La sortie de la Mauritanie de la zone CFA, et par ce fait même, de la zone franc.

• La création d'une monnaie nationale dans le cadre d'une zone indépendante.

• la nationalisation de la MIFERMA et l'extension vitale de l'exploitation minière au lendemain de cette nationalisation.

• Sur le plan extérieur, la reconnaissance de l'Etat Mauritanien par tous les voisins. Le Président Moktar, grâce à une lutte âpre, a œuvré à l'instauration et à la consolidation de l'unité africaine, à travers l'accomplissement de l'un des mandats les plus réussis à la tête de l'OUA, en 1971-1972. Il avait également établi des relations vastes et solides au sein du Monde arabe, en Afrique, et en Asie avec la République Populaire de Chine, mais aussi avec tous ceux qui comptaient dans le mouvement des non-alignés et en Europe de l'Ouest ».

Que représente le 61e anniversaire de l'indépendance nationale de la Mauritanie ?
« D'abord la constatation réconfortante de la solidité de l'Etat Mauritanien qui a pu surmonter toutes les épreuves et montrer que l'unité nationale est non seulement réalisable, mais bien réelle. Même s'il reste, et il reste encore à solder des héritages historiques en matière de progrès social pour assoir un consensus toujours plus durable.
C'est également une source de satisfaction de voir que notre pays a fait des progrès importants dans divers domaines majeurs après les années moktariennes. Ceci est particulièrement vrai en matière d'infrastructures routières, scolaires et sanitaires. Mais aussi des réalisations de qualité ont été de toute évidence accomplies dans le domaine de la Défense Nationale et de la sécurité.
Parallèlement sont entamés de manière aujourd'hui plus crédible des processus pour démocratisation de la vie politique et la mise en œuvre effective de la séparation des pouvoirs dont la concrétisation demeure essentielle pour parvenir à l'Etat de Droit.
Je suis, enfin, réconforté par l'annonce et la mise en œuvre des engagements majeurs du Président de la République Son Excellence Mohamed Cheikh El Ghazouani, dont la réalisation entamée à une échelle non négligeable, est particulièrement prometteuse pour la mise en place des bases d'un décollage économique, social et culturel assurant une émergence réelle de la Mauritanie à moyen terme malgré des défis internes et externes auxquels il faut faire face ».
Quels conseils donner aux générations montantes et futurs bâtisseurs de l'avenir du pays ?
« Plutôt que des conseils dont peu de gens peuvent prendre connaissance ici, j'exprime les souhaits pour les nouvelles générations, d'abord qu'elles se souviennent d'où elles viennent, non seulement dans la construction de l'Etat mais aussi et surtout qu'elles prennent en compte les densités des valeurs historiques dont elles émanent, Singulièrement la civilisation arabo islamique dans la diversité de ses riches composantes humaines. Et qu'elles puissent assumer pleinement leur responsabilité en soldant les pesanteurs sociales dans toute leur diversité, et prendre en charge les efforts pour être à la hauteur des enjeux des temps présents. Mais cela exige davantage encore que les gouvernants fassent preuve d'un sens exemplaire du devoir de se mettre au service du peuple, évidemment hors des mensonges et du pillage qui ont si longtemps et vicieusement gangrené ce Pays ».
Un dernier mot à dire à cette heureuse occasion ?
« Il n'y a pas à proprement parler un dernier mot tant que la vie dure. Tout peut recommencer. Mais, je suis réconforté de voir tout ce qui a été réalisé en si peu de temps. Bien sûr beaucoup reste à faire, mais une conduite claire et résolue des affaires de la Nation me semble garantir des résultats à la hauteur des attentes.
Cependant comme on l'a vu, les frontières d'Etat existent bien sûr, mais le monde est en proie à mondialisation parfois périlleuse dont on ne peut faire l'économie.
A cet égard, il me semble important d'exprimer l'espoir que les déchaînements cosmiques , les pandémies connues ou imprévisibles et , bien entendu , les armes ultra perfectionnées déjà disponibles ou annoncées , les développements ultra rapides dans la course folle à la conquête technologique et nano technologique en manipulations nucléaires ou moléculaires , ne conduisent à très brève échéance à l'apocalypse .
Je sais que je m'adresse ici à mes compatriotes mauritaniens , mais je sais qu'ils savent autant que moi , aujourd'hui surtout , avec l'impensable surgissement du Covid-19 , et ses terribles ravages à l'échelle mondiale , que le destin de l'Humanité est inséparable.
Il ne s'agit pas de nous plonger dans des paroles sombres, loin s'en faut ! Mais de dire que nous devons prendre conscience de la part de responsabilité qui est la nôtre pour accéder aux conditions de l'émergence, c'est-à-dire forcer le destin pour prendre part au combat en vue de sauver l'homme de l'homme ».

Né en 19431, Mohamed Aly Cherif est un sociologue de formation, sortant de Boston University avec le Bachelor Degree en Sociologie en 1964. Ensuite, il se rend à Paris, s'inscrit à la Sorbonne, et achève en 1966 les cours de Doctorat de 3e cycle en sociologie, cumulativement avec les cours du Collège de France et de l'École Pratique des Hautes Etudes dont il est diplômé. Il rentre au pays en 1966, et, nommé secrétaire générale de la Présidence de la République, il est associé par le Président Moktar Ould Daddah, pendant presque dix ans, aux tâches peu reposantes qu'il s'était assignées pour asseoir l'existence et faire valider la souveraineté internationale de la Mauritanie.
Après le coup d'Etat du 10 juillet 1978, Mohamed Aly Cherif est sollicité par le Comité militaire de Redressement National (CMRN) pour reprendre service au poste de Secrétaire Général de la Présidence, mais il se récuse car, dit-il, il ne peut en âme et conscience fournir au nouveau régime de meilleurs conseils que ceux donnés au précédent et qui ont contribué à son dépôt de bilan…
En 1991, il participe à la fondation de l'Union du Front Démocratique Uni pour le Changement puis de l'Union des Forces Démocratiques et, en 1993, à la création du Parti de l'Union pour la Démocratie et le Progrès. Elu en 2007 député à l'Assemblée Nationale, il est désigné président du groupe parlementaire majoritaire durant toute la crise institutionnelle. En 2009, il est mandaté comme chef de file de la Commission dépositaire des Statuts du Parti de l'Union Pour la République (UPR), dont il a présidé l'Assemblée générale constitutive.

L'ONAS : REALISATIONS ET PERSPECTIVES

Dans le cadre des missions qui lui sont dévolues, l'ONAS doit impérativement prendre toutes les dispositions nécessaires qui lui permettront d'être aux normes d'assainissement requises en vue d'assurer la quiétude des citoyens et la sauvegarde de leurs biens.
En 2021 l'ONAS a créé quatre pôles lui permettant d'intervenir sur l'ensemble du territoire national, répartis de la manière suivante :

Le pôle A, basé à Kaédi, couvrant le Gorgol et le Guidimagha.
Le pôle B, basé à Aleg, couvrant le Brakna, le Trarza et le Tagant.
Le pôle C, basé à Aïoun, couvrant les deux Hodhs et l'Assaba.
Le pôle D, basé à Atar, couvrant l'Adrar, l'Inchiri et le Tiris.

Par ailleurs, il est prévu pour 2022/2023 la construction du siège social de l'ONAS et celle d'un pôle composé d'un atelier, d'un hangar de 1 000 m2 et des bureaux, à Nouakchott :

Désignations	Quantité
Hangar de 1000 m2	3
Hangar de maintenance 500 m2	1
Loge gardien	35
Bureaux sur 200 m2	1
Aménagement du terrain	1
Bâtiment administratif R+1 sur 1200 m2	1
Clôture de 400 m	1
Système de pompage	5

Les bases des pôles seront construites en 2022 de façon standard, comme suit :

Désignations	Quantité
Hangar de 1000 m2	1
Hangar de maintenance 500 m2	1
Bureaux sur 200 m2	1
Bâtiment administratif R+1 sur 200 m2	1
Clôture de 400 m	1

Aussi dans le cadre du projet de renforcement de ses capacités techniques et logistiques, l'ONAS prévoit l'acquisition d'un ensemble de fournitures conformément au tableau suivant :

Désignations	Quantité
Groupe motopompe Ø 300 m³/h HMT 20m	10
Groupe motopompe Ø 150 m³/h HMT 40m	10
Groupe motopompe Ø 60 m³/h HMT 40m	10
Electropompe Ø 2 200 m³/h HMT 10m	20
Groupe Electropompe Ø 100 m³/h HMT 40m	10
Tampon Regard	600
Grille caniveaux	1000
Véhicule	5
Grille avaloir	500

L'ONAS a hérité d'un réseau d'assainissement d'une longueur de 69 Km, entre 2009 et 2021 il a réalisé près de 135 Km sur l'ensemble du territoire national, soit un accroissement avoisinant les 200 %.

La prise en charge et l'entretien de ce réseau sont entièrement assurés par l'ONAS de façon permanente sur l'ensemble du territoire national



Son excellence le MHA visitant les travaux d'assainissement



Fournitures de conduites PEHD double parois





Brigades d'Intervention Rapide (BIR)



Travaux d'extension du réseau d'assainissement



Travaux d'entretien du réseau d'assainissement de la ville de Rosso



Travaux d'entretien du système de pompage à Bassiknou



Renforcement de la digue de protection de la ville d'Atar



Mr Ahmed Salem EL MARRAKCHI

Coordonnateur du PARIIS-MR

Présentation Générale

1. Contexte et justification du projet.

Déclaration de Dakar.
Les six États du Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad), réunis à Dakar le 31 Octobre 2013 lors de la Conférence de Haut Niveau sur l'irrigation au Sahel, ont convenu, dans une déclaration commune appelée la « Déclaration de Dakar », de combiner leurs efforts pour accroître le rythme et la qualité des investissements dans l'agriculture irriguée sur la base d'une approche participative et systémique de résolution des problèmes et de développement de solutions adaptées.

Initiative pour l'Irrigation au Sahel-2iS.
Suite à cette conférence, les six pays ont mis en place avec leurs partenaires techniques et financiers et les acteurs de l'agriculture irriguée, une Task Force pilotée par le Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS), chargée d'instruire le programme régional « l'Initiative pour l'Irrigation au Sahel-2iS ». 2iS est une approche plus globale de développement de l'irrigation au Sahel et visant à appuyer les six États dans la réalisation des objectifs quantitatifs et qualitatifs fixés à Dakar



2. Réalisations en chiffres :

Composante A : Modernisation du Cadre Institutionnel et de Planification

Activités	Nombre	Bénéficiaires	Pourcentage
Signature de Convention de partenariat	15	9 Délégations Régionales/MDR, 1 SONADER, 1Direction Aménagement Rural/MDR, 1 Direction des Politiques, de la Coopération et du Suivi Evaluation/MDR, 1 Radio Mauritanie, 1 Cellule Foncière/MDR, 1 Centre National de Recherche Agronomique/MDR	
Création instances locales de gestion de l'eau	6	Associations	25% femmes
Mise en place d'Associations d'usagers d'eau	76	480	65% femmes

Composante B : Financement des Solutions d'Irrigation
Les résultats enregistrés sont marqués essentiellement par :

Activités	Nombre	Bénéficiaires	% Femmes
Au niveau Irrigué			
Aménagement de 500ha au Trarza et Brakna en petits perimetres villageois	21	897	25
Achèvement des travaux de 17 ha (Trarza et Brakna) de sites pilotes de solution d'irrigation	4	1825	25
Aménagement de 50 ha de solution VISA (Valorisation Irrigation Sécurité Alimentaire)	21	1559	85
Au niveau pluvial			
Réhabilitation de 320 ha de cuvettes de barrage	2	413	25
Réhabilitation de bassins versants à IZIF au Tagant (seuils en gambillions)	7	352	10

Composante C : Gestion des Connaissances et Coordination

Activités	Nombre	Lieu	% Femmes
Création et mise en place de Plates Formes de Gestion des Connaissances (PMA)	4	Trarza, Brakna, Tagant et Adrar	40
Création et mise en place d'un Groupe de Partage de Connaissance National (GPCN)	1	Nouakchott	1
Equipement de ces organes en matériel informatique et bureautique	4		
Elaboration stratégie de communication	1		
Elaboration d'une stratégie	1		
Doter le dispositif de collecte des SMARTPHONES	53		

La directrice de l'Enseignement fondamental à Horizons :

Les résultats de la concertation seront mis en oeuvre

Mme Savia Mint Bamba, directrice de l'Enseignement fondamental au ministère de l'Éducation nationale et de la Réforme du système éducatif, a souligné que les journées de concertation sur l'enseignement ont abordé la question de la réforme à partir d'une dimension purement pédagogique et l'ont posée en même temps que plusieurs autres axes très importants et à caractère stratégique.

Elle a ajouté, lors d'une interview avec le quotidien national ''Horizons'', que la mise en œuvre des recommandations issues des journées de concertation sur la nouvelle réforme nécessite la prise de mesures d'ordre institutionnel et organisationnel, ce qui requiert des moyens pour pourvoir aux besoins importants en termes de ressources humaines et financières.

Voici le texte intégral de cette interview :



Question : Comment le ministère prendra-t-il en considération les recommandations émises par les journées de concertation, et quels sont les instruments dont le département usera pour mettre en œuvre les résultats de la consultation ?

Réponse : La mise en œuvre des recommandations émises par les journées de concertations sur la nouvelle réforme requiert la prise d'un ensemble de mesures d'ordre institutionnel et organisationnel.

Une telle démarche nécessite la mobilisation de moyens pour répondre aux exigences importantes en termes de ressources humaines et financières.

Il s'agit notamment de pourvoir aux besoins en matière d'enseignants qualifiés et motivés mais aussi en matière d'infrastructures et d'équipements adéquats.

Le ministère entamera les préparatifs pour faire face aux exigences de la mise en œuvre complète des résultats de la consultation une fois approuvés, en définissant d'abord une période de transition et fixant les procédures qui y seront appliquées.

Question : Certains pensent que les résultats de cette concertation n'ont pas résolu le problème de la langue d'enseignement des matières scientifiques au niveau du secondaire. Comment voyez- vous la question ?

Réponse : Les résultats de la consultation ont résolu ce problème en ce qui concerne l'étape de l'enseignement fondamental ; mais, pour les étapes ultérieures, une fois atteintes, nous serons, en ce moment- là, préparés pour choisir la langue d'enseignement des matières scientifiques suivant ce qui sert l'intérêt de l'enfant.

Il convient de noter que la langue d'apprentissage est restée le moteur principal des réformes antérieures mais la façon dont cette question a été traitée est restée marquée par l'improvisation et la complaisance.

Toutefois, cette concertation s'est distinguée des précédentes en abordant la question sous un angle purement pédagogique et en la soulevant en même temps que plusieurs autres axes très importants et stratégiques.

C'est ainsi que les caractéristiques de l'école mauritanienne en termes de vision éducative et d'objectifs spécifiques doivent refléter les traits marquants du citoyen mauritanien de demain auquel nous aspirons à façonner et à former, dans un environnement où prévalent les règles de base qui jettent les fondements de l'équité et de l'égalité.

En outre, il convient de concevoir une vision propre à nous assurer une avancée dans tous les domaines de l'éducation malgré la diversité de leur tutelle : (enseignement originel ; éducation préscolaire, enseignement supérieur et formation professionnelle) ; une vision qui allie à la fois ambition et réalisme.

Question : Quelles sont les raisons du faible taux de réussite aux concours nationaux : (baccalauréat, BEPC et concours d'entrée en 1ère année du collège) ?

Réponse : Les faibles taux de réussite sont effectivement l'un des indicateurs de la faible efficience et efficacité de notre système éducatif, et c'est l'une des raisons qui ont présidé à l'organisation des journées de concertations en vue de rechercher des solutions radicales à ce problème.

Les raisons des faibles taux de réussite ne peuvent néanmoins se limiter à des facteurs spécifiques, notamment un déficit chronique en matière de classes et d'enseignants, le manque de moyens didactiques et pédagogiques, et la mauvaise performance des enseignants consécutive au manque de formation initiale non professionnalisante et le manque de formation continue.

En général, ces résultats sont le reflet naturel des déséquilibres du système éducatif que nous sommes en train d'œuvrer à surmonter.

Question : Quelles sont les mesures prises pour relever les niveaux d'éducation à tous les niveaux ?

Réponse : Le ministère a ouvert plusieurs chantiers de réforme visant à élever le niveau de l'enseignement, notamment la réforme du système de formation initiale, la révision des programmes et des livres, la détermination des besoins en formation, le lancement d'un projet de valorisation de la profession enseignante comme cadre pour élever le niveau des enseignants financièrement et moralement, et en fournissant des supports éducatifs de base ; réduire la centralisation des moyens ; et mettre en place d'une stratégie de formation continue.

LE PORT AUTONOME DE NOUADHIBOU



I. Présentation

Entité économique dynamique, le Port Autonome de Nouadhibou (PAN) occupe une position géographique privilégiée lui assurant une protection naturelle et se trouve au carrefour des routes maritimes Nord-Sud.

Il occupe une place importante dans l'économie nationale et constitue le principal centre de développement de la Zone Franche de Nouadhibou, dans les domaines de la pêche, du commerce et du transport maritime.

Le PAN connait un développement constant, dicté par la volonté de répondre aux exigences et besoins de ses partenaires et usagers.

II- Infrastructures

Le Port Autonome de Nouadhibou dispose :

- D'un quai de pêche de 600 mètres linéaires, pouvant accueillir des bateaux de tirant d'eau allant jusqu'à 5,5 mètres.
- D'un quai de commerce d'une longueur de 120 mètres, pouvant recevoir des navires de 160 m de long (grâce aux ducs-d'Albe) d'un tirant d'eau de 7,20 mètres ;
- D'une extension de quai de 660 mètres linéaires pouvant recevoir des navires de 170 m de long et d'un tirant d'eau de 6,7 mètres. Cette extension est équipée de deux rampes Ro-Ro de 40 mètres de large chacun.

III- Equipements

Le Port Autonome de Nouadhibou est équipé, entre autres :

- D'un système de sécurité et d'aide à la navigation, composé de phares et de balises le long du chenal ;
- De moyens nautiques : remorqueur et baliseur ;
- De Moyens de lutte anti incendie : camions, motopompe, etc. ;
- D'un système de surveillance de la rade par AIS ;
- D'installations et équipements de communication radio ;
- D'un système de vidéosurveillance de l'enceinte portuaire et des accès ;
- De deux ponts bascules.

IV Principales réalisations

Dans le souci de développement constant, le PAN qui est certifié ISO 9001 : 2015 et ISPS, a procédé au renouvellement et à l'extension de son système d'éclairage.

La mise en place d'un système de pompage du poisson frais.

Le PAN met en œuvre continuellement des actions afin d'améliorer la qualité de ses prestations et garantir aux opérateurs la sécurité de leurs biens.

Afin de faciliter les démarches aux usagers, le PAN a mis en place un Guichet Unique où sont regroupés les services commerciaux, d'exploitation et financiers.

V Perspectives

Le PAN a lancé un vaste programme de modernisation de ses infrastructures et équipements. C'est dans ce cadre que les travaux de réhabilitation et d'élargissement du quai de commerce sont déjà engagés et que d'autres actions parmi lesquelles on peut citer : la modernisation du système de balisage, l'acquisition d'une vedette de servitude, la mise en place d'un système de surveillance de la rade et la modernisation de la station d'épuration sont programmées .

Le Port Autonome de Nouadhibou :
des prestations de qualité à des prix compétitifs

Port Autonome de Nouadhibou
BP 236,
+222 45 74 66 64
+222 45 74 51 36
pansdg@yahoo.fr
assistantedg@pan.mr
http://www.pan.mr



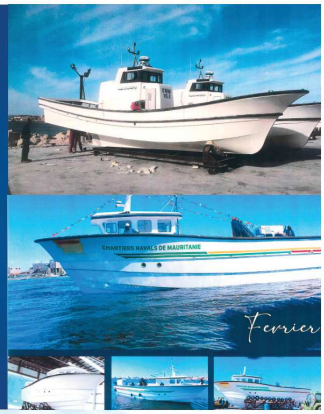
LA SOCIETE CHANTIERS NAVALS DE MAURITANIE (C.N.M),

LEADER NATIONAL DE LA CONSTRUCTION ET DE LA REPARATION NAVALES

Félicitations



Le Directeur Général de la société Chantiers Navals de Mauritanie (CNM) Monsieur **Oumar Youssouf GUEYE** et l'ensemble de son Personnel adressent leurs chaleureuses félicitations au Président de la République Son Excellence Monsieur **MOHAMED OULD CHEIKH EL GHAZOUANI** et au Peuple Mauritanien à l'occasion de la Célébration du 61 ème Anniversaire Fête de l'Indépendance.



La CNM, votre premier partenaire dans la construction et la réparation de bateaux de pêche pontés en Mauritanie.



Nos bateaux sont de 3 types :

1. Bateaux de 14 m de long pour la **pêcherie céphalopodiere**
2. Bateaux de 19 m de long pour la **pêche pélagique**
3. Bateaux de 7 m de long pour la **servitude, la plaisance et la pêche sportive.**

Nouadhibou, Mauritanie | 00 222 42 03 05 | www.cnm.mr

Tous ces facteurs sont de nature à permettre une amélioration progressive de la réalité du secteur en attendant le démarrage de la réforme issue de la concertation.

Question : Les syndicats estiment que le problème de l'éducation est essentiellement un problème matériel et moral, pas un problème éducatif, considérant que la présence de l'enseignant au bas de l'échelle matérielle et morale de l'État en est la raison. Quelle est votre appréciation à ce sujet ?

Réponse : Le développement harmonieux de l'éducation dépend de plusieurs facteurs dont le plus important est l'amélioration des conditions matérielles et morales des enseignants, ce qui va de soi, mais en plus de cet aspect auquel vous faites référence, il y a bien d'autres choses qui contribuent à ce développement harmonieux, tels que les programmes, les manuels et la formation initiale.
A ces éléments il convient d'ajouter l'attention continue à accorder aux enseignants mais aussi le soin et l'amélioration de l'environnement du travail pour le rendre attrayant et stimulant.

Question : Quelles sont les perspectives d'avenir de l'action du département pour faire avancer le processus éducatif ?



Réponse : Une loi d'orientation sera promulguée prochainement.
Elle définit des stratégies et des plans d'action à court et moyen terme visant à atteindre les résultats escomptés et ce, dans les meilleures conditions d'efficacité et d'efficience.
Dans le cadre de cette loi d'orientation, des plans triennaux sont élaborés pour être déclinés en plan décennal, en objectifs intermédiaires et en résultats à atteindre.
À cet effet, un mécanisme de pilotage efficace et des méthodes d'évaluation appropriées seront mis en place pour assurer une efficacité optimale et atteindre les objectifs fixés.



PRODEFI

FIDA ASAP
Investir dans les populations rurales

Un Projet de développement économique et social des filières rurales au service des petits producteurs pauvres

Objectif global

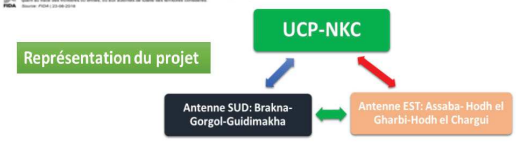
Améliorer les revenus et la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations rurales pauvres (en particulier les femmes et les jeunes) dans les zones d'intervention du projet



Cibles déjà atteintes

- 6 wilayas
- 24 Moughataâs
- 55 Communes
- 115 localités
- 20 874 ménages sur 42 600 prévus

Représentation du projet



Bailleurs	FIDA, ASAP, Gouvernement Mauritanien et bénéficiaires
Finance-ment	**45,3 Millions USD**
Durée	**8 ans (2017-2025)**

Résultats attendus

1. Libérer les populations rurales de la pauvreté et de la malnutrition
2. Renforcer la professionnalisation et l'autonomisation des producteurs
3. Encourager l'entrepreneuriat des jeunes et atténuer la vulnérabilité des femmes rurales
4. Favoriser l'appropriation des techniques et technologies de production
5. Permettre aux populations rurales pauvres l'accès aux services de financement

LAIT DE CHEVRE

- 2300 chèvres laitières distribuées
- Deux centres de collecte et Mini-laiteries en construction
- Élaboration d'une stratégie de développement de la filière Lait de chèvre
- Formations sur les techniques d'élevage et la gestion financière des coopératives laitières
- Mise en place d'une ferme expérimentale d'intégration agriculture / élevage

PFNL

- Installation de 75 000 mètres linéaires de clôtures grillagées autour de gommeraies et peuplements de baobabs
- Mise en place de cordons pierreux pour la restauration de 400 hectares de terres dégradées
- Appui de 18 AGLC dont 5 mises en place par le PRODEFI
- Mise en place d'un fonds de roulement de 1 Million MRO pour chaque AGLC pour l'achat de gomme arabique
- Stratégie de développement de la filière PFNL

MARAICHAGE

- 578 hectares mis en valeur
- 315 hectares aménagés
- 18 techniciens formés et équipés pour assurer la maintenance des infrastructures et équipements hydro-agricoles (3 par wilaya)
- Contribution des bénéficiaires de 30 à 40% dans l'achat des intrants
- 2 campagnes annuelles (CSC et CSF)
- Rendement moyen de 24 T/ha
- Expérimentation de 10 ha de cultures biologiques
- Mise en place d'un programme semencier avec le CNRADA
- Désenclavement des bassins de production desservant le marché de Kiffa
- Lancement du processus de construction du marché aux légumes de Kiffa
- Formations techniques et financières des producteurs

Composantes du projet

- **A** • Dynamisation des filières et développement de partenariats publics privés producteurs favorables aux pauvres
- **B** • Développement et promotion de modèles de production
- **C** • Coordination, Suivi et Evaluation et Gestion des Savoirs

AVICULTURE

- 55 poulaillers dont 3 poules pondeuses
- Construction et réhabilitation en cours de 50 nouveaux poulaillers
- Conception d'un modèle d'habitat adapté à l'aviculture dans la vallée
- Formations techniques et financières des producteurs

PECHE CONTINENTALE

- Cartographie du milieu et des sites de pêche de la zone de Foum -Gleita.
- Cartographie du milieu et des sites de pêche de la zone de Foum Gleita.
- Lancement de l'étude technique et environnementale pour l'aménagement de deux points de débarquement améliorés
- Préparation d'un atelier de réparation des pirogues
- Evaluation des besoins en équipements de pêcheurs et femmes transformatrices

Approche

- Appui en fonction des opportunités du marché
- Mise en relation des acteurs de la filière à travers des partenariats (simples ou 4P)
- Bancarisation pour la durabilité des investissements

Filières rurales du PRODEFI

- Lait
- Maraîchage
- Aviculture
- Produits forestiers non ligneux
- Pêche Continentale

4P-Partenariat- Public- Privé-Producteur

Grande Laiterie de Brakna –GLB
Capital : 7 15 208 MRU
Capacité de production de 3000 l/jour
200 producteurs organisées en 8 groupements
3000 bénéficiaires indirects

Société Moringa et du Fourrages du Sud - SMCF
Capital : 35 233 171 MRU
Capacité: 10 000 t/jour
15 salariés – 100 emplois indirects
Producteurs : 9 coopératives (1100 bénéficiaires indirects)

Usine des Fourrages du SUD -UFS
Capital : 35 233 171 MRU
Capacité de 30 000 t/ jour
15 salariés – 100 emplois indirects
Producteurs : 9 coopératives (1100 bénéficiaires indirects)

Coopératives Avicoles d'Aioun -CAA
Production, conservation et commercialisation de Poulets de chair
Capital 90 000 USD
440 Productrices
2464 bénéficiaires indirects

Nouakchott, capitale menacée entre sables et marées



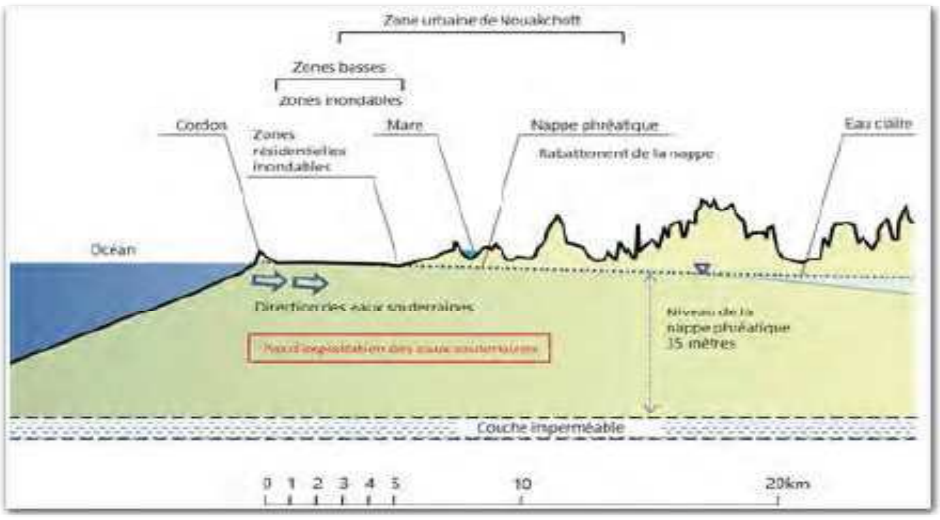
«Un pays sans capitale est comme un corps sans tête»
Ainsi s'exprimait, en 1959, Mokhtar Ould Daddah, père fondateur et premier président de la République Islamique de Mauritanie.

Pourquoi ériger Nouakchott à l'emplacement même d'un modeste ksar perdu au milieu d'une nature hostile ? Quels sont les défis et risques qui menacent l'avenir de la ville ? Pourquoi doit-on réinventer un avenir pour la jeune capitale ?

A l'aube de l'indépendance, le besoin d'une capitale à l'intérieur du territoire mauritanien se fait pressant (auparavant, la capitale mauritanienne était à Saint-Louis du Sénégal). Dans la perspective de donner une tête à ce corps national naissant, une ville est créée de toutes pièces : Nouakchott.

Dans ses mémoires, Mokhtar Ould Daddah rappelle combien ce transfert de la capitale est symbolique : « le 12 juin 1957, s'est tenue une réunion sous la tente pour illustrer notre détermination immédiate et inébranlable de transférer notre chef-lieu chez nous et de bâtir notre nouvelle capitale sur cette dune, où n'existait à cette date que quelques arbustes rabougris, à moitié ensevelis sous le sable fin. » (La Mauritanie, contre vents et marées -2003).

Une dune, voilà ce qu'est Nouakchott au départ de ma République Islamique de Mauritanie. »



D'un puits de coquillages au carrefour du monde ...

Nouakchott, - dont l'étymologie demeure à ce jour incertaine- serait citée pour la première fois en 1827, en tant que territoire de parcours et point d'eau revendiqués par deux tribus maraboutiques. La légende rapporte que leur litige autour du point d'eau, a été résolu au profit de la tribu qui a pu énumérer les quarante types de coquillages ayant servi à la construction du puits.

Fin 1903, un poste militaire est implanté par Xavier Coppolani et le capitaine Louis Frérejean avant la construction d'un fortin au Ksar en 1927, à l'emplacement de l'actuelle prison de Baïla. En 1957, le choix se porte sur Nouakchott pour créer la capitale, … « là où apparaît l'eau quand on creuse un puits, où souffle le vent et abondent les coquillages », …« l'endroit aux pâturages salés » (Frérot et al., 1998).

La première pierre est posée le 5 mars 1958 à l'emplacement de la Présidence. Présent ce jour-là, Jean Sahuc, ingénieur des Ponts et Chaussées, témoigne : « Nous avions choisi l'endroit à cause de la proximité de la nappe phréatique d'Idini qui devait, selon nos calculs, permettre de desservir une ville de 200 000 habitants pendant cinquante ans et parce que sa situation centrale permettait de faire l'unité entre les Maures blancs du Nord et les Négro-Mauritaniens du Sud ».

Par ailleurs, sa situation littorale favorable et l'effet modérateur sur les températures, son accessibilité (elle est un relais sur la piste impériale, la proximité du fleuve Sénégal qui constitue un débouché important, l'altitude moyenne du site, la liaison entre les zones minières du Nord et agro-pastorale sahélienne du Sud, font de Nouakchott un lieu idéal d'implantation où n'existaient, le 12 juin 1957, « que quelques arbustes rabougris, … »

Forte de ses 958.399 habitants (ONS-2013), la jeune capitale sortie des sables, s'affirme aujourd'hui, comme une importante capitale ouest-africaine, pleinement entrée dans la mondialisation. Elle se situe au carrefour de la Mauritanie, du Sahara et du Sahel, du monde arabe et de l'Afrique Subsaharienne.

Coincée entre océan et désert, Nouakchott préoccupe :

Les scénarios-catastrophes ne manquent pas pour la capitale « attaquée de tous côtés par les forces de la nature, par le sable, par le vent, par la mer » (Vernet, 1994), « coincée entre le désert qui avance inexorablement et l'océan qui menace de rompre le faible cordon dunaire et d'envahir la dépression côtière » (Legrand et al., 1986). Là où certains attendent un tsunami, d'autres programment un « affaissement » général de la ville et préconisent la recherche d'un refuge. Constat sans appel s'il en est !

La ville de Nouakchott, par son cadre géomorphologique, est très vulnérable aux changements climatiques qui constituent un défi majeur à son développement urbain voire son existence. Malgré les mesures législatives et d'adaptation prises, dont certaines visent la protection du cordon littoral qui défend la ville contre la submersion marine, force est de constater que les solutions proposées restent absolument inefficaces : le cordon dunaire de Nouakchott passe de 11 brèches en 2010 à 22 brèches en 2020, comptabilisées sur une distance critique de 30 km.
Ces risques encourus par la ville dans le contexte des changements climatiques sont amplifiés par le développement des constructions sur le littoral, ainsi que par l'intensité des activités humaines sur le cordon dunaire : circulation des véhicules, prélèvement de végétation, de sable et de coquillages…

La plus importante menace d'incursion marine qui pèse sur la ville, est en lien étroit avec la modification spectaculaire du trait de côte, induite par la construction du port de Nouakchott. Les efforts de colmatage des brèches du cordon dunaire sont surtout concentrés sur la partie située au nord du port alors que la partie sud où il a complètement disparu n'est protégée que par une digue haute de 2 mètres. Or, si la mer devrait franchir le cordon à 10 ou 15 km au sud, l'eau rejoindrait la ville en empruntant la dépression de l'Aftout Chergui.

Il existe un second risque d'inondation, cette fois par les eaux de pluie et par la remontée subséquente de la nappe phréatique, déjà fortement ressentie dans certains quartiers de Nouakchott, risque au demeurant renforcé par l'absence de système fiable d'assainissement et de traitement des eaux usées.



Enfin, la croissance exponentielle de Nouakchott, passée en cinquante ans de cinq cent à près d'un million d'habitants, a provoqué une urbanisation démesurée et anarchique, concourant par la force des chose à la dégradation des infrastructures par le sable, les eaux stagnantes et le sel, avec des dommages économiques et sanitaires notables.

L'avenir pour défi :

Le Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme de la Ville de Nouakchott à l'horizon 2040 (SDAU), approuvé et déclaré d'utilité publique par conseil des ministres, le 19 décembre 2019, propose une vision innovante dans la mesure où il est l'aboutissement d'un processus participatif ayant permis à différentes catégories d'acteurs directement concernés de s'exprimer.

La révision du SDAU, obsolète depuis 2003, fut un long et laborieux processus, lancé en avril 2014 par la Communauté Urbaine de Nouakchott, avec la tenue de l'atelier «Nouakchott, l'avenir pour défi : adaptation et mutation d'une ville vulnérable» (réalisé par les ateliers internationaux de Cergy). Par la suite, l'Agence japonaise de coopération internationale, a été sollicitée par le gouvernement mauritanien pour la réalisation de missions d'enquête, de collecte d'informations, de traitement et d'analyse des données collectées, et d'échanges avec les acteurs institutionnels et les populations, en vue de la formulation d'orientations stratégiques d'aménagement de la ville. Tout cela en étroite collaboration avec le Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire et la Communauté Urbaine de Nouakchott.

La vision proposée dans ce nouveau schéma directeur SDAU de la capitale ne s'est pas uniquement concentrée sur les 3 piliers du développement durable que sont : l'environnement (ville Résiliente), le social (ville Réunifiée) et l'économique (ville Rayonnante). Elle a en outre considéré deux autres caractéristiques importantes de la ville de Nouakchott, qui sont : l'amélioration de son environnement sanitaire et de santé (ville Revigorée) et la prise en compte de la religion islamique, des traditions et de la culture nomade (ville Respectant les cultures locales).
À l'heure où des efforts sont menés pour reconstruire le pays, son unité nationale et son devenir, il serait important de saisir l'opportunité pour faire de la ville capitale un espace partagé, capable de transformer les risques actuels en opportunités et de faire de Nouakchott la vitrine du pays dont pourraient s'approprier tous ses habitants pour en tirer légitime fierté !

Maïmouna SALECK

Programme Elargie du Président de la République

Des réalisations innovantes au service des populations

Le Programme Elargi du Président de la République (PROPEP) a été conçu pour juguler l'impact de la pandémie du Covid 19 sur l'économie du pays. Considérant le poids des conséquences du Covid sur l'activité économique au niveau international et national, le gouvernement mauritanien a été amené, sur instruction du Président de la République Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, à anticiper cette situation, à travers la mise en œuvre du Propep, pour résorber l'impact négatif de la pandémie sur notre pays.

Le bien-être des populations d'abord

Selon , M. Abbass Sylla, directeur général des Stratégies et Politiques de Développement, le PROPEP est soutenu par des réformes importantes pour atteindre des objectifs aussi importants que la création d'emplois de façon pérenne et diversifiée, poser la base d'une croissance économique accélérée et durable, améliorer de façon significative le taux de couverture des besoins alimentaires du pays, accélérer l'accès des populations aux services de base et renforcer la solidarité de la nation avec les groupes sociaux les plus démunis.

Des objectifs qui visent d'abord à améliorer le bien-être des populations

Il y a un second aspect non moins important, il s'agit du fait que le PROPEP se fonde sur le programme « Ewlewiyati » du Président de la République Monsieur Mohamed Ould Cheikh Ghazouani et le Programme multisectoriel de lutte contre le Covid19, a affirmé M. Abbass Sylla, directeur général des Stratégies et Politiques de Développement. La jonction entre ces deux programmes a pu donner naissance, de manière amplifiée, au PORPEP, a-t-il expliqué.

Comment est géré le PROPEP ?

Le PROPEP est géré d'une part par un Comité interministériel présidé par le Premier ministre qui décide des orientations globales du programme et de sa mise en œuvre. D'autre part, il comprend un Comité d'exécution constitué de représentants de la Présidence de la République, de la Primature, des ministères des Affaires économiques et des Affaires sociales et des points focaux issus des départements chargés de son exécution.

La spécificité de ce programme réside dans le fait qu'il est exécuté suivant une procédure nationale. C'est ainsi que le gouvernement, conscient des enjeux et de l'urgence de mener cette mission, n'a pas souhaité qu'il y ait une quelque dérogation au principe de base d'exécution de la dépense, a souligné



M. Sylla. Il a ajouté, en substance: ''de mon point de vue, cela a pu renforcer l'action de l'administration et son expertise pour l'exécution du PROPEP dans les délais de trente mois qui lui sont impartis. A à ce jour, le niveau des activités planifiées a atteint les 42%. Ce qui est assez encourageant !''

Pour l'essentiel, les actions ont déjà connu une mise en œuvre. « Il convient ici de préciser que toute l'exécution du PROPEP relève de la responsabilité et du suivi des départements techniques », a assuré M. Sylla. A ce titre, a-t-il précisé, le ministère des Affaires économiques et des Secteurs productifs a un rôle de consolidation des informations fournies par les départements à travers les points focaux et que ce rôle de consolidation est transmis aux instances de gouvernance, c'est-à-dire le Comité technique et le Comité interministériel ».

Par ailleurs, poursuit le directeur général des Stratégies et Politiques de Développement, le département des Affaires économiques conduira, de manière tout à fait, innovante, les évaluations indépendantes des activités programmées et exécutées au niveau des départements avec le concours d'expertises externes et de la Société pour assurer encore plus de l'effectivité de l'exécution de ces activités déjà programmées.

Ce qui reste à venir

Le plus important c'est de parvenir à achever ce qui reste des activités et nous assurer à travers les évaluations que les objectifs assignés au PROPEP ont été atteints, a souligné M. Sylla. D'ici au mois de mars 2023, tout doit arriver à terme, a-t-il affirmé. Par conséquent, toutes les activités doivent être entièrement exécutées. C'est ce qui constitue l'objectif global à atteindre.

Conscient du fait qu'il s'agit d'activités additionnelles par rapport aux activités classiques des ministères en charge des composantes du PROPEP, le département des Affaires économiques met à disposition l'expertise nécessaire pour renforcer leurs capacités à mener à bien ces tâches dans les délais impartis.

Financement de 240 milliards MRO

Pour l'essentiel, le PROPEP porte sur un financement de 240 milliards d'ouguiyas (MRO) issu, en grande partie, du budget de l'Etat, et avec la participation de nos partenaires également. Il convient de noter que l'exécution repose, en grande partie, plutôt sur des ressources domestiques que sur des ressources extérieures eu égard à la frilosité de la situation économique internationale.

« Mais je pense que l'économie mondiale est en train de se remettre en place et qu'à partir des mois à venir, le flux des financements extérieurs sera, certainement, au rendez-vous », a-t-il souligné.

Activités innovantes

L'offre sociale, pour arriver au secours des plus démunis et la mise à niveau des structures sanitaires, des écoles et autres infrastructure, y compris les échangeurs, la rocade autour de Nouakchott qui constitue une voie de dégagement pour décongestionner la capitale sont des réalisations innovantes. La mise à niveau du port du port de Tanit et la réalisation d'infrastructures pour le débarquement des prises de pêche au PK 142 sur la route de Rosso sont également des éléments très importants et innovants.

Nous avons également, comme élément innovant, l'électrification des zones de production sur la vallée du fleuve, la création de fermes améliorant les races et les cultures fourragères. Il faut noter également la mise en place d'un SAMU pour le ministère de la Santé, en plus du volet de transport qui connaitra le renouvellement du parc de taxis à Nouakchott financé par le PROPEP qui contribuera à moderniser en matière d'offre de transport pour le marché local.

Toutes ces activités sont, bien entendu, élargies aux autres wilayas du pays en terme de voiries nouvelles, de places publiques et d'aménagement du territoire.

Le Propep a innové en finançant les activités de la pêche continentale à travers le développement la mare de Mahmouda (Hodh Charghi). Une formation a été offerte aux pêcheurs locaux qui ont bénéficié également d'un appui par le biais du ministère des Pêches et de l'Economie maritime, a noté M. Sylla. Nous estimons qu'il s'agit d'une opération pilote qui va être certainement étendue sur l'ensemble des mares importantes où la pêche continentale peut être pratiquée, notamment à Foum- Gleita et à Tamouret-Enâj, a souligné M. Sylla. Nous avons mis en place, a-t-il dit, une plateforme permettant de suivre, en temps réel, toutes les activités du PROPEP au niveau des départements.

Cette plateforme, qui fonctionne grâce au téléphone portable, permet à chaque ministre de vivre, en temps réel, les activités de son département.

ELY Maghlah

Axe	Financement (Millions MRU)	En % du financement Global
1. Développement d'infrastructures de soutien à la croissance	6 740,1	27,9%
2. Amélioration de l'offre sociale et soutien à la demande	8 192,6	33,9%
3. Valorisation du potentiel des secteurs productifs et accélération de l'atteinte de l'autosuffisance alimentaire	5 422,0	22,4%
4. Appui au secteur privé (formel et informel)	2 304,5	9,5%
5. Reboisement et Création d'Emplois Verts	961,9	4,0%
6. Gouvernance et mise en œuvre du programme	60,0	0,2%
7. Divers et imprévus	481,8	2,0%
Total	**24 162,9**	**100,0%**

Axes / Sous Axes	Financement (Millions MRU)	En % du financement de l'axe
Axe 1 : Infrastructures de soutien à la croissance	**6 740**	**100,0%**
1.1 Mobilité urbaine	2 976	44,2%
1.2 Villes productives	802	11,9%
1.3 Infrastructures numériques	250	3,7%
1.4 Infrastructures rurales	1 612	23,9%
1.5 Entretien et réparation de routes	1 000	14,8%
1.6 Renforcement des infrastructures hydrauliques	100	1,5%
Axe 2 :Offre sociale et soutien à la demande	**8 193**	**100,0%**
2.1 Renforcement des conditions de vie des franges défavorisées	1 971	24,1%
2.2 Amélioration de l'offre de services de santé	1 747	21,3%
2.3 Soutien a la mise en place d'une école républicaine	4 075	49,7%
2.4 Perspectives pour la jeunesse	400	4,9%
Axe 3 :Potentiel productif et autosuffisance alimentaire	**5 422**	**100,0%**
3.1 : Valorisation du potentiel des Pêches	3 907	72,1%
3.2 : Renforcement et valorisation des potentialités agropastorales	1 515	27,9%
Axe 4 :Appui au secteur privé	**2 304**	**100,0%**
4.1 Mesures de soutien pour faire face aux conséquences du Covid19	1 250	54,2%
4.2 Mesures de soutien a l'entreprenariat	896	38,9%
4.3 Mesures de soutien a l'emploi	159	6,9%
Axe 5 . Reboisement et Création d'Emplois Verts	**962**	**100,0%**
5.1 Réduire la déforestation et assurer la restauration et la gestion durable des espaces forestiers (1500 ha/an)	350	36,4%
5.2 Renforcement de l'initiative nationale de la grande muraille verte	250	26,0%
5.3 Réduire les pollutions et améliorer la gestion et la valorisation des déchets solides urbains	361,9	37,6%
Axe 6. Gouvernance et mise en Œuvre du programme	**60**	**100,0%**
7. Divers et imprévus	**482**	**100,0%**
TOTAL DU PROGRAMME	**24 163**	**100,0%**



الوكالة الوطنية للإحصاء و التحليل الديموغرافي و الإقتصادي
ANSADE

Planifier sans statistiques fiables, c'est naviguer dans le brouillard

Conscient de l'importance et du rôle central de la statistique dans la formulation, le pilotage et le suivi évaluation des stratégies et programmes de développement économique et social d'une Nation, le Gouvernement a amorcé la réforme du système statistique national (SSN) en 2021 avec la création de l'Agence Nationale de la Statistique et de l'Analyse Démographique et Economique (ANSADE), en fusionnant l'ex-Office National de la Statistique (ONS) avec l'ex-Centre Mauritanien d'Analyse de Politique (CMAP).

L'ANSADE, en tant qu'organe central du SSN, devra constituer un pôle d'excellence scientifique référentiel pour alimenter en informations fiables un débat constructif visant à mieux orienter l'action publique notamment sur les questions relatives au développement économique et social du pays.

Principales missions de l'ANSADE : L'ANSADE est chargée d'assurer, entre autres :

- Collecte, traitement et diffusion d'informations statistiques ;
- Coordination du Système Statistique National et harmonisation en matière de concepts, méthodes et bonnes pratiques ;
- Promotion de la recherche scientifique à travers la conduite d'études analytiques dans les domaines économique et social ;
- Appui à l'organisation de la formation initiale et continue du personnel exerçant dans le domaine de la statistique et de la démographie.

Principaux changements avec la création de l'ANSADE :

- La Modernisation du mode de gouvernance de l'ANSADE avec l'introduction d'une lettre de mission qui fixe le cadre d'évaluation des performances de l'Agence et de plus de transparence dans le choix du personnel d'encadrement ;
- La Diversification des sources de financement afin de mieux assurer la pérennité des ressources financières pour la conduite des opérations essentielles ;
- L'Introduction du concept « assurance-qualité » dans le processus de production de données pour garantir leur fiabilité avec la mise en place d'un Comité Scientifique composé de personnalités scientifiques de renommée pour apporter des avis sur les questions techniques, méthodologiques, d'analyses et de recherche en matière statistique.

Principaux domaines d'interventions de l'ANSADE : Il s'agit entre autres de :

Suivi et analyse de la conjoncture économique et des échanges extérieurs ;
- Suivi de la situation macroéconomique et d'agrégats des comptes nationaux ;
- Suivi de la situation du marché de travail et des conditions de vie des ménages ;
- Suivi de l'état de la population et ses principales caractéristiques ;
- Développement de système d'information géo –référenciée ;
- Harmonisation des concepts et méthodes dans le domaine statistique.

www.ansade.mr + 222 525 28 80 + 222 525 51 240 – Nouakchott - Mauritanie



A l'occasion du 61ème anniversaire de l'indépendance nationale, la direction et le personnel de Chinguitel présentent leurs meilleurs vœux à son excellence, le Président de la République Monsieur **Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani**, au Gouvernement et au peuple Mauritanien tout en priant Allah le tout puissant d'octroyer à la Mauritanie et à son peuple davantage de progrès et de prospérité.

Directeur Général
Hani Arabi Ali Karrar

شنقيتل®
Chinguitel
Membre du Groupe expresso